



**CALVADOS**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

RECUEIL DES ACTES  
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL  
N°14-2023-043

PUBLIÉ LE 8 MARS 2023

# Sommaire

## **Agence régionale de santé de Normandie / Direction de l'autonomie**

14-2023-03-06-00010 - Décision du 6 mars 2023 portant fixation pour 2023 du montant et de la répartition de la dotation globalisée commune prévue au contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens (CPOM) du Centre Hospitalier Aunay-Bayeux pour ses établissements et services. (2 pages) Page 4

## **Direction départementale de la protection des populations /**

14-2023-03-07-00010 - Arrêté préfectoral déterminant les mesures applicables dans les zones réglementées autour d'un cas d'influenza aviaire hautement pathogène en élevage (16 pages) Page 7

14-2023-03-07-00009 - Arrêté préfectoral déterminant une zone réglementée suite à une déclaration d'infection d'influenza aviaire hautement pathogène IAHp MEZIDON (16 pages) Page 24

## **Direction départementale de la protection des populations du Calvados /**

14-2023-03-07-00002 - Arrêté préfectoral du 7 mars 23 déterminant une zone réglementée suite à une déclaration d'infection d'influenza aviaire hautement pathogène (16 pages) Page 41

14-2023-03-07-00003 - Arrêté préfectoral du 7 mars 2023 déterminant les mesures applicables dans les zones réglementées autour d'un cas d'influenza aviaire haute pathogène en élevage (16 pages) Page 58

## **Direction départementale de l'emploi, du travail et des solidarités /**

14-2023-03-02-00004 - AP MODIFICATIF COMPOSITION MEMBRES COMMISSION INFORMATION ET DE SELECTION D APPEL A PROJET SOCIAL (4 pages) Page 75

14-2023-03-02-00005 - ARRETE DESIGNATION INSTRUCTEUR CADRE PROCEDURE D APPEL A PROJETS AUTORISATION 15 PLACES DE CENTRE PROVISOIRE HEBERGEMENT (2 pages) Page 80

## **Direction départementale des finances publiques du Calvados /**

14-2023-03-01-00012 - Délégation de signature en matière de contentieux et de gracieux fiscal et en matière de recouvrement pour le SIP de Caen au 1er mars 2023 (4 pages) Page 83

## **Direction départementale des territoires et de la mer du Calvados / Service eau et biodiversité**

14-2023-03-06-00011 - Arrêté préfectoral autorisant des épreuves de chiens de chasse (3 pages) Page 88

## **Direction départementale des territoires et de la mer du Calvados / SSICRET/CR/SR**

14-2023-03-01-00011 - ARRÊTÉ PRÉFECTORAL PORTANT RÉGLEMENTATION DE LA CIRCULATION SUR L' AUTOROUTE A132, POUR PERMETTRE LES TRAVAUX DE REPARATION DES DISPOSITIFS DE RETENUES (4 pages) Page 92

## **Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie / SRN/BBEN**

14-2023-03-02-00006 - Arrêté autorisant les membres de l'association Groupe Ornithologique Normand (GONm) à pénétrer sur les propriétés privées non closes de 18 communes du département du Calvados aux fins de prospections et d'inventaires scientifiques (4 pages) Page 97

## **Préfecture du Calvados / DCL**

14-2023-03-07-00007 - AP abrogation suspension PF MONDEVILLAISES (2 pages) Page 102

14-2023-03-07-00008 - AP abrogation suspension PF MONDEVILLAISES (2 pages) Page 105

14-2023-03-07-00006 - AP modification habilitation MPF BARBIER (4 pages) Page 108

14-2023-03-07-00004 - AP modification habilitation PF MONDEVILLAISES (4 pages) Page 113

14-2023-03-07-00005 - AP modification habilitation PF VAUCELLES (4 pages) Page 118

## **Préfecture du Calvados / Direction de la citoyenneté et des collectivités locales**

14-2023-03-07-00001 - Arrêté d'habilitation funéraire pour les PF PLESSIS A&G à Carpiquet (2 pages) Page 123

## **Préfecture du Calvados / Direction de la coordination des politiques publiques et de l'appui territorial**

14-2023-03-08-00002 - décision 2023-1 du directeur régional des douanes de Caen portant subdélégation de la signature du directeur interrégional de Rouen (32 pages) Page 126

14-2023-03-08-00003 - décision 2023-1 du directeur régional des douanes de Caen portant subdélégation de la signature du directeur interrégional de Rouen (36 pages) Page 159

## **Préfecture du Calvados / SIDPC**

14-2023-03-08-00001 - Arrêté préfectoral du 8 mars 23 portant réglementation de la circulation sur l'autoroute A13 au niveau de la bretelle d'accès au périphérique sud (RN 814) (4 pages) Page 196

Agence régionale de santé de Normandie

14-2023-03-06-00010

Décision du 6 mars 2023 portant fixation pour 2023 du montant et de la répartition de la dotation globalisée commune prévue au contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens (CPOM) du Centre Hospitalier Aunay-Bayeux pour ses établissements et services.

DECISION TARIFAIRE PORTANT FIXATION POUR 2023 DU MONTANT ET DE LA  
REPARTITION DE LA DOTATION GLOBALISEE COMMUNE PREVUE AU  
CONTRAT PLURIANNUEL D'OBJECTIFS ET DE MOYENS DE  
CENTRE HOSPITALIER AUNAY-BAYEUX - 140000092

POUR LES ETABLISSEMENTS ET SERVICES SUIVANTS  
Etablissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) –  
EHPAD CHAMP FLEURY - CH AUNAY-BAYEUX - 140004110

Service de Soins Infirmiers A Domicile (S.S.I.A.D) –  
SSIAD DU CH D'AUNAY SUR ODON - 140015439

Le Directeur de l'ARS Normandie

- VU le Code de l'Action Sociale et des Familles ;
- VU le Code de la Sécurité Sociale ;
- VU la loi n° 2022-1616 du 23 décembre 2022 de financement de la Sécurité Sociale pour 2023 publiée au Journal Officiel du 24 décembre 2022 ;
- VU l'arrêté du 25/10/2022 fixant pour 2022 les valeurs du point mentionnées à l'article R.314-162 du code de l'action sociale et des familles publié au Journal Officiel du 01/11/2022 ;
- VU le décret du 17 juin 2020 portant nomination de M. DEROCHE Thomas en qualité de Directeur de l'agence régionale de santé Normandie ;
- VU la décision du 9 novembre 2022 portant transfert d'autorisation du Service de Soins Infirmiers A Domicile (SSIAD) géré par l'Etablissement Public Médico-Social (EPMS) du Château de Vaux à Graye sur Mer au profit du Centre Hospitalier Aunay-Bayeux (CHAB);
- VU la date de prise d'effet du transfert d'autorisation des 10 places du SSIAD de Graye sur Mer au profit du CHAB à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2022, et de facto le financement proratisé sur 4 mois sur l'exercice 2022.

Considérant la prise en compte sur l'exercice 2023 de l'effet en année pleine de ce transfert d'autorisation.

**DECIDE**

Article 1er A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023, en application de l'article L.314-7 du CASF, la dotation globalisée commune s'élève, à titre transitoire, à 8 017 891,39 €. Elle se répartit de la manière suivante :

- personnes âgées : 8 017 891,39 €

FINESS	Dotations (en €)					
	Hébergement permanent	UHR	PASA	Hébergement temporaire	Accueil de jour	SSIAD
140004110	3 872 416,32	0,00	67 719,95	67 319,08	116 990,90	0,00
140015439	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 893 445,14

Pour 2023, la fraction forfaitaire mensuelle, pour le secteur personnes âgées, s'établit à 668 157,61 €.

- Article 3 Les recours contentieux dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale sis 2, Place de l'Edit de Nantes, NANTES, 44185 dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.
- Article 4 La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs.
- Article 5 Le Directeur de l'ARS Normandie est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'entité gestionnaire CENTRE HOSPITALIER AUNAY-BAYEUX 140000092 et aux structures concernées.

Fait à CAEN,

le **6 MARS 2023**

Le Directeur général

Pour le Directeur général,  
et par délégation,  
Le Responsable du pôle  
Allocation de Ressources

Jean-Christophe DURET

Direction départementale de la protection des  
populations

14-2023-03-07-00010

Arrêté préfectoral déterminant les mesures  
applicables dans les zones réglementées autour  
d'un cas d'influenza aviaire hautement  
pathogène en élevage



**PRÉFET  
DU CALVADOS**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE  
LA PROTECTION DES POPULATIONS**

DDPP14 n° 2023-1785  
Code dossier : IAHP ZR

**Arrêté préfectoral  
Déterminant les mesures applicables dans les zones réglementées autour d'un cas  
d'influenza aviaire hautement pathogène en élevage**

**LE PRÉFET DU CALVADOS  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

- VU** le règlement (CE) n°853/2004 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 fixant des règles spécifiques d'hygiène applicables aux denrées alimentaires d'origine animale ;
- VU** le règlement (CE) n°1069/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles sanitaires applicables aux sous-produits animaux et produits dérivés non destinés à la consommation humaine et abrogeant le règlement (CE) n°1774/2002 (règlement relatif aux sous-produits animaux) ;
- VU** le règlement UE 2016/429 du Parlement européen et du Conseil du 9 mars 2016 relatif aux maladies animales transmissibles et modifiant et abrogeant certains actes dans le domaine de la santé animale ("législation sur la santé animale") ;
- VU** le règlement UE 2018/1882 de la Commission du 3 décembre 2018 sur l'application de certaines dispositions en matière de prévention et de lutte contre les maladies, à des catégories de maladies répertoriées et établissant une liste des espèces et des groupes d'espèces qui présentent un risque considérable du point de vue de la propagation de ces maladies répertoriées ;
- VU** le règlement délégué UE 2020/687 de la Commission du 17 décembre 2019 complétant le règlement UE 2016/429 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les règles relatives à la prévention de certaines maladies répertoriées et la lutte contre celles-ci ;
- VU** le code rural et de la pêche maritime, notamment ses articles L. 223-8 et R. 228-1 à R. 228-10 ;
- VU** le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- VU** le décret N° 2009-1984 du 3 décembre 2009 relatif aux directions départementales interministérielles ;
- VU** le décret du Président de la République du 30 mars 2022 portant nomination de Monsieur Thierry MOSIMANN, préfet du Calvados ;
- VU** l'arrêté modifié du 5 juin 2000 relatif au registre d'élevage ;
- VU** l'arrêté du 14 octobre 2005 fixant les règles générales de police sanitaire relatives aux produits d'origine animale destinés à la consommation humaine ;
- VU** l'arrêté du 18 janvier 2008 fixant les mesures techniques et administratives relatives à la lutte contre l'influenza aviaire ;
- VU** l'arrêté ministériel du 16 mars 2016 modifié relatif aux niveaux du risque épizootique en raison de l'infection de l'avifaune par un virus de l'influenza aviaire hautement pathogène





et aux dispositifs associés de surveillance et de prévention chez les volailles et autres oiseaux captifs ;

**VU** l'arrêté ministériel du 14 mars 2018 modifié relatif aux mesures de prévention de la propagation des maladies animales via le transport par véhicules routiers d'oiseaux vivants ;

**VU** l'arrêté du 29 septembre 2021 relatif aux mesures de biosécurité applicables par les opérateurs, les professionnels liés aux animaux dans les établissements détenant des volailles ou des oiseaux captifs dans le cadre de la prévention des maladies animales transmissibles aux animaux ou aux êtres humains ;

**VU** l'instruction technique n°2021-148 en date du 25 février 2021 relative aux mesures applicables à la suite de la confirmation d'un foyer IAHP dans une exploitation ;

**CONSIDÉRANT** la découverte de cadavres de volailles dans des élevages dans le Calvados et les départements limitrophes ;

**CONSIDÉRANT** la détection du virus de l'influenza aviaire hautement pathogène sur ces cadavres, confirmée par le laboratoire de référence de l'ANSES ;

**CONSIDÉRANT** que des mesures d'éradication immédiates doivent être prises aussitôt la maladie détectée ;

**CONSIDÉRANT** qu'il est essentiel de détecter précocement la présence du virus au sein d'autres élevages de volailles afin de prévenir sa propagation entre exploitations ;

## **ARRETE :**

### **Article 1<sup>er</sup> : Définition**

Les zones réglementées sont définies comme suit :

- une zone de protection (ZP) ;
- une zone de surveillance (ZS) ;
- une zone réglementée supplémentaire (ZRS).

### **Section 1 : Mesures déployées dans la zone réglementée**

Les territoires des zones réglementées sont soumis aux dispositions suivantes :

#### **Article 2 : Recensement**

Les responsables d'exploitation à finalité commerciale détenant des volailles ou oiseaux captifs se déclarent auprès de la Direction départementale de la protection des populations en mentionnant les effectifs des différentes espèces. Un suivi régulier et contrôle des registres est effectué par le directeur départemental de la protection des populations.

Dans les territoires placés en zone de protection, les exploitations non commerciales de volailles se déclarent auprès des mairies ou sur Internet via la procédure suivante :

<http://mesdemarches.agriculture.gouv.fr/>, rubrique « Particulier ».

#### **Article 3 : Mesures de biosécurité**

1° Dans les exploitations commerciales et non commerciales, les volailles et les oiseaux



captifs sont mis à l'abri. Leur alimentation et leur abreuvement sont protégés, selon les modalités définies par l'arrêté du 29 septembre 2021 susvisé ;

- 2° L'accès aux exploitations situées en zone de protection ou de surveillance est limité aux seules personnes indispensables à la tenue de l'élevage. Ces personnes mettent en œuvre les mesures de biosécurité individuelles visant à limiter le risque de diffuser la maladie, notamment par l'utilisation de vêtements de protection à usage unique et, en cas de visite d'une exploitation suspecte, la prise de précautions supplémentaires telles que douche, changement de tenue vestimentaire et nettoyage des bottes. Les exploitations tiennent un registre de toutes les personnes qui pénètrent sur le site de l'exploitation ;
- 3° Le nettoyage et la désinfection des véhicules sont effectués, sous la responsabilité du responsable de l'établissement concerné, à l'entrée et à la sortie de tous les établissements en lien avec l'élevage avicole tels que les élevages, les couvoirs, abattoirs, centre d'emballage d'œufs, entrepôts ou entreprises de sous-produits animaux, équarrissages, les distributeurs et fabricants d'aliments, centre d'emballage d'œufs ou producteurs d'ovoproduits.  
Les tournées impliquant des zones de statuts différents sont organisées de façon à commencer par les zones de risque le plus faible pour s'achever dans les zones de risque le plus élevé ;
- 4° Les cadavres de volailles sont stockés dans des containers étanches et collectés par l'équarrisseur en respectant les règles de biosécurité.

#### Article 4 : Mesures de surveillance en élevage

- 1° Tous les détenteurs de volailles et d'oiseaux captifs font l'objet de visites vétérinaires dans un délai prescrit par le directeur départemental de la protection des populations pour contrôler l'état sanitaire des animaux par l'examen clinique, la vérification des informations du registre d'élevage et le cas échéant, la réalisation de prélèvements pour analyse de laboratoire ;
- 2° Toute apparition de signes cliniques évocateurs d'influenza aviaire ou toute augmentation de la mortalité ainsi que toute baisse importante dans les données de production, telles que décrites dans l'article 5 de l'arrêté du 16 mars 2016 susvisé, sont immédiatement signalées au directeur départemental de la protection des populations par les responsables des exploitations qu'elles soient de nature commerciale ou non ;
- 3° Une surveillance est mise en place au moyen d'autocontrôles dans les exploitations commerciales selon les modalités suivantes :
  - a) Autocontrôles réalisés dans les élevages de palmipèdes, à l'exception du gibier à plume et à l'exception des stades « futurs reproducteurs » et « reproducteurs » :

Le détenteur met en place une surveillance hebdomadaire sur les animaux morts et sur l'environnement ; en l'absence de cadavres, les prélèvements ne concernent que l'environnement.

Echantillonnage	Prélèvement	Fréquence	Analyse	Si analyse positive
Tous les cadavres ramassés dans la limite de 5	Ecouvillon cloacal	Une fois par semaine	Gène M	RT-PCR H5/H7 => si positive sous-typage au LNR



cadavres				
Environnement	Chiffonnette poussières sèche dans chaque bâtiment d'animaux vivants	Une fois par semaine	Gène M	Nouveaux prélèvements par écouvillonnage trachéal et cloacal sur 20 animaux

b) Autocontrôles réalisés dans les élevages de gibier à plume de la famille des anatidés, à l'exception des stades « futurs reproducteurs » et « reproducteurs » :

Le détenteur met en place l'une ou l'autre des surveillances suivantes :

- une surveillance hebdomadaire sur les animaux morts, ou
- une surveillance bimensuelle sur les animaux vivants.

Echantillonnage	Prélèvement	Fréquence	Analyse	Si analyse positive
Tous les cadavres ramassés dans la limite de 5 cadavres	Ecouvillon cloacal	Une fois par semaine	Gène M	RT-PCR H5/H7 => si positive sous-typage au LNR
<b>OU</b> 30 animaux vivants	Ecouvillon cloacal et trachéal	Tous les 15 jours	Gène M	RT-PCR H5/H7 => si positive sous-typage au LNR

c) Autocontrôles réalisés dans les élevages de « reproducteurs » et « futurs reproducteurs » de toutes espèces :

Le détenteur met en place une surveillance bihebdomadaire sur cadavres et environnement ainsi qu'une surveillance virologique bimensuelle et une surveillance sérologique mensuelle sur les animaux vivants.

Pour la filière gibier à plume, cette surveillance est mise en place 15 jours avant la ponte.

Echantillonnage	Prélèvement	Fréquence	Analyse	Si analyse positive
Tous les cadavres ramassés dans la limite de 5 cadavres	Ecouvillon cloacal	Deux fois par semaine	Gène M Mélange par 5 des écouvillons	RT-PCR H5/H7 => si positive sous-typage au LNR
<b>ET</b> Environnement	5 chiffonnettes poussières sèche sur chaque bâtiment, sur le matériel d'élevage au contact des animaux, mangeoires, abreuvoirs, lignes de pipettes, parties supérieures des système de distribution	Deux fois par semaine	Gène M Mélange par 5 des écouvillons	
<b>ET</b> 20 animaux vivants à partir de douze semaines d'âge	Ecouvillon trachéal  Prise de sang	Toutes les 2 semaines  Une fois par mois	Gène M Mélange par 5 des écouvillons  ELISA ou IDG	RT-PCR H5/H7 => si positive sous-typage au LNR

Une visite du vétérinaire est réalisée dans les élevages placés en zone de protection et hébergeant des reproducteurs en ponte. Des prélèvements et analyses virologique et sérologique sont réalisés sur 20 oiseaux : 20 écouvillons trachéaux et 20 écouvillons cloacaux sont effectués lors de cette visite.



## **Article 5 : Mesures concernant les mouvements de volailles et d'oiseaux captifs**

- 1° Les rassemblements de volailles ou d'autres oiseaux captifs tels que les foires, marchés et les expositions sont interdits en zone de protection et zone de surveillance ;
- 2° Les mises en place et les mouvements de sortie d'exploitation de volailles, poussins d'un jour et œufs à couvrir sont interdits en zone de protection et zone de surveillance.  
Des dérogations individuelles à ces interdictions peuvent être accordées par le directeur départemental de la protection des populations.

## **Article 6 : Mesures concernant l'abattage en établissement non agréé (EANA)**

- 1° L'abattage de volailles ou d'autres oiseaux captifs en EANA est interdit en zone de protection et en zone de surveillance ;
- 2° Des dérogations individuelles peuvent être accordées pour les EANA situés en zone de surveillance par le directeur départemental de la protection des populations, à la suite d'une analyse de risque dont l'évaluation doit indiquer que le risque de propagation de la maladie est négligeable et sous réserve du respect des mesures de biosécurité en élevage ainsi que de la réalisation d'un examen clinique préalable par un vétérinaire sanitaire dont les conclusions sont favorables ;

Des dérogations individuelles peuvent être accordées pour les EANA situés en zone de protection par le directeur départemental de la protection des populations, à la suite d'une analyse de risque dont l'évaluation doit indiquer que le risque de propagation de la maladie est négligeable et sous réserve du respect des mesures de biosécurité en élevage ainsi que des mesures suivantes :

- Réalisation d'un examen clinique préalable par un vétérinaire sanitaire ;
- Des prélèvements pour analyse de laboratoire sont réalisés 48h avant le premier abattage ;
- Les conclusions de l'examen clinique et des éventuels prélèvements sont favorables.

- 3° Les mouvements et le transport des viandes et produits contenant des viandes issues d'animaux abattus en EANA et provenant de zone protection et de zone de surveillance sont interdits. Des dérogations concernant les mouvements et le transport des viandes et produits contenant des viandes issues d'animaux abattus en EANA peuvent être accordées sur le territoire national.

## **Article 7 : Mesures concernant les mouvements de denrées**

- 1° Les mouvements et le transport des viandes issues de volailles provenant de zone protection et de zone de surveillance sont interdits ;

Des dérogations individuelles à ces interdictions peuvent être accordées par le directeur départemental de la protection des populations, à la suite d'une analyse de risque dont l'évaluation doit indiquer que le risque de propagation de la maladie est négligeable et sous réserve du respect des mesures suivantes :

- Tous les mouvements autorisés sont effectués sans déchargement, ni arrêt jusqu'au déchargement dans l'établissement de destination, en privilégiant les grands axes routiers ou ferroviaires, en évitant de passer à proximité d'établissements détenant des volailles ou des oiseaux captifs ;
- Les volailles provenant de zone de protection et zone de surveillance sont abattues





- séparément des volailles ne provenant pas de ces zones réglementées ou à des moments différents, de préférence en fin de journée de travail le jour de l'arrivée ;
- La viande fraîche obtenue est découpée, transportée, stockée et transformée séparément de la viande fraîche obtenue à partir de volailles ne provenant pas de la zone de protection ;
- Les viandes et les produits contenant ces viandes obtenues à partir de volailles issues de zone de protection font l'objet d'un marquage spécifique et d'un traitement d'atténuation si nécessaire conformément aux dispositions de l'article 33 du règlement (UE) n°2020/687 susvisé ;
- Les viandes et les produits contenant ces viandes destinées aux échanges intracommunautaires, sont accompagnés d'un certificat zoosanitaire conformément aux dispositions de l'article 167 du règlement (UE) n° 2016/429 ;

Toutefois, cette interdiction ne s'applique pas dans les cas suivants :

- Le transport des viandes de volailles issues d'exploitations situées hors des zones de protection et de surveillance, à condition que les volailles aient été abattues et les viandes découpées, stockées, transformées et transportées séparément de celles de volailles en provenance d'exploitations situées à l'intérieur la zone de protection ;
- Le transport des viandes de volailles issues de l'exploitation infectée et des établissements en liens épidémiologiques produites et stockées 21 jours avant l'apparition des premiers symptômes ;
- Le transport de viandes de volailles ayant subi le traitement approprié conformément à l'annexe VII du règlement délégué (UE) n°2020/687 de la Commission du 17 décembre 2019 susvisé ;

2° Les sorties d'œufs de consommation depuis des exploitations situées en zone de protection et en zone de surveillance sont interdites. Des dérogations individuelles à ces interdictions peuvent être accordées par le directeur départemental de la protection des populations, à la suite d'une analyse de risque dont l'évaluation doit indiquer que le risque de propagation de la maladie est négligeable et sous réserve des conditions suivantes :

- Tous les mouvements autorisés sont effectués en privilégiant les grands axes routiers ou ferroviaires, en évitant de passer à proximité d'établissements détenant des volailles ou des oiseaux captifs et sans déchargement, ni arrêt (en-dehors de ceux prévus par le plan de collecte) jusqu'au déchargement dans l'établissement de destination ;
- Les mouvements sont autorisés si les œufs sont stockés, transportés et transformés séparément des œufs obtenus à partir de volailles ne provenant pas de la zone de protection ;
- Les établissements du secteur alimentaire appliquent les mesures appropriées définies par les autorités françaises en vue de prévenir la propagation de la maladie.

Toutefois, cette interdiction ne s'applique pas dans les cas suivants :

- Le transport des œufs issus d'exploitations situées hors de la zone de protection et de la zone de surveillance, à condition que les œufs aient été stockés et transportés séparément de ceux de volailles en provenance d'exploitations situées à l'intérieur la zone de protection ;
- Le transport des œufs issus de l'exploitation infectée et des établissements en liens épidémiologiques produits et stockés 21 jours avant l'apparition des premiers symptômes.

## **Article 8 : Mesures concernant les sous-produits animaux**

1° L'épandage de lisier est interdit.



Les mouvements de lisier sont interdits sauf si le produit est destiné ou a subi une transformation en usine agréée située dans la zone.

L'expédition de ces sous-produits animaux à destination d'une usine agréée pour leur traitement, ou leur entreposage temporaire en vue d'un traitement ultérieur visant à détruire tout virus de l'influenza aviaire éventuellement présent conformément au règlement (CE) n°1069/2009 susvisé, peut être autorisée par le directeur départemental de la protection des populations.

- 2° Les sous-produits animaux de catégorie 3 issus de volailles de la zone de protection et de la zone de surveillance et abattues en abattoir implanté à l'intérieur de la zone sont exclusivement destinés à un établissement agréé au titre du règlement (CE) n°1069/2009 susvisé et qui produit des produits transformés. L'envoi en centre de collecte ou en établissement fabriquant des aliments crus pour animaux familiers est interdit ;
- 3° L'usage à l'état cru de volailles ou parties de volailles ou de denrées animales issues de volailles provenant de la zone de protection et de la zone de surveillance, pour l'alimentation des animaux familiers et assimilés (y compris en zoo, parc zoologique, fauconnerie,..) et des oiseaux carnivores et/ou nécrophages non détenus, est interdit ;
- 4° La collecte des plumes est interdite, sauf dérogation individuelle accordées par le directeur départemental de la protection des populations en cas de saturation des capacités de stockage, à destination d'une usine autorisée à les transformer.

#### **Article 9 : Mesures concernant les activités cynégétiques**

- 1° Le transport et l'utilisation des appelants pour la chasse au gibier d'eau sont interdits, quelle que soit la catégorie du détenteur ;
- 2° La chasse au gibier d'eau est interdite ;
- 3° Le mouvement et le lâcher de gibiers à plumes de la famille des phasianidés et anatidés est interdit ;
- 4° La chasse au gibier à plumes en zone de protection est interdite ;
- 5° La chasse au gibier à plumes en zone de surveillance est interdite en zone de chasse maritime, dans les marais non asséchés, sur les fleuves, rivières, canaux, réservoirs, lacs, étangs et nappes d'eau ;
- 6° La cession à titre gratuit ou onéreux des corps du gibier à plumes tué par action de chasse et des viandes et produits qui en sont issus est interdite dans la zone de protection ou de surveillance..

### **Section 2 : Dispositions finales**

#### **Article 10 : Levée des mesures**

La zone de protection est levée au plus tôt 21 jours après l'abattage des animaux et la fin des opérations préliminaires de nettoyage et désinfection du dernier foyer de la zone de protection et après la réalisation des visites dans toutes les exploitations détenant des volailles ou oiseaux captifs permettant de conclure à une absence de suspicion ou de cas d'influenza aviaire dans la zone.

Après la levée de la zone de protection, les communes et les exploitations concernées restent soumis aux mesures de la zone de surveillance jusqu'à la levée de cette dernière.

La zone de surveillance est levée au plus tôt 30 jours après l'abattage des animaux et la fin des opérations préliminaires de nettoyage et désinfection du dernier foyer de la zone de protection et après la réalisation des visites, avec résultat favorable, parmi les exploitations de la zone de surveillance permettant de conclure à une absence de suspicion ou de cas



d'influenza aviaire dans la zone.

La zone réglementée supplémentaire est levée le même jour que la zone de surveillance.

### **Article 11 : Délai de mise en œuvre**

Les dispositions concernant les dépistages de l'influenza aviaire par autocontrôles et figurant aux articles 4 et 5 s'appliquent dès que possible et au plus tard 8 jours après la publication de l'arrêté déterminant la liste des communes situées en zones réglementées.

### **Article 12 : Exécution**

La secrétaire générale de la préfecture du Calvados, le directeur départemental de la protection des populations, les maires des communes concernées, le commandant du groupement de gendarmerie, les vétérinaires sanitaires, sont responsables, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture et affiché dans les mairies concernées.

Le

7 MARS 2023



Thierry MOSIMANN

---

#### **Délai et voie de recours**

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Caen dans un délai de deux mois suivant sa notification, soit par courrier, soit par l'application informatique Télérecours accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

---

#### **Mesures et sanctions applicables en cas de non respect de l'arrêté préfectoral**

Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont constatées par des procès verbaux ; elles sont passibles selon leurs natures et éventuellement leurs conséquences, des peines prévues par les articles L228-3, L228-4 et R228-1 à R228-10 du code rural et de la pêche maritime.



Direction départementale de la protection des  
populations

14-2023-03-07-00009

Arrêté préfectoral déterminant une zone  
réglementée suite à une déclaration d'infection  
d'influenza aviaire hautement pathogène  
IAHP MEZIDON



DDPP14 n° 2023-1902  
Code dossier : IAHP MEZIDON

**Arrêté préfectoral  
déterminant une zone réglementée suite à une déclaration d'infection  
d'influenza aviaire hautement pathogène**

**LE PRÉFET DU CALVADOS**  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- VU** le règlement (CE) n°853/2004 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 fixant des règles spécifiques d'hygiène applicables aux denrées alimentaires d'origine animale ;
- VU** le règlement (CE) n°1069/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles sanitaires applicables aux sous-produits animaux et produits dérivés non destinés à la consommation humaine et abrogeant le règlement (CE) n°1774/2002 (règlement relatif aux sous-produits animaux) ;
- VU** le règlement UE 2016/429 du Parlement européen et du Conseil du 9 mars 2016 relatif aux maladies animales transmissibles et modifiant et abrogeant certains actes dans le domaine de la santé animale ("législation sur la santé animale") ;
- VU** le règlement UE 2018/1882 de la Commission du 3 décembre 2018 sur l'application de certaines dispositions en matière de prévention et de lutte contre les maladies, à des catégories de maladies répertoriées et établissant une liste des espèces et des groupes d'espèces qui présentent un risque considérable du point de vue de la propagation de ces maladies répertoriées ;
- VU** le règlement délégué UE 2020/687 de la Commission du 17 décembre 2019 complétant le règlement UE 2016/429 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les règles relatives à la prévention de certaines maladies répertoriées et la lutte contre celles-ci ;
- VU** le code rural et de la pêche maritime, notamment ses articles L. 223-8 et R. 228-1 à R. 228-10 ;
- VU** le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- VU** le décret n°2009-1484 du 3 décembre 2009 relatif aux directions départementales interministérielles ;
- VU** le décret du Président de la République du 30 mars 2022 portant nomination de Monsieur Thierry MOSIMANN, préfet du Calvados ;
- VU** l'arrêté modifié du 5 juin 2000 relatif au registre d'élevage ;
- VU** l'arrêté du 14 octobre 2005 fixant les règles générales de police sanitaire relatives aux produits d'origine animale destinés à la consommation humaine ;
- VU** l'arrêté du 18 janvier 2008 fixant les mesures techniques et administratives relatives à la lutte contre l'influenza aviaire ;
- VU** l'arrêté ministériel du 16 mars 2016 modifié relatif aux niveaux du risque épizootique en raison de l'infection de l'avifaune par un virus de l'influenza aviaire hautement pathogène



et aux dispositifs associés de surveillance et de prévention chez les volailles et autres oiseaux captifs ;

**VU** l'arrêté ministériel du 14 mars 2018 modifié relatif aux mesures de prévention de la propagation des maladies animales via le transport par véhicules routiers d'oiseaux vivants ;

**VU** l'arrêté du 29 septembre 2021 relatif aux mesures de biosécurité applicables par les opérateurs, les professionnels liés aux animaux dans les établissements détenant des volailles ou des oiseaux captifs dans le cadre de la prévention des maladies animales transmissibles aux animaux ou aux être humains.

**VU** l'arrêté n° 2023-1785 du 7 mars 2023 déterminant les mesures applicables dans les zones réglementées autour d'un cas d'influenza aviaire hautement pathogène en élevage ;

**VU** l'instruction technique n°2021-148 en date du 25 février 2021 relative aux mesures applicables à la suite de la confirmation d'un foyer IAHP dans une exploitation ;

**CONSIDÉRANT** la découverte de cadavres de volailles dans la basse-cour de Monsieur DELOM DE MEZERAC Hervé sis Château de Canon à Mézidon Vallée d'Auge depuis le samedi 25 février 2023 et la transmission de l'information de cette mortalité à la DDPP le 2 mars 2023 ;

**CONSIDÉRANT** la détection du virus de l'influenza aviaire hautement pathogène dans une basse cour de volailles domestiques du département, confirmée par le laboratoire de l'ANSES le 3/03/2023;

**CONSIDÉRANT** que des mesures d'éradication immédiates doivent être prises aussitôt la maladie détectée ;

**CONSIDÉRANT** qu'il est essentiel de détecter précocement la présence du virus au sein d'autres élevages de volailles afin de prévenir sa propagation entre exploitations ;

## **ARRETE :**

### **Article 1<sup>er</sup> :**

Des zones réglementées sont définies conformément à l'analyse de risque menée par la direction départementale de la protection des populations du Calvados comme suit :

- une zone de protection (ZP) comprenant le territoire des communes listées en annexe 1 ;
- une zone de surveillance (ZS) comprenant le territoire des communes listées en annexe 2 ;
- une zone réglementée supplémentaire (ZRS) comprenant le territoire des communes listées en annexe 3.

Les territoires des zones réglementées sont soumis aux dispositions de l'arrêté préfectoral DDPP14 n° 2023-1785 du 6 mars 2023 déterminant les mesures applicables dans les zones réglementées autour d'un cas d'influenza aviaire hautement pathogène en élevage.

### **Article 2 : Délais de mise en œuvre**

Le délai de 21 jours avant l'apparition des premiers symptômes, indiqué à l'article 7 de l'arrêté préfectoral DDPP14 n° 2023-1785 du 6 mars 2023 sus-visé, s'applique à partir du 4 février 2023.

Les dispositions concernant les dépistages de l'influenza aviaire par autocontrôles et figurant



aux articles 4 et 5 de l'arrêté préfectoral n° 2023-1785 du 6 mars 2023 sus-visé, s'appliquent dès que possible et au plus tard 8 jours après la publication du présent arrêté.

### **Article 3 : Levée des mesures**

La zone de protection est levée au plus tôt 21 jours après l'abattage des animaux et la fin des opérations préliminaires de nettoyage et désinfection du dernier foyer de la zone de protection et après la réalisation des visites dans toutes les exploitations détenant des volailles ou oiseaux captifs permettant de conclure à une absence de suspicion ou de cas d'influenza aviaire dans la zone.

Après la levée de la zone de protection, les communes et les exploitations concernées restent soumis aux mesures de la zone de surveillance jusqu'à la levée de cette dernière.

La zone de surveillance est levée au plus tôt 30 jours après l'abattage des animaux et la fin des opérations préliminaires de nettoyage et désinfection du dernier foyer de la zone de protection et après la réalisation des visites, avec résultat favorable, parmi les exploitations de la zone de surveillance permettant de conclure à une absence de suspicion ou de cas d'influenza aviaire dans la zone.

La zone réglementée supplémentaire est levée le même jour que la zone de surveillance.

### **Article 4 : Exécution**

La secrétaire générale de la préfecture du Calvados, le directeur départemental de la protection des populations, les maires des communes concernées, le commandant du groupement de gendarmerie, les vétérinaires sanitaires, sont responsables, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture et affiché dans les mairies concernées.

Les professionnels concernés sont informés par messagerie électronique par le directeur départemental la protection des populations, et les professionnels concernés informent leurs fournisseurs et/ou clients sans délai de la prise de cet arrêté.

Le **7 MARS 2023**



Thierry MOSIMANN

---

#### **Délai et voie de recours**

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Caen dans un délai de deux mois suivant sa notification, soit par courrier, soit par l'application informatique Télérecours accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

---

#### **Mesures et sanctions applicables en cas de non respect de l'arrêté préfectoral**

Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont constatées par des procès verbaux ; elles sont passibles selon leurs natures et éventuellement leurs conséquences, des peines prévues par les articles L228-3, L228-4 et R228-1 à R228-10 du code rural et de la pêche maritime.



### Annexe 1 : Liste des communes situées en zone de protection

Commune	INSEE
CESNY-AUX-VIGNES	14149
MEZIDON-VALLE-D'AUGE (pour partie) territoires des anciennes communes de : MEZIDON-CANON	14431
OUEZY	14482





## Annexe 2 : Liste des communes situées en zone de surveillance

Commune	INSEE
VALAMBRAY (pour partie) territoires des anciennes communes de : AIRAN BILLY FIERVILLE-BRAY POUSSY-LA-CAMPAGNE	14005
ARGENCES	14020
BELLENGREVILLE	14057
LE BU-SUR-ROUVRES	14116
CANTELOUP	14134
CESNY-AUX-VIGNES	14149
CLEVILLE	14163
CONDE-SUR-IFS	14173
ERNES	14245
MAIZIERES	14394
MERY-BISSIERES-EN-AUGE	14410
MEZIDON VALLEE D'AUGE (pour partie) territoires des anciennes communes de : CROISSANVILLE LE MESNIL-MAUGER MAGNY-LA-CAMPAGNE MAGNY-LE-FREULE MEZIDON-CANON PERCY-EN-AUGE VIEUX-FUME	14431
MOULT-CHICHEBOVILLE	14456
NOTRE-DAME-D'ESTREES-CORBON	14474
OUEZY	14482
BELLE VIE EN AUGE	14527
SAINT-OUEN-DU-MESNIL-OGER	14637
SAINT-PIERRE-EN-AUGE (pour partie) territoires des anciennes communes de : BRETTEVILLE-SUR-DIVES HIEVILLE OUVILLE-LA-BIEN-TOURNEE SAINT-PIERRE-SUR-DIVES THIEVILLE	14654
SAINT-SYLVAIN	14659
SASSY	14669
VENDEUVRE (pour partie) territoires des anciennes communes de : ESCURES-SUR-FAVIERES GRISY	14735
VIMONT	14761



**Annexe 3 : Liste des communes situées en zone réglementée supplémentaire**

Commune	INSEE
VALAMBRAY	14005
ANGERVILLE	14012
AUVILLARS	14033
BANNEVILLE-LA-CAMPAGNE	14036
BAROU-EN-AUGE	14043
BASSENEVILLE	14045
BAVENT	14046
BERNIERES-D'AILLY	14064
BEUVRON-EN-AUGE	14070
LA BOISSIERE	14082
BONS-TASSILLY	14088
BOURGUEBUS	14092
BRETTEVILLE-LE-RABET	14097
BRETTEVILLE-SUR-LAIZE	14100
BREVILLE-LES-MONTS	14106
BRUCOURT	14110
CAGNY	14119
CAMBREMER	14126
CASTILLON-EN-AUGE	14141
CAUVICOURT	14145
CINTHEAUX	14160
CORMELLES-LE-ROYAL	14181
COURCY	14190
CRICQUEVILLE-EN-AUGE	14203
CUVERVILLE	14215
DAMBLAINVILLE	14216
DEMOUVILLE	14221
DOZULE	14229
BEAUFOUR-DRUVAL	14231
EMIEVILLE	14237
EPANEY	14240
ESCOVILLE	14246
ESTREES-LA-CAMPAGNE	14252
FONTAINE-LE-PIN	14276
FONTENAY-LE-MARMION	14277
FRENOUVILLE	14287
FRESNEY-LE-PUCEUX	14290



GERROTS	14300
GIBERVILLE	14301
GOUSTRANVILLE	14308
GOUVIX	14309
GRAINVILLE-LANGANNERIE	14310
GRENTHEVILLE	14319
HEROUVILLE	14328
HOTOT-EN-AUGE	14335
LA HOUBLONNIERE	14337
IFS	14341
JANVILLE	14344
JORT	14345
LEAUPARTIE	14358
LESSARD-ET-LE-CHENE	14362
LIVAROT-PAYS-D'AUGE (pour partie) territoires des anciennes communes de : HEURTEVENT LE MESNIL-BACLEY LE MESNIL-DURAND SAINT-MARTIN-DU-MESNIL-OURY SAINT-MICHEL-DE-LIVET TORTISAMBERT	14371
LOUVAGNY	14381
LE MESNIL-SIMON	14425
MEZIDON VALLEE D'AUGE	14431
LES MONCEAUX	14435
MONDEVILLE	14437
MONTREUIL-EN-AUGE	14448
MORTEAUX-COULIBŒUF	14452
NOTRE-DAME-DE-LIVAYE	14473
OLENDON	14476
OUILLY-LE-TESSON	14486
PERRIERES	14497
PETIVILLE	14499
POTIGNY	14516
LE PRE-D'AUGE	14520
PUTOT-EN-AUGE	14524
REPENTIGNY	14533
CASTINE-EN-PLAINE	14538
LA ROQUE-BAIGNARD	14541
ROUVRES	14546
RUMESNIL	14550



LE CASTELET	14554
SAINT-GERMAIN-LE-VASSON	14589
SAINT-JOUIN	14598
SAINT-LEGER-DUBOSQ	14606
SAINT-MARTIN-DE-FONTENAY	14623
SAINT-OUEN-LE-PIN	14639
SAINT-PAIR	14640
SAINT-PIERRE-EN-AUGE	14654
SAINT-SAMSON	14657
SANNERVILLE	14666
SASSY	14669
SOIGNOLLES	14674
SOLIERS	14675
SOULANGY	14677
SOUMONT-SAINT-QUENTIN	14678
TOUFFREVILLE	14698
TROARN	14712
URVILLE	14719
VENDEUVRE	14735
VERSAINVILLE	14737
VICQUES	14742
VICTOT-PONTFOL	14743





Direction départementale de la protection des  
populations du Calvados

14-2023-03-07-00002

Arrêté préfectoral du 7 mars 23 déterminant  
une zone réglementée suite à une déclaration  
d'infection d'influenza aviaire hautement  
pathogène

DDPP14 n° 2023-1902  
Code dossier : IAHP MEZIDON

**Arrêté préfectoral  
déterminant une zone réglementée suite à une déclaration d'infection  
d'influenza aviaire hautement pathogène**

**LE PRÉFET DU CALVADOS**  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- VU** le règlement (CE) n°853/2004 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 fixant des règles spécifiques d'hygiène applicables aux denrées alimentaires d'origine animale ;
- VU** le règlement (CE) n°1069/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles sanitaires applicables aux sous-produits animaux et produits dérivés non destinés à la consommation humaine et abrogeant le règlement (CE) n°1774/2002 (règlement relatif aux sous-produits animaux) ;
- VU** le règlement UE 2016/429 du Parlement européen et du Conseil du 9 mars 2016 relatif aux maladies animales transmissibles et modifiant et abrogeant certains actes dans le domaine de la santé animale ("législation sur la santé animale") ;
- VU** le règlement UE 2018/1882 de la Commission du 3 décembre 2018 sur l'application de certaines dispositions en matière de prévention et de lutte contre les maladies, à des catégories de maladies répertoriées et établissant une liste des espèces et des groupes d'espèces qui présentent un risque considérable du point de vue de la propagation de ces maladies répertoriées ;
- VU** le règlement délégué UE 2020/687 de la Commission du 17 décembre 2019 complétant le règlement UE 2016/429 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les règles relatives à la prévention de certaines maladies répertoriées et la lutte contre celles-ci ;
- VU** le code rural et de la pêche maritime, notamment ses articles L. 223-8 et R. 228-1 à R. 228-10 ;
- VU** le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- VU** le décret n°2009-1484 du 3 décembre 2009 relatif aux directions départementales interministérielles ;
- VU** le décret du Président de la République du 30 mars 2022 portant nomination de Monsieur Thierry MOSIMANN, préfet du Calvados ;
- VU** l'arrêté modifié du 5 juin 2000 relatif au registre d'élevage ;
- VU** l'arrêté du 14 octobre 2005 fixant les règles générales de police sanitaire relatives aux produits d'origine animale destinés à la consommation humaine ;
- VU** l'arrêté du 18 janvier 2008 fixant les mesures techniques et administratives relatives à la lutte contre l'influenza aviaire ;
- VU** l'arrêté ministériel du 16 mars 2016 modifié relatif aux niveaux du risque épizootique en raison de l'infection de l'avifaune par un virus de l'influenza aviaire hautement pathogène



et aux dispositifs associés de surveillance et de prévention chez les volailles et autres oiseaux captifs ;

**VU** l'arrêté ministériel du 14 mars 2018 modifié relatif aux mesures de prévention de la propagation des maladies animales via le transport par véhicules routiers d'oiseaux vivants ;

**VU** l'arrêté du 29 septembre 2021 relatif aux mesures de biosécurité applicables par les opérateurs, les professionnels liés aux animaux dans les établissements détenant des volailles ou des oiseaux captifs dans le cadre de la prévention des maladies animales transmissibles aux animaux ou aux être humains.

**VU** l'arrêté n° 2023-1785 du 7 mars 2023 déterminant les mesures applicables dans les zones réglementées autour d'un cas d'influenza aviaire hautement pathogène en élevage ;

**VU** l'instruction technique n°2021-148 en date du 25 février 2021 relative aux mesures applicables à la suite de la confirmation d'un foyer IAHP dans une exploitation ;

**CONSIDÉRANT** la découverte de cadavres de volailles dans la basse-cour de Monsieur DELOM DE MEZERAC Hervé sis Château de Canon à Mézidon Vallée d'Auge depuis le samedi 25 février 2023 et la transmission de l'information de cette mortalité à la DDPP le 2 mars 2023 ;

**CONSIDÉRANT** la détection du virus de l'influenza aviaire hautement pathogène dans une basse cour de volailles domestiques du département, confirmée par le laboratoire de l'ANSES le 3/03/2023;

**CONSIDÉRANT** que des mesures d'éradication immédiates doivent être prises aussitôt la maladie détectée ;

**CONSIDÉRANT** qu'il est essentiel de détecter précocement la présence du virus au sein d'autres élevages de volailles afin de prévenir sa propagation entre exploitations ;

## **ARRETE :**

### **Article 1<sup>er</sup> :**

Des zones réglementées sont définies conformément à l'analyse de risque menée par la direction départementale de la protection des populations du Calvados comme suit :

- une zone de protection (ZP) comprenant le territoire des communes listées en annexe 1 ;
- une zone de surveillance (ZS) comprenant le territoire des communes listées en annexe 2 ;
- une zone réglementée supplémentaire (ZRS) comprenant le territoire des communes listées en annexe 3.

Les territoires des zones réglementées sont soumis aux dispositions de l'arrêté préfectoral DDPP14 n° 2023-1785 du 6 mars 2023 déterminant les mesures applicables dans les zones réglementées autour d'un cas d'influenza aviaire hautement pathogène en élevage.

### **Article 2 : Délais de mise en œuvre**

Le délai de 21 jours avant l'apparition des premiers symptômes, indiqué à l'article 7 de l'arrêté préfectoral DDPP14 n° 2023-1785 du 6 mars 2023 sus-visé, s'applique à partir du 4 février 2023.

Les dispositions concernant les dépistages de l'influenza aviaire par autocontrôles et figurant



aux articles 4 et 5 de l'arrêté préfectoral n° 2023-1785 du 6 mars 2023 sus-visé, s'appliquent dès que possible et au plus tard 8 jours après la publication du présent arrêté.

### **Article 3 : Levée des mesures**

La zone de protection est levée au plus tôt 21 jours après l'abattage des animaux et la fin des opérations préliminaires de nettoyage et désinfection du dernier foyer de la zone de protection et après la réalisation des visites dans toutes les exploitations détenant des volailles ou oiseaux captifs permettant de conclure à une absence de suspicion ou de cas d'influenza aviaire dans la zone.

Après la levée de la zone de protection, les communes et les exploitations concernées restent soumis aux mesures de la zone de surveillance jusqu'à la levée de cette dernière.

La zone de surveillance est levée au plus tôt 30 jours après l'abattage des animaux et la fin des opérations préliminaires de nettoyage et désinfection du dernier foyer de la zone de protection et après la réalisation des visites, avec résultat favorable, parmi les exploitations de la zone de surveillance permettant de conclure à une absence de suspicion ou de cas d'influenza aviaire dans la zone.

La zone réglementée supplémentaire est levée le même jour que la zone de surveillance.

### **Article 4 : Exécution**

La secrétaire générale de la préfecture du Calvados, le directeur départemental de la protection des populations, les maires des communes concernées, le commandant du groupement de gendarmerie, les vétérinaires sanitaires, sont responsables, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture et affiché dans les mairies concernées.

Les professionnels concernés sont informés par messagerie électronique par le directeur départemental la protection des populations, et les professionnels concernés informent leurs fournisseurs et/ou clients sans délai de la prise de cet arrêté.

Le **7 MARS 2023**



Thierry MOSIMANN

---

#### **Délai et voie de recours**

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Caen dans un délai de deux mois suivant sa notification, soit par courrier, soit par l'application informatique Télérecours accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

---

#### **Mesures et sanctions applicables en cas de non respect de l'arrêté préfectoral**

Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont constatées par des procès verbaux ; elles sont passibles selon leurs natures et éventuellement leurs conséquences, des peines prévues par les articles L228-3, L228-4 et R228-1 à R228-10 du code rural et de la pêche maritime.



### **Annexe 1 : Liste des communes situées en zone de protection**

Commune	INSEE
CESNY-AUX-VIGNES	14149
MEZIDON-VALLE-D'AUGE (pour partie) territoires des anciennes communes de : MEZIDON-CANON	14431
OUEZY	14482





## Annexe 2 : Liste des communes situées en zone de surveillance

Commune	INSEE
VALAMBRAY (pour partie) territoires des anciennes communes de : AIRAN BILLY FIERVILLE-BRAY POUSSY-LA-CAMPAGNE	14005
ARGENCES	14020
BELLENGREVILLE	14057
LE BU-SUR-ROUVRES	14116
CANTELOUP	14134
CESNY-AUX-VIGNES	14149
CLEVILLE	14163
CONDE-SUR-IFS	14173
ERNES	14245
MAIZIERES	14394
MERY-BISSIERES-EN-AUGE	14410
MEZIDON VALLEE D'AUGE (pour partie) territoires des anciennes communes de : CROISSANVILLE LE MESNIL-MAUGER MAGNY-LA-CAMPAGNE MAGNY-LE-FREULE MEZIDON-CANON PERCY-EN-AUGE VIEUX-FUME	14431
MOULT-CHICHEBOVILLE	14456
NOTRE-DAME-D'ESTREES-CORBON	14474
OUEZY	14482
BELLE VIE EN AUGE	14527
SAINT-OUEN-DU-MESNIL-OGER	14637
SAINT-PIERRE-EN-AUGE (pour partie) territoires des anciennes communes de : BRETTEVILLE-SUR-DIVES HIEVILLE OUVILLE-LA-BIEN-TOURNEE SAINT-PIERRE-SUR-DIVES THIEVILLE	14654
SAINT-SYLVAIN	14659
SASSY	14669
VENDEUVRE (pour partie) territoires des anciennes communes de : ESCURES-SUR-FAVIERES GRISY	14735
VIMONT	14761



### Annexe 3 : Liste des communes situées en zone réglementée supplémentaire

Commune	INSEE
VALAMBRAY	14005
ANGERVILLE	14012
AUVILLARS	14033
BANNEVILLE-LA-CAMPAGNE	14036
BAROU-EN-AUGE	14043
BASSENEVILLE	14045
BAVENT	14046
BERNIERES-D'AILLY	14064
BEUVRON-EN-AUGE	14070
LA BOISSIERE	14082
BONS-TASSILLY	14088
BOURGUEBUS	14092
BRETTEVILLE-LE-RABET	14097
BRETTEVILLE-SUR-LAIZE	14100
BREVILLE-LES-MONTS	14106
BRUCOURT	14110
CAGNY	14119
CAMBREMER	14126
CASTILLON-EN-AUGE	14141
CAUVICOURT	14145
CINTHEAUX	14160
CORMELLES-LE-ROYAL	14181
COURCY	14190
CRICQUEVILLE-EN-AUGE	14203
CUVERVILLE	14215
DAMBLAINVILLE	14216
DEMOUVILLE	14221
DOZULE	14229
BEAUFOUR-DRUVAL	14231
EMIEVILLE	14237
EPANEY	14240
ESCOVILLE	14246
ESTREES-LA-CAMPAGNE	14252
FONTAINE-LE-PIN	14276
FONTENAY-LE-MARMION	14277
FRENOUVILLE	14287
FRESNEY-LE-PUCEUX	14290



GERROTS	14300
GIBERVILLE	14301
GOUSTRANVILLE	14308
GOUVIX	14309
GRAINVILLE-LANGANNERIE	14310
GRENTHEVILLE	14319
HEROUVILLE	14328
HOTOT-EN-AUGE	14335
LA HOUBLONNIERE	14337
IFS	14341
JANVILLE	14344
JORT	14345
LEAUPARTIE	14358
LESSARD-ET-LE-CHENE	14362
LIVAROT-PAYS-D'AUGE (pour partie) territoires des anciennes communes de : HEURTEVENT LE MESNIL-BACLEY LE MESNIL-DURAND SAINT-MARTIN-DU-MESNIL-OURY SAINT-MICHEL-DE-LIVET TORTISAMBERT	14371
LOUVAGNY	14381
LE MESNIL-SIMON	14425
MEZIDON VALLEE D'AUGE	14431
LES MONCEAUX	14435
MONDEVILLE	14437
MONTREUIL-EN-AUGE	14448
MORTEAUX-COULIBŒUF	14452
NOTRE-DAME-DE-LIVAYE	14473
OLENDON	14476
OUILLY-LE-TESSON	14486
PERRIERES	14497
PETIVILLE	14499
POTIGNY	14516
LE PRE-D'AUGE	14520
PUTOT-EN-AUGE	14524
REPENTIGNY	14533
CASTINE-EN-PLAINE	14538
LA ROQUE-BAIGNARD	14541
ROUVRES	14546
RUMESNIL	14550



LE CASTELET	14554
SAINT-GERMAIN-LE-VASSON	14589
SAINT-JOUIN	14598
SAINT-LEGER-DUBOSQ	14606
SAINT-MARTIN-DE-FONTENAY	14623
SAINT-OUEN-LE-PIN	14639
SAINT-PAIR	14640
SAINT-PIERRE-EN-AUGE	14654
SAINT-SAMSON	14657
SANNERVILLE	14666
SASSY	14669
SOIGNOLLES	14674
SOLIER	14675
SOULANGY	14677
SOUMONT-SAINT-QUENTIN	14678
TOUFFREVILLE	14698
TROARN	14712
URVILLE	14719
VENDEUVRE	14735
VERSAINVILLE	14737
VICQUES	14742
VICTOT-PONTFOL	14743





Direction départementale de la protection des  
populations du Calvados

14-2023-03-07-00003

Arrêté préfectoral du 7 mars 2023 déterminant  
les mesures applicables dans les zones  
réglementées autour d'un cas d'influenza aviaire  
haute pathogène en élevage



**PRÉFET  
DU CALVADOS**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE  
LA PROTECTION DES POPULATIONS**

DDPP14 n° 2023-1785  
Code dossier : IAHP ZR

**Arrêté préfectoral  
Déterminant les mesures applicables dans les zones réglementées autour d'un cas  
d'influenza aviaire hautement pathogène en élevage**

**LE PRÉFET DU CALVADOS  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

- VU** le règlement (CE) n°853/2004 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 fixant des règles spécifiques d'hygiène applicables aux denrées alimentaires d'origine animale ;
- VU** le règlement (CE) n°1069/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles sanitaires applicables aux sous-produits animaux et produits dérivés non destinés à la consommation humaine et abrogeant le règlement (CE) n°1774/2002 (règlement relatif aux sous-produits animaux) ;
- VU** le règlement UE 2016/429 du Parlement européen et du Conseil du 9 mars 2016 relatif aux maladies animales transmissibles et modifiant et abrogeant certains actes dans le domaine de la santé animale ("législation sur la santé animale") ;
- VU** le règlement UE 2018/1882 de la Commission du 3 décembre 2018 sur l'application de certaines dispositions en matière de prévention et de lutte contre les maladies, à des catégories de maladies répertoriées et établissant une liste des espèces et des groupes d'espèces qui présentent un risque considérable du point de vue de la propagation de ces maladies répertoriées ;
- VU** le règlement délégué UE 2020/687 de la Commission du 17 décembre 2019 complétant le règlement UE 2016/429 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les règles relatives à la prévention de certaines maladies répertoriées et la lutte contre celles-ci ;
- VU** le code rural et de la pêche maritime, notamment ses articles L. 223-8 et R. 228-1 à R. 228-10 ;
- VU** le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- VU** le décret N° 2009-1984 du 3 décembre 2009 relatif aux directions départementales interministérielles ;
- VU** le décret du Président de la République du 30 mars 2022 portant nomination de Monsieur Thierry MOSIMANN, préfet du Calvados ;
- VU** l'arrêté modifié du 5 juin 2000 relatif au registre d'élevage ;
- VU** l'arrêté du 14 octobre 2005 fixant les règles générales de police sanitaire relatives aux produits d'origine animale destinés à la consommation humaine ;
- VU** l'arrêté du 18 janvier 2008 fixant les mesures techniques et administratives relatives à la lutte contre l'influenza aviaire ;
- VU** l'arrêté ministériel du 16 mars 2016 modifié relatif aux niveaux du risque épizootique en raison de l'infection de l'avifaune par un virus de l'influenza aviaire hautement pathogène



et aux dispositifs associés de surveillance et de prévention chez les volailles et autres oiseaux captifs ;

**VU** l'arrêté ministériel du 14 mars 2018 modifié relatif aux mesures de prévention de la propagation des maladies animales via le transport par véhicules routiers d'oiseaux vivants ;

**VU** l'arrêté du 29 septembre 2021 relatif aux mesures de biosécurité applicables par les opérateurs, les professionnels liés aux animaux dans les établissements détenant des volailles ou des oiseaux captifs dans le cadre de la prévention des maladies animales transmissibles aux animaux ou aux êtres humains ;

**VU** l'instruction technique n°2021-148 en date du 25 février 2021 relative aux mesures applicables à la suite de la confirmation d'un foyer IAHP dans une exploitation ;

**CONSIDÉRANT** la découverte de cadavres de volailles dans des élevages dans le Calvados et les départements limitrophes ;

**CONSIDÉRANT** la détection du virus de l'influenza aviaire hautement pathogène sur ces cadavres, confirmée par le laboratoire de référence de l'ANSES ;

**CONSIDÉRANT** que des mesures d'éradication immédiates doivent être prises aussitôt la maladie détectée ;

**CONSIDÉRANT** qu'il est essentiel de détecter précocement la présence du virus au sein d'autres élevages de volailles afin de prévenir sa propagation entre exploitations ;

## **ARRETE :**

### **Article 1<sup>er</sup> : Définition**

Les zones réglementées sont définies comme suit :

- une zone de protection (ZP) ;
- une zone de surveillance (ZS) ;
- une zone réglementée supplémentaire (ZRS).

### **Section 1 : Mesures déployées dans la zone réglementée**

Les territoires des zones réglementées sont soumis aux dispositions suivantes :

#### **Article 2 : Recensement**

Les responsables d'exploitation à finalité commerciale détenant des volailles ou oiseaux captifs se déclarent auprès de la Direction départementale de la protection des populations en mentionnant les effectifs des différentes espèces. Un suivi régulier et contrôle des registres est effectué par le directeur départemental de la protection des populations.

Dans les territoires placés en zone de protection, les exploitations non commerciales de volailles se déclarent auprès des mairies ou sur Internet via la procédure suivante :

<http://mesdemarches.agriculture.gouv.fr/>, rubrique « Particulier ».

#### **Article 3 : Mesures de biosécurité**

1° Dans les exploitations commerciales et non commerciales, les volailles et les oiseaux



captifs sont mis à l'abri. Leur alimentation et leur abreuvement sont protégés, selon les modalités définies par l'arrêté du 29 septembre 2021 susvisé ;

- 2° L'accès aux exploitations situées en zone de protection ou de surveillance est limité aux seules personnes indispensables à la tenue de l'élevage. Ces personnes mettent en œuvre les mesures de biosécurité individuelles visant à limiter le risque de diffuser la maladie, notamment par l'utilisation de vêtements de protection à usage unique et, en cas de visite d'une exploitation suspecte, la prise de précautions supplémentaires telles que douche, changement de tenue vestimentaire et nettoyage des bottes. Les exploitations tiennent un registre de toutes les personnes qui pénètrent sur le site de l'exploitation ;
- 3° Le nettoyage et la désinfection des véhicules sont effectués, sous la responsabilité du responsable de l'établissement concerné, à l'entrée et à la sortie de tous les établissements en lien avec l'élevage avicole tels que les élevages, les couvoirs, abattoirs, centre d'emballage d'œufs, entrepôts ou entreprises de sous-produits animaux, équarrissages, les distributeurs et fabricants d'aliments, centre d'emballage d'œufs ou producteurs d'ovoproduits.  
Les tournées impliquant des zones de statuts différents sont organisées de façon à commencer par les zones de risque le plus faible pour s'achever dans les zones de risque le plus élevé ;
- 4° Les cadavres de volailles sont stockés dans des containers étanches et collectés par l'équarrisseur en respectant les règles de biosécurité.

#### Article 4 : Mesures de surveillance en élevage

- 1° Tous les détenteurs de volailles et d'oiseaux captifs font l'objet de visites vétérinaires dans un délai prescrit par le directeur départemental de la protection des populations pour contrôler l'état sanitaire des animaux par l'examen clinique, la vérification des informations du registre d'élevage et le cas échéant, la réalisation de prélèvements pour analyse de laboratoire ;
- 2° Toute apparition de signes cliniques évocateurs d'influenza aviaire ou toute augmentation de la mortalité ainsi que toute baisse importante dans les données de production, telles que décrites dans l'article 5 de l'arrêté du 16 mars 2016 susvisé, sont immédiatement signalées au directeur départemental de la protection des populations par les responsables des exploitations qu'elles soient de nature commerciale ou non ;
- 3° Une surveillance est mise en place au moyen d'autocontrôles dans les exploitations commerciales selon les modalités suivantes :
  - a) Autocontrôles réalisés dans les élevages de palmipèdes, à l'exception du gibier à plume et à l'exception des stades « futurs reproducteurs » et « reproducteurs » :

Le détenteur met en place une surveillance hebdomadaire sur les animaux morts et sur l'environnement ; en l'absence de cadavres, les prélèvements ne concernent que l'environnement.

Echantillonnage	Prélèvement	Fréquence	Analyse	Si analyse positive
Tous les cadavres ramassés dans la limite de 5	Ecouvillon cloacal	Une fois par semaine	Gène M	RT-PCR H5/H7 => si positive sous-typage au LNR





cadavres				
Environnement	Chiffonnette poussières sèche dans chaque bâtiment d'animaux vivants	Une fois par semaine	Gène M	Nouveaux prélèvements par écouvillonnage trachéal et cloacal sur 20 animaux

b) Autocontrôles réalisés dans les élevages de gibier à plume de la famille des anatidés, à l'exception des stades « futurs reproducteurs » et « reproducteurs » :

Le détenteur met en place l'une ou l'autre des surveillances suivantes :

- une surveillance hebdomadaire sur les animaux morts, ou
- une surveillance bimensuelle sur les animaux vivants.

Echantillonnage	Prélèvement	Fréquence	Analyse	Si analyse positive
Tous les cadavres ramassés dans la limite de 5 cadavres	Ecouvillon cloacal	Une fois par semaine	Gène M	RT-PCR H5/H7 => si positive sous-typage au LNR
<b>OU</b> 30 animaux vivants	Ecouvillon cloacal et trachéal	Tous les 15 jours	Gène M	RT-PCR H5/H7 => si positive sous-typage au LNR

c) Autocontrôles réalisés dans les élevages de « reproducteurs » et « futurs reproducteurs » de toutes espèces :

Le détenteur met en place une surveillance bihebdomadaire sur cadavres et environnement ainsi qu'une surveillance virologique bimensuelle et une surveillance sérologique mensuelle sur les animaux vivants.

Pour la filière gibier à plume, cette surveillance est mise en place 15 jours avant la ponte.

Echantillonnage	Prélèvement	Fréquence	Analyse	Si analyse positive
Tous les cadavres ramassés dans la limite de 5 cadavres	Ecouvillon cloacal	Deux fois par semaine	Gène M Mélange par 5 des écouvillons	RT-PCR H5/H7 => si positive sous-typage au LNR
<b>ET</b> Environnement	5 chiffonnettes poussières sèche sur chaque bâtiment, sur le matériel d'élevage au contact des animaux, mangeoires, abreuvoirs, lignes de pipettes, parties supérieures des système de distribution	Deux fois par semaine	Gène M Mélange par 5 des écouvillons	
<b>ET</b> 20 animaux vivants à partir de douze semaines d'âge	Ecouvillon trachéal  Prise de sang	Toutes les 2 semaines  Une fois par mois	Gène M Mélange par 5 des écouvillons  ELISA ou IDG	RT-PCR H5/H7 => si positive sous-typage au LNR

Une visite du vétérinaire est réalisée dans les élevages placés en zone de protection et hébergeant des reproducteurs en ponte. Des prélèvements et analyses virologique et sérologique sont réalisés sur 20 oiseaux : 20 écouvillons trachéaux et 20 écouvillons cloacaux sont effectués lors de cette visite.



## **Article 5 : Mesures concernant les mouvements de volailles et d'oiseaux captifs**

- 1° Les rassemblements de volailles ou d'autres oiseaux captifs tels que les foires, marchés et les expositions sont interdits en zone de protection et zone de surveillance ;
- 2° Les mises en place et les mouvements de sortie d'exploitation de volailles, poussins d'un jour et œufs à couvrir sont interdits en zone de protection et zone de surveillance.  
Des dérogations individuelles à ces interdictions peuvent être accordées par le directeur départemental de la protection des populations.

## **Article 6 : Mesures concernant l'abattage en établissement non agréé (EANA)**

- 1° L'abattage de volailles ou d'autres oiseaux captifs en EANA est interdit en zone de protection et en zone de surveillance ;
- 2° Des dérogations individuelles peuvent être accordées pour les EANA situés en zone de surveillance par le directeur départemental de la protection des populations, à la suite d'une analyse de risque dont l'évaluation doit indiquer que le risque de propagation de la maladie est négligeable et sous réserve du respect des mesures de biosécurité en élevage ainsi que de la réalisation d'un examen clinique préalable par un vétérinaire sanitaire dont les conclusions sont favorables ;

Des dérogations individuelles peuvent être accordées pour les EANA situés en zone de protection par le directeur départemental de la protection des populations, à la suite d'une analyse de risque dont l'évaluation doit indiquer que le risque de propagation de la maladie est négligeable et sous réserve du respect des mesures de biosécurité en élevage ainsi que des mesures suivantes :

- Réalisation d'un examen clinique préalable par un vétérinaire sanitaire ;
- Des prélèvements pour analyse de laboratoire sont réalisés 48h avant le premier abattage ;
- Les conclusions de l'examen clinique et des éventuels prélèvements sont favorables.

- 3° Les mouvements et le transport des viandes et produits contenant des viandes issues d'animaux abattus en EANA et provenant de zone protection et de zone de surveillance sont interdits. Des dérogations concernant les mouvements et le transport des viandes et produits contenant des viandes issues d'animaux abattus en EANA peuvent être accordées sur le territoire national.

## **Article 7 : Mesures concernant les mouvements de denrées**

- 1° Les mouvements et le transport des viandes issues de volailles provenant de zone protection et de zone de surveillance sont interdits ;

Des dérogations individuelles à ces interdictions peuvent être accordées par le directeur départemental de la protection des populations, à la suite d'une analyse de risque dont l'évaluation doit indiquer que le risque de propagation de la maladie est négligeable et sous réserve du respect des mesures suivantes :

- Tous les mouvements autorisés sont effectués sans déchargement, ni arrêt jusqu'au déchargement dans l'établissement de destination, en privilégiant les grands axes routiers ou ferroviaires, en évitant de passer à proximité d'établissements détenant des volailles ou des oiseaux captifs ;
- Les volailles provenant de zone de protection et zone de surveillance sont abattues



- séparément des volailles ne provenant pas de ces zones réglementées ou à des moments différents, de préférence en fin de journée de travail le jour de l'arrivée ;
- La viande fraîche obtenue est découpée, transportée, stockée et transformée séparément de la viande fraîche obtenue à partir de volailles ne provenant pas de la zone de protection ;
- Les viandes et les produits contenant ces viandes obtenues à partir de volailles issues de zone de protection font l'objet d'un marquage spécifique et d'un traitement d'atténuation si nécessaire conformément aux dispositions de l'article 33 du règlement (UE) n°2020/687 susvisé ;
- Les viandes et les produits contenant ces viandes destinées aux échanges intracommunautaires, sont accompagnés d'un certificat zoosanitaire conformément aux dispositions de l'article 167 du règlement (UE) n° 2016/429 ;

Toutefois, cette interdiction ne s'applique pas dans les cas suivants :

- Le transport des viandes de volailles issues d'exploitations situées hors des zones de protection et de surveillance, à condition que les volailles aient été abattues et les viandes découpées, stockées, transformées et transportées séparément de celles de volailles en provenance d'exploitations situées à l'intérieur la zone de protection ;
- Le transport des viandes de volailles issues de l'exploitation infectée et des établissements en liens épidémiologiques produites et stockées 21 jours avant l'apparition des premiers symptômes ;
- Le transport de viandes de volailles ayant subi le traitement approprié conformément à l'annexe VII du règlement délégué (UE) n°2020/687 de la Commission du 17 décembre 2019 susvisé ;

2° Les sorties d'œufs de consommation depuis des exploitations situées en zone de protection et en zone de surveillance sont interdites. Des dérogations individuelles à ces interdictions peuvent être accordées par le directeur départemental de la protection des populations, à la suite d'une analyse de risque dont l'évaluation doit indiquer que le risque de propagation de la maladie est négligeable et sous réserve des conditions suivantes :

- Tous les mouvements autorisés sont effectués en privilégiant les grands axes routiers ou ferroviaires, en évitant de passer à proximité d'établissements détenant des volailles ou des oiseaux captifs et sans déchargement, ni arrêt (en-dehors de ceux prévus par le plan de collecte) jusqu'au déchargement dans l'établissement de destination ;
- Les mouvements sont autorisés si les œufs sont stockés, transportés et transformés séparément des œufs obtenus à partir de volailles ne provenant pas de la zone de protection ;
- Les établissements du secteur alimentaire appliquent les mesures appropriées définies par les autorités françaises en vue de prévenir la propagation de la maladie.

Toutefois, cette interdiction ne s'applique pas dans les cas suivants :

- Le transport des œufs issus d'exploitations situées hors de la zone de protection et de la zone de surveillance, à condition que les œufs aient été stockés et transportés séparément de ceux de volailles en provenance d'exploitations situées à l'intérieur la zone de protection ;
- Le transport des œufs issus de l'exploitation infectée et des établissements en liens épidémiologiques produits et stockés 21 jours avant l'apparition des premiers symptômes.

## **Article 8 : Mesures concernant les sous-produits animaux**

1° L'épandage de lisier est interdit.



Les mouvements de lisier sont interdits sauf si le produit est destiné ou a subi une transformation en usine agréée située dans la zone.

L'expédition de ces sous-produits animaux à destination d'une usine agréée pour leur traitement, ou leur entreposage temporaire en vue d'un traitement ultérieur visant à détruire tout virus de l'influenza aviaire éventuellement présent conformément au règlement (CE) n°1069/2009 susvisé, peut être autorisée par le directeur départemental de la protection des populations.

- 2° Les sous-produits animaux de catégorie 3 issus de volailles de la zone de protection et de la zone de surveillance et abattues en abattoir implanté à l'intérieur de la zone sont exclusivement destinés à un établissement agréé au titre du règlement (CE) n°1069/2009 susvisé et qui produit des produits transformés. L'envoi en centre de collecte ou en établissement fabriquant des aliments crus pour animaux familiers est interdit ;
- 3° L'usage à l'état cru de volailles ou parties de volailles ou de denrées animales issues de volailles provenant de la zone de protection et de la zone de surveillance, pour l'alimentation des animaux familiers et assimilés (y compris en zoo, parc zoologique, fauconnerie,..) et des oiseaux carnivores et/ou nécrophages non détenus, est interdit ;
- 4° La collecte des plumes est interdite, sauf dérogation individuelle accordées par le directeur départemental de la protection des populations en cas de saturation des capacités de stockage, à destination d'une usine autorisée à les transformer.

#### **Article 9 : Mesures concernant les activités cynégétiques**

- 1° Le transport et l'utilisation des appelants pour la chasse au gibier d'eau sont interdits, quelle que soit la catégorie du détenteur ;
- 2° La chasse au gibier d'eau est interdite ;
- 3° Le mouvement et le lâcher de gibiers à plumes de la famille des phasianidés et anatidés est interdit ;
- 4° La chasse au gibier à plumes en zone de protection est interdite ;
- 5° La chasse au gibier à plumes en zone de surveillance est interdite en zone de chasse maritime, dans les marais non asséchés, sur les fleuves, rivières, canaux, réservoirs, lacs, étangs et nappes d'eau ;
- 6° La cession à titre gratuit ou onéreux des corps du gibier à plumes tué par action de chasse et des viandes et produits qui en sont issus est interdite dans la zone de protection ou de surveillance..

#### **Section 2 : Dispositions finales**

#### **Article 10 : Levée des mesures**

La zone de protection est levée au plus tôt 21 jours après l'abattage des animaux et la fin des opérations préliminaires de nettoyage et désinfection du dernier foyer de la zone de protection et après la réalisation des visites dans toutes les exploitations détenant des volailles ou oiseaux captifs permettant de conclure à une absence de suspicion ou de cas d'influenza aviaire dans la zone.

Après la levée de la zone de protection, les communes et les exploitations concernées restent soumis aux mesures de la zone de surveillance jusqu'à la levée de cette dernière.

La zone de surveillance est levée au plus tôt 30 jours après l'abattage des animaux et la fin des opérations préliminaires de nettoyage et désinfection du dernier foyer de la zone de protection et après la réalisation des visites, avec résultat favorable, parmi les exploitations de la zone de surveillance permettant de conclure à une absence de suspicion ou de cas





d'influenza aviaire dans la zone.

La zone réglementée supplémentaire est levée le même jour que la zone de surveillance.

### **Article 11 : Délai de mise en œuvre**

Les dispositions concernant les dépistages de l'influenza aviaire par autocontrôles et figurant aux articles 4 et 5 s'appliquent dès que possible et au plus tard 8 jours après la publication de l'arrêté déterminant la liste des communes situées en zones réglementées.

### **Article 12 : Exécution**

La secrétaire générale de la préfecture du Calvados, le directeur départemental de la protection des populations, les maires des communes concernées, le commandant du groupement de gendarmerie, les vétérinaires sanitaires, sont responsables, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture et affiché dans les mairies concernées.

Le

7 MARS 2023



Thierry MOSIMANN

---

#### **Délai et voie de recours**

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Caen dans un délai de deux mois suivant sa notification, soit par courrier, soit par l'application informatique Télérecours accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

---

#### **Mesures et sanctions applicables en cas de non respect de l'arrêté préfectoral**

Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont constatées par des procès verbaux ; elles sont passibles selon leurs natures et éventuellement leurs conséquences, des peines prévues par les articles L228-3, L228-4 et R228-1 à R228-10 du code rural et de la pêche maritime.



Direction départementale de l'emploi, du travail  
et des solidarités

14-2023-03-02-00004

AP MODIFICATIF COMPOSITION MEMBRES  
COMMISSION INFORMATION ET DE SELECTION  
D APPEL A PROJET SOCIAL

**Arrêté préfectoral modificatif fixant la composition des membres  
de la commission d'information et de sélection d'appel à projet social**

**Le Préfet du Calvados  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

- Vu** le code de l'action sociale et des familles, et notamment ses articles R. 313-5 et R. 313-5-1 ;
- Vu** la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 modifiée portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment les articles 124 et 131 ;
- Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif au pouvoir des préfets, à l'organisation et à l'action des services d'Etat dans les régions et les départements ;
- Vu** le décret n°2006-672 du 8 juin 2006 modifié relatif à la création, à la composition et au fonctionnement des commissions administratives à caractère consultatif ;
- Vu** le décret n° 2010-214 du 2 mars 2010 relatif au ressort territorial, à l'organisation et aux attributions des services déconcentrés de la protection judiciaire de la jeunesse ;
- Vu** le décret n° 2010-870 du 26 juillet 2010 relatif à la procédure d'appel à projet et d'autorisation mentionnée à l'article L. 313-1-1 du code de l'action sociale et des familles ;
- VU** le décret du Président de la République du 30 mars 2022 portant nomination de Monsieur Thierry MOSIMANN en qualité de Préfet du Calvados à compter du 27 avril 2022 ;
- Vu** la circulaire n° DGCS/SD5B/2014/287 du 20 octobre 2014 relative à la procédure d'appel à projets et d'autorisation des établissements et services sociaux et médico-sociaux ;
- Vu** l'arrêté du 15 octobre 2020 fixant la composition des membres permanents de la commission d'information et de sélection d'appel à projet social du département du Calvados ;
- Vu** l'avis d'appel à projet relatif à la création de 15 places de centre provisoire d'hébergement, publié le 27 janvier 2023 au recueil des actes administratifs;
- Considérant** l'avis d'appel à projet relatif la création de 15 places de centre d'hébergement provisoire ;
- Sur proposition** de la secrétaire générale de la préfecture du Calvados ;

## ARRÊTE

### ARTICLE 1 :

La composition de la commission d'information et de sélection d'appel à projet social relevant du « c » de l'article L.313-3 du CASF est fixée comme suit :

#### A – MEMBRES PERMANENTS

##### 1) – Membres permanents ayant voix délibérative :

###### a – Représentants de l'État :

- Le Préfet du Calvados ou son représentant, président,
- Monsieur Cyrille LIENARD, chef adjoint du pôle Hébergement et logement à la Direction Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités du Calvados, **titulaire**,  
Madame Alexandra LULLIEN, cheffe adjointe du pôle Hébergement et logement à la Direction Départementale de l'Emploi et des Solidarités, **suppléante**,
- Monsieur Romain ARCANGELI, responsable de l'unité logement social et renouvellement urbain à la Direction Départementale des Territoires et de la Mer (DDTM), **titulaire**,  
Madame Morgane PRIOUL, adjointe à la cheffe de l'unité logement social et renouvellement urbain à la DDTM, **suppléante**,
- Madame Amandine LE BOURHIS, directrice des services pénitentiaires d'insertion et de probation, **titulaire**,  
Monsieur Anouar BEN N BAREK, directeur pénitentiaire d'insertion et probation, chef d'antenne à CAEN, **suppléant**,

###### b – Représentants des usagers :

##### - Participants au plan départemental d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées (PDALHPD) :

- Monsieur Dominique DE GOUVILLE, président de l'association JACQUES CORNU, **titulaire**,  
Madame Marie PIN-MAREST, Directrice de l'association JACQUES CORNU, **suppléante**,
- Monsieur Jean-François VANNIER, Directeur de l'association COALLIA, **titulaire**,  
Madame Anne-Marie VOISIN, chef de service de l'association COALLIA, **suppléante**,

##### - Associations œuvrant dans le secteur de la protection judiciaire de l'enfance :

- Monsieur Marc LONGUET, président de l'association des amis de Jean de Bosco, **titulaire**,  
Monsieur Eddy MOTTE, directeur recherche développement de l'association Calvadosienne sauvegarde enfance adolescence (ACSEA), **suppléant**,

##### - Associations œuvrant dans le secteur de la protection des majeurs :

- Monsieur Christophe NIEL, directeur général de l'union départementale des associations familiales (UDAF) du Calvados, **titulaire**,  
Madame Marie HENRY, responsable de service de l'UDAF du Calvados, **suppléante**,

##### 2) – Membres permanents ayant voix consultative: Représentants des unions, fédérations ou groupements représentatifs des personnes morales gestionnaires des établissements et services sociaux et médico-sociaux :

- **Madame Lætitia LAVIE**, directrice du Pôle Urgence/Hébergement de l'AAJB, représentante désignée par la fédération des acteurs de la solidarité (FAS) Normandie, **titulaire**,  
**Monsieur Dominique DEVIEILHE**, président de l'association ITINERAIRES, représentant désigné par la FAS Normandie, **suppléant**,
- **Madame Pauline LEBEAU**, chargée de mission à l'union professionnelle du logement accompagné (UNAFO), **titulaire**,  
**Monsieur Pierre-Marc NAVALES**, chargé de mission à l'UNAFO, **suppléant**,

#### **A – MEMBRES NON PERMANENTS**

##### **1 - Personnalités qualifiées :**

- **Madame Nathalie PORTA**, directrice territoriale de l'OFII de Caen ;
- **Monsieur François LESEUL**, Coordonnateur départemental 2choeslune ;

##### **2- Représentants d'usagers spécialement concernés par l'appel à projet :**

- **Madame Nathalie TINETTE**, Directrice de l'Ecole des Parents et des éducateurs ;

##### **3 - Personnel des services techniques, comptables ou financiers de l'autorité compétent :**

- **Monsieur Didier CHOPPE**, chargé de mission à la Direction Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités ;

#### **ARTICLE 2 :**

La Secrétaire générale de la préfecture du Calvados et le Directeur départemental de l'emploi, du travail et des solidarités du Calvados sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture du Calvados.

#### **ARTICLE 3 :**

Cet arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif territorialement compétent par courrier ou via le site [www.télérecours.fr](http://www.télérecours.fr).

Fait à CAEN, le **2 MARS 2023**  
 Pour le préfet et par délégation  
 La secrétaire générale  
 Le Préfet

**Florence BESSY**

ESGS 2024 S -

Date: 14-03-2023

Page: 1

Direction départementale de l'emploi, du travail  
et des solidarités

14-2023-03-02-00005

ARRETE DESIGNATION INSTRUCTEUR CADRE  
PROCEDURE D APPEL A PROJETS AUTORISATION  
15 PLACES DE CENTRE PROVISoire  
HEBERGEMENT



**Arrêté portant désignation d'un instructeur dans le cadre de la procédure d'appel à projets  
relatif à l'autorisation de création de 15 places de centre provisoire d'hébergement**

Le Préfet du Calvados,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

**Vu** le code de l'action sociale et des familles, et notamment ses articles R. 313-5 et R. 313-5-1 ;

**Vu** la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 modifiée portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment les articles 124 et 131 ;

**Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif au pouvoir des préfets, à l'organisation et à l'action des services d'Etat dans les régions et les départements ;

**Vu** le décret n°2006-672 du 8 juin 2006 modifié relatif à la création, à la composition et au fonctionnement des commissions administratives à caractère consultatif ;

**Vu** le décret n° 2010-870 du 26 juillet 2010 relatif à la procédure d'appel à projet et d'autorisation mentionnée à l'article L. 313-1-1 du code de l'action sociale et des familles ;

**VU** le décret du Président de la République du 30 mars 2022 portant nomination de Monsieur Thierry MOSIMANN en qualité de Préfet du Calvados à compter du 27 avril 2022 ;

**Vu** la circulaire n° DGCS/SD5B/2014/287 du 20 octobre 2014 relative à la procédure d'appel à projets et d'autorisation des établissements et services sociaux et médico-sociaux ;

**Vu** l'avis d'appel à projet relatif à la création de 15 places de centre provisoire d'hébergement, publié le 27 janvier 2023 au recueil des actes administratifs;

Sur proposition de Monsieur le directeur départemental de l'emploi, du travail et des solidarités (DDETS) du Calvados.

## ARRETE

**Article 1** – Madame Marine HARDY, chargée de la gestion administrative et budgétaire à la DDETS, est désignée en qualité d'instructeur, dans le cadre de la procédure d'autorisation de création de 15 places de centre provisoire d'hébergement.

**Article 2** - Conformément aux dispositions de l'article R. 313-5-1 du code de l'action sociale et des familles, les instructeurs s'assurent de la régularité administrative des candidatures, le cas échéant en demandant aux candidats de compléter les informations fournies en application du 1° de l'article 313-4-3 dudit code. Ils vérifient le caractère complet des projets et l'adéquation avec les besoins décrits par le cahier des charges. Ils établissent un compte rendu d'instruction motivé sur chacun des projets et peuvent en proposer le classement selon les critères prévus par l'avis d'appel à projet sur demande des coprésidents de la commission.

Les comptes rendus d'instruction sont rendus accessibles aux membres de la commission d'information et de sélection au plus tard quinze jours avant la réunion de la commission.

Les instructeurs sont entendus par la commission d'information et de sélection sur chacun des projets. Ils ne prennent pas part aux délibérations de la commission. Ils y assistent pour établir le procès-verbal.

**Article 3** - En application des dispositions des articles R. 312-1 et R. 421-1 du code de justice administrative, le présent arrêté peut, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, faire l'objet :

- D'un recours administratif gracieux devant le préfet du département, autorité signataire de cette décision ou d'un recours administratif hiérarchique devant le Ministre de l'Intérieur ;
- D'un recours contentieux par voie postale auprès du tribunal administratif territorialement compétent ou par l'application Télérecours citoyens accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

En cas de recours administratif, le délai de recours contentieux est prorogé.

**Article 4** - La Secrétaire générale de la préfecture du Calvados et le Directeur départemental de l'emploi, du travail et des solidarités du Calvados sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui entrera en vigueur à compter de sa publication au recueil des actes administratifs.

Caen, le - 2 MARS 2023

Le Préfet,  
Pour le préfet et par délégation  
La secrétaire générale

Florence BESSY

Direction départementale des finances  
publiques du Calvados

14-2023-03-01-00012

Délégation de signature en matière de  
contentieux et de gracieux fiscal et en matière  
de recouvrement pour le SIP de Caen au 1er  
mars 2023

**Décision du 2 janvier 2023 portant  
DÉLÉGATION DE SIGNATURE EN MATIÈRE DE CONTENTIEUX  
ET DE GRACIEUX FISCAL ET EN MATIÈRE DE RECOUVREMENT**

Le comptable, responsable du Service des Impôts de CAEN (SIP Caen)

Vu le code général des impôts, et notamment l'article 408 de son annexe II et les articles 212 à 217 de son annexe IV ;

Vu le livre des procédures fiscales, et notamment les articles L. 257 A, L. 247 et R\* 247-4 et suivants ;

Vu le décret n° 2008-309 du 3 avril 2008 portant diverses dispositions relatives à la direction générale des finances publiques ;

Vu le décret n° 2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment son article 16 ;

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>**

Délégation de signature est donnée à :

- **Mme HALBIQUE Claire, inspectrice principale des finances publiques**

- **Mme ZURBACH Dominique, inspecteur divisionnaire des finances publiques,**

à l'effet de signer :

- 1°) en matière de contentieux fiscal d'assiette, les décisions d'admission totale, d'admission partielle ou de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office, dans la limite de 50 000 € ;
- 2°) en matière de gracieux fiscal, les décisions portant remise, modération, transaction ou rejet, dans la limite de 50 000 € ;
- 3°) lorsqu'un contribuable a commis une erreur manifeste en établissant une déclaration ou en cas d'erreur du service lors de la saisie informatique des éléments déclaratifs, le dégrèvement correspondant, sans limitation de montant ;
- 4°) les documents nécessaires à l'exécution comptable des décisions contentieuses et gracieuses sans limitation de montant ;
- 5°) les décisions relatives aux demandes de délai de paiement, le délai accordé ne pouvant excéder 12 mois et porter sur une somme supérieure à 50.000 € ;
- 6°) en matière de gracieux fiscal du recouvrement (majoration de recouvrement de 10 % prévue par l'article 1730 du code général des impôts, intérêts moratoires, frais de poursuites), les décisions portant remise, modération, transaction ou rejet, dans la limite de 5 000 € ;
- 7°) les avis de mise en recouvrement ;
- 8°) l'ensemble des actes relatifs au recouvrement, notamment les mises en demeure de payer et tous actes de poursuites, les déclarations de créances, les états de non-valeur, ainsi que pour ester en justice ;

9°) les opérations sur le compte de la Banque de France de type :dépôt de TIP, chèques ou effets et débits aux comptes (virements, rejets, régularisations, mandats B2B, opposition SDD) ;

10°) tous actes d'administration et de gestion du service.

## Article 2

Délégation de signature est donnée à :

- **Mme BLANCHOT Nathalie, Inspectrice des Finances Publiques,**

- **Mme ANTONA Sylvie, Inspectrice des Finances Publiques**

- **Mme CALBRIS Nicole, Inspectrice des Finances Publiques**

à l'effet de signer :

1°) en matière de contentieux fiscal d'assiette, les décisions d'admission totale, d'admission partielle ou de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office, dans la limite de 15 000 € ;

2°) en matière de gracieux fiscal, les décisions portant remise, modération, transaction ou rejet, dans la limite de 15 000 € ;

En cas d'absence du comptable soussigné, responsable du SIP de CAEN, les seuils indiqués aux 1° et 2° du présent article sont portés à 50.000 €.

3°) lorsqu'un contribuable a commis une erreur manifeste en établissant une déclaration ou en cas d'erreur du service lors de la saisie informatique des éléments déclaratifs, le dégrèvement correspondant, sans limitation de montant ;

4°) les documents nécessaires à l'exécution comptable des décisions contentieuses et gracieuses sans limitation de montant ;

5°) les décisions relatives aux demandes de délai de paiement, le délai accordé ne pouvant excéder 12 mois et porter sur une somme supérieure à 50.000 € ;

6°) en matière de gracieux fiscal du recouvrement (majorations de recouvrement de 10 % prévue par l'article 1730 du code général des impôts , intérêts moratoires, frais de poursuites), les décisions portant remise, modération, transaction ou rejet, dans la limite de 5 000 € ;

7°) les avis de mise en recouvrement ;

8°) l'ensemble des actes relatifs au recouvrement, notamment les mises en demeure de payer et tous actes de poursuites, les déclarations de créances, les états de non-valeur, ainsi que pour ester en justice ;

9°) les opérations sur le compte de la Banque de France de type :dépôt de TIP, chèques ou effets et débits aux comptes (virements, rejets, régularisations, mandats B2B, opposition SDD) ;

10°) tous actes d'administration et de gestion du service.

## Article 3

Délégation de signature est donnée à :

- **M LEGRET Gilbert, contrôleur des finances publiques**

- **Mme BLAS Anne-Gwendy, contrôleuse des finances publiques**

- **M DELANNOY Thierry, contrôleur des finances publiques**

- **Mme WUILLOT Christine, contrôleuse des finances publiques**

- **Mme BEUCHER Michèle, contrôleuse des finances publiques**

- **Mme DAUPHIN Manon, contrôleur des finances publiques**
- **Mme FIRMIN-PEDINI Edwige, contrôleur des finances publiques**
- **M POULLET Laurent, , contrôleur principal des finances publiques**

à l'effet de signer :

1°) en matière de contentieux fiscal d'assiette, les décisions d'admission totale, d'admission partielle ou de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office dans la limite de 10 000 € ;

2°) en matière de gracieux fiscal d'assiette, les décisions portant remise, modération ou rejet dans la limite de 10 000 € ;

3) lorsqu'un contribuable a commis une erreur manifeste en établissant une déclaration ou en cas d'erreur du service lors de la saisie informatique des éléments déclaratifs, le dégrèvement correspondant, sans limitation de montant ;

#### **Article 4**

Délégation de signature est donnée à :

**Mme Christine BOUET, contrôleur principal des finances publiques,**

**Mme Sabrina JOSEPH, contrôleur principal des finances publiques,**

**Mme Marie-José BERTAUX, contrôleur des finances publiques,**

**M. David DUBUC, contrôleur des finances publiques,**

**M. Rodolphe MARQUIGNY, contrôleur des finances publiques,**

**Mme Aurélie LEGAN, contrôleur des finances publiques,**

**M. David MALHERBE, contrôleur des finances publiques,**

**Mme Justine LEGRAND, contrôleur des finances publiques,**

**M PICARD Sacha, contrôleur des finances publiques,**

**Mme VIDAL-ENGAURRAN Nathalie, contrôleur des finances publiques,**

**Mme Claire PORET DECOUFLEY, agent d'administration principal des finances publiques,**

**M. Vincent GOUIN, agent d'administration principal des finances publiques**

**M. Christophe BLANLOT, agent d'administration principal des finances publiques**

**Mme PELAGE Cyrille, agent d'administration principal des finances publiques**

**M SIMON Daniel, agent d'administration principal des finances publiques**

à l'effet de signer:

1°) en matière de gracieux fiscal du recouvrement (majoration de recouvrement de 10 % prévue par l'article 1730 du code général des impôts intérêts moratoires, frais de poursuites), les décisions portant remise, modération, transaction ou rejet, dans la limite de 1 000 € ;

2°) les décisions relatives aux demandes de délai de paiement; le délai accordé ne pouvant excéder 12 mois et porter sur une somme supérieure à 10 000 euros ;

3°) l'ensemble des actes relatifs au recouvrement, notamment les avis de mise en recouvrement et les actes de poursuite. les déclarations de créances, les états de non-valeur, ainsi que pour ester en justice ;

4°) les opérations sur le compte de la Banque de France de type :dépôt de TIP, chèques ou effets et débits aux comptes (virements, rejets, régularisations, mandats B2B, opposition SDD) ;

## Article 5

Délégation de signature est donnée aux agents ci-après lorsqu'ils interviennent à l'accueil du centre des finances publiques dans le cadre de la réception des usagers :

**M TWITCHIN Gaetan, inspecteur des finances publiques**

**M CHAPELIERE Sylvain, contrôleur des finances publiques**

**Mme DELANNOY Bernadette, contrôleur des finances publiques**

**Mme MOUNDER Marlène, contrôleur des finances publiques**

**M DESOULLE Jacques, contrôleur principal des finances publiques**

**M SCELLES Eric, contrôleur principal des finances publiques**

**M POULLET Laurent, contrôleur principal des finances publiques**

**Mme BEUCHER Nicole, contrôleur des finances publiques**

**Mme BEEN Anaïs, agent d'administration principal des finances publiques**

**Mme MALFILATRE Béatrice, agent d'administration principal des finances publiques**

**Mme WOULZEZ Nadège, agent d'administration principal des finances publiques**

à l'effet de signer :

1°) les décisions relatives aux demandes de délai de paiement d'une durée maximale de 6 mois portant sur un montant inférieur à 3000 € ;

2°) toutes mainlevées jusqu'à 3 000 € inclus ;

3°) en matière de gracieux fiscal du recouvrement, les décisions portant remise, modération ou rejet sur la majoration de recouvrement, les frais de poursuite ou les intérêts moratoires, dans la limite de 300 euros

4°) tous documents relatifs au recouvrement amiable ou contentieux de l'impôt (bordereaux de situation, extraits de rôles, avis de transmission, demandes de renseignement...) à l'exclusion des actes de poursuites et des états de non-valeur.

## Article 6

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département du Calvados.

A CAEN, le 1<sup>er</sup> mars 2023

Le comptable, responsable du SIP de CAEN



Thierry TENAILLEAU

Direction départementale des territoires et de la  
mer du Calvados

14-2023-03-06-00011

Arrêté préfectoral autorisant des épreuves de  
chiens de chasse





**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL  
autorisant des épreuves de chiens de chasse**

**Le Préfet du Calvados  
Chevalier de l'ordre national du mérite**

**VU** le code de l'environnement ;

**VU** l'arrêté ministériel du 21 janvier 2005 modifié fixant certaines conditions de réalisation des entraînements, concours et épreuves de chiens de chasse ;

**VU** la demande de monsieur Jean-Marc BINET, président du Club d'Utilisation du Chien de Chasse du Calvados (CUCC 14) reçue le 10 février 2023, complétée le 2 mars 2023 en vue d'être autorisé à organiser un concours de chiens d'arrêt, spaniels et retrievers, sans tir de gibier, les 11 et 12 mars 2023 sur les territoires situés sur les communes de AMAYE-SUR-ORNE, AVENAY, BELLENGREVILLE, BOURGUEBUS, BRETTEVILLE-LE-RABET, BRETTEVILLE-SUR-LAIZE, CASTINE-EN-PLAINE (ancienne commune de TILLY-LA-CAMPAGNE), CAUVICOURT, CINTHEAUX, CUVERVILLE, DÉMOUVILLE, ESCOVILLE, FEUGUEROLLES-BULLY, FLEURY-SUR-ORNE, FONTENAY-LE-MARMION, FRESNEY-LE-PUCEUX, GOUVIX, GRENTHEVILLE, LE CASTELET (ancienne commune de GARCELLES-SECQUEVILLE, SAINT-AIGNAN-DE-CRAMESNIL), SAINT-SYLVAIN, SANNERVILLE, SOLIERS, TOUFFREVILLE, URVILLE et de VALAMBRAY (ancienne commune de CONTEVILLE) ;

**VU** le décret du Président de la République du 30 mars 2022 portant nomination de Monsieur Thierry MOSIMANN, préfet du Calvados ;

**VU** l'arrêté du Premier ministre et du ministre de l'intérieur du 4 mars 2022 portant nomination de M. Thierry CHATELAIN en tant que directeur départemental des territoires et de la mer du Calvados à compter du 1<sup>er</sup> avril 2022 ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 27 avril 2022 donnant délégation de signature à M. Thierry CHATELAIN, directeur départemental des territoires et de la mer du Calvados ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 4 janvier 2023 donnant subdélégation de signature à ses collaborateurs ;

**CONSIDÉRANT** qu'en application des dispositions de l'article L. 420-3 du code de l'environnement, les entraînements, concours et épreuves de chiens autorisés par le préfet ne constituent pas des actes de chasse ;

**CONSIDÉRANT** qu'en vertu des dispositions de l'article 4 de l'arrêté ministériel du 21 janvier 2005 modifié, les épreuves de chiens de chasse peuvent se dérouler tous les jours entre le 30 juin et le 15 avril, sans tir de gibier, pour les chiens d'arrêt, les spaniels et les retrievers ;

**CONSIDÉRANT** que monsieur Jean-Marc BINET, président du CUCC 14, a obtenu l'autorisation des

propriétaires ou des détenteurs du droit de chasse sur les territoires concernés par l'organisation de cette épreuve ;

**CONSIDÉRANT** que cette épreuve ne peut porter préjudice à la conservation du gibier, les chiens étant étroitement surveillés ;

**SUR PROPOSITION** de la secrétaire générale de la préfecture ;

## **ARRÊTE**

**Article 1** - Le club d'utilisation du chien de chasse du Calvados (CUCC 14) représenté par son président, monsieur Jean-Marc BINET, est autorisée, sous réserve des droits des tiers, à organiser les 11 et 12 mars 2023 un concours de chiens d'arrêt, spaniels et retrievers, sans tir de gibier, sur les terres sises sur le territoire des communes de AMAYE-SUR-ORNE, AVENAY, BELLENGREVILLE, BOURGUEBUS, BRETTEVILLE-LE-RABET, BRETTEVILLE-SUR-LAIZE, CASTINE-EN-PLAINE (ancienne commune de TILLY-LA-CAMPAGNE), CAUVICOURT, CINTHEAUX, CUVERVILLE, DÉMOUVILLE, ESCOVILLE, FEUGUEROLLES-BULLY, FLEURY-SUR-ORNE, FONTENAY-LE-MARMION, FRESNEY-LE-PUCEUX, GOUVIX, GRENTHEVILLE, LE CASTELET (ancienne commune de GARCELLES-SECQUEVILLE, SAINT-AIGNAN-DE-CRAMESNIL), SAINT-SYLVAIN, SANNERVILLE, SOLIERS, TOUFFREVILLE, URVILLE et de VALAMBRAY (ancienne commune de CONTEVILLE) dont la propriété ou le droit de chasse appartiennent à messieurs Jocelyn BERNARD, Serge BOURBON, Gérard CHOLET, Patrice COLLET, Régis D'HOINE, Nicolas DEROUET, Luc DESMYTTERE, Joël DIEUDONNE, Samuel FLAUX, Michel GUESNON, Roger GUILLOT, Christian HOSTE, Bernard HUPIN, Michel LE BARON, Jean-Michel LE NEVEU, Gregory LECHEVALLIER, Benoît LEFEBURE, Erick LEQUERTIER, Alain MICHEL, Régis MIKOLAJCZAK, Henri POMIKAL, Jacky REYNAULT et François ROULT.

**Article 2** - Tout fait de chasse donne lieu au retrait de la présente autorisation et est poursuivi conformément à la loi.

**Article 3** - Il est interdit aux entraîneurs et/ou propriétaires de chiens d'être munis d'un fusil. Ceux-ci peuvent cependant utiliser un pistolet ou un revolver d'alarme pour habituer les chiens aux coups de feu, en respectant les dispositions réglementaires concernant l'utilisation de ces armes.

Par ailleurs, ils doivent empêcher la destruction du gibier naturel. Le gibier naturel tué accidentellement est livré au bureau d'aide sociale des communes sus-visées.

**Article 4** - Huit jours avant la tenue de la manifestation, doivent être transmis à la DDPP (direction départementale de la protection des populations) ainsi qu'à la DDTM (direction départementale des territoires et de la mer) du département, la liste et les numéros d'identification des chiens qui participent au concours. A défaut de liste reçue dans les délais impartis, le préfet du Calvados se laisse la possibilité d'annuler la manifestation.

Conformément à la réglementation sanitaire, les certificats sanitaires et de vaccination doivent être tenus à la disposition des services de contrôle lors de la manifestation.

**Article 5** - La présente autorisation doit être présentée à toute réquisition des agents de l'autorité publique. Elle a été accordée au vu du dossier de demande reçu le 10 février 2023 et complété le 2 mars 2023 de la part de monsieur Jean-Marc BINET, président du Club d'Utilisation du Chien de Chasse du Calvados (CUCC 14) et sous réserve du respect des conditions décrites dans celui-ci ainsi que du respect de la réglementation relative à la santé et à la protection animale.

**Article 6-** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'auteur de l'acte dans les deux mois suivant la notification ou la publication de la décision considérée, le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emportant décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au tribunal administratif territorialement compétent dans un délai de deux mois.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de CAEN pendant un délai de 2 mois à compter de la réception de la présente notification. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). Le demandeur peut également former un recours gracieux auprès du ministre de la transition écologique et solidaire. Ce dernier recours est interruptif du délai de recours contentieux, lorsqu'il est déposé dans les deux mois de la notification de la présente décision.

**Article 7** - La secrétaire générale de la préfecture du Calvados, le directeur départemental des territoires et de la mer du Calvados, le directeur départemental de la protection des populations du Calvados, le commandant de groupement de gendarmerie, le chef du service départemental de l'Office Français de la Biodiversité, le maire des communes sus-visées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie leur sera transmise, et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Calvados.

CAEN, le 6 mars 2023

Ampliations :

- Préfecture du Calvados
- Direction départementale de la protection des populations du Calvados
- Commandant du groupement de gendarmerie
- Office Français de la Biodiversité
- Mairies sus-visées
- Monsieur Jean-Marc BINET

Pour le préfet et par délégation,

La Directrice Adjointe,  
Déléguée à la Mer et au Littoral

  
Florence RICHARD

Direction départementale des territoires et de la  
mer du Calvados

14-2023-03-01-00011

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL PORTANT  
RÉGLEMENTATION DE LA CIRCULATION SUR  
L'AUTOROUTE A132, POUR PERMETTRE LES  
TRAVAUX DE REPARATION DES DISPOSITIFS DE  
RETENUES



# PRÉFET DU CALVADOS

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction départementale  
des territoires et de la mer

## ARRÊTÉ PRÉFECTORAL PORTANT RÉGLEMENTATION DE LA CIRCULATION SUR L'AUTOROUTE A132, POUR PERMETTRE LES TRAVAUX DE RÉPARATION DES DISPOSITIFS DE RETENUES

LE PRÉFET DU CALVADOS  
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

**VU** le code de la route,

**VU** le code de la voirie routière,

**VU** la loi 82-213 du 2 mars 1962 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

**VU** le décret du 29 octobre 1990 modifié approuvant la convention passée entre l'État et la société des autoroutes Paris Normandie pour la concession de la construction, de l'entretien et des exploitations d'autoroutes,

**VU** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation des services de l'État dans les régions et départements,

**VU** le décret du Président de la République du 30 mars 2022 portant nomination de Monsieur Thierry MOSIMANN, préfet du Calvados,

**VU** le décret du 22 juillet 2022 portant nomination de Madame Florence BESSY, secrétaire général de la préfecture du Calvados,

**VU** l'arrêté ministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes,

**VU** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8<sup>ème</sup> partie-signalisation temporaire) approuvée par les arrêtés interministériels des 5 et 6 novembre 1992 modifiés,

**VU** la note technique en date du 19 janvier 2023 fixant les jours hors chantiers retenus pour l'année 2023,

**VU** la note technique du 14 avril 2016 relative à la coordination des chantiers sur le réseau routier national,

**VU** la demande faite par la SAPN, en date du 31 janvier 2023,

**VU** l'avis favorable du groupement de gendarmerie en date du 31 janvier 2023,

**VU** l'avis favorable du conseil départemental du Calvados en date du 31 janvier 2023,

**VU** l'avis favorable de la DIRNO en date du 31 janvier 2023,

**VU** l'avis favorable de la mairie de Pont L'Evêque en date du 5 février 2023,

**CONSIDÉRANT** qu'il y a lieu de prendre toutes mesures utiles pendant l'exécution des travaux de réparation des dispositifs de retenues, de déposer des glissières de sécurité endommagées et de remplacement par des glissières de sécurité neuves afin d'assurer la sécurité des usagers, des agents du concessionnaire, de l'exploitant, et des entreprises,

**SUR PROPOSITION** de la secrétaire générale de la préfecture du Calvados,

## ARRÊTE

### ARTICLE 1

Dans le cadre des travaux de réparation des dispositifs de retenues susvisés, la société des autoroutes Paris-Normandie, ci-après dénommée SAPN, est autorisée à restreindre les conditions de circulation sur l'A132, selon les modalités définies par le présent arrêté.

### ARTICLE 2

Les travaux prévus sont les suivants :

- **Phase** : Travaux de réparation des dispositifs de retenues
- **Planning prévisionnel** : de 20h00 à 6h00 dans la nuit du 23 au 24 mars 2023 ou une nuit dans la semaine du 27 au 31 mars 2023 (nuit de secours)
- **Localisation** : A132 PR 5+700, situé au niveau de la bretelle d'entrée Canapville vers A132
- **Mesure d'exploitation** : fermeture de la bretelle d'entrée Canapville vers A132
- **Déviations** : dans le cadre de la fermeture de la bretelle d'entrée Canapville vers A132, les usagers emprunteront la D677 en direction de Pont-l'Évêque puis la D579 en direction du diffuseur n°2 de Honfleur (A132).

### ARTICLE 3

L'inter-distance entre le chantier objet du présent arrêté et d'autres chantiers d'entretien courant ou non courant pourra être inférieure à celles prévues par la réglementation en vigueur, dès lors qu'elle ne porte pas atteinte à la sécurité routière.

### ARTICLE 4

Des messages d'information relatifs aux travaux prévus par le présent arrêté sont diffusés, par voie radiophonique (fréquence 107.7) et par affichage sur les panneaux à messages variables.

Les queues de bouchon ou ralentissements sont matérialisés à l'amont, soit par la pose de panneaux de type AK30 équipés de trois feux R2 synchronisés positionnés en accotement et terre-plein central, soit par un véhicule équipé d'un panneau à message variable.

Dans les zones balisées, il est mis en place des refuges équipés de postes d'appel d'urgence tous les kilomètres.

### ARTICLE 5

Les dispositifs de signalisation sont mis en place, entretenus et déposés par les services du centre d'entretien de la SAPN ou par l'entreprise attributaire du marché de signalisation.

Le chantier ainsi que la surveillance de la circulation sont exécutés sous le contrôle effectif et permanent des services de la SAPN, assistés des forces de gendarmerie si cela s'avère nécessaire, territorialement compétentes.

En cas d'incident, la SAPN est autorisée à prendre toutes mesures nécessaires à la sécurité des usagers, sans préjudice de l'action des forces de l'ordre.

### ARTICLE 6

Le non-respect du présent arrêté est constaté conformément à la réglementation en vigueur.

### ARTICLE 7

Le présent arrêté peut être contesté dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification aux intéressés :

- soit préalablement par un recours gracieux auprès du préfet du Calvados ou par un recours hiérarchique auprès du ministre de l'Intérieur.

L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître automatiquement une décision implicite de rejet pouvant être contestée devant le Tribunal administratif de CAEN B.P.25 086 – 14 050 CAEN dans un délai maximum de deux mois à partir de ce rejet implicite.

Il en est de même si une décision explicite est rendue dans les deux mois suivant le dépôt du recours gracieux ou hiérarchique. Celle-ci peut être contestée devant ce même tribunal administratif dans les deux mois suivant sa notification .

– soit directement par un recours contentieux devant le Tribunal administratif de CAEN.

Le tribunal peut être saisi par courrier : 3 rue Arthur Le Duc – B.P.25 086 – 14 050 CAEN Cedex 4. ou par voie électronique via l'application « Télérecours citoyens » accessible par le site internet : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

## **ARTICLE 8**

La secrétaire générale de la préfecture du Calvados, le sous-préfet de Lisieux, le commandant du groupement de gendarmerie du Calvados, le directeur de l'exploitation de la SAPN, le directeur interdépartemental des routes (zone Ouest), le directeur départemental des territoires et de la mer du Calvados et le directeur départemental des services d'incendie et de secours du Calvados sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture. Une copie de cet arrêté est adressée à chacun.

Fait à Caen, le

**01 MARS 2023**

Pour le préfet et par délégation,

La secrétaire générale

Florence BESSY





Direction régionale de l'environnement, de  
l'aménagement et du logement de Normandie

14-2023-03-02-00006

Arrêté autorisant les membres de l'association  
Groupe Ornithologique Normand (GONm) à  
pénétrer sur les propriétés privées non closes de  
18 communes du département du Calvados aux  
fins de prospections et d'inventaires  
scientifiques



**PRÉFET  
DU CALVADOS**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement  
de Normandie**

### **Arrêté**

**autorisant les membres de l'association Groupe Ornithologique Normand (GONm) à pénétrer sur les propriétés privées non closes de 18 communes du département du Calvados aux fins de prospections et d'inventaires scientifiques**

### **LE PRÉFET DU CALVADOS**

- vu la loi du 29 décembre 1892 relative aux dommages causés à la propriété privée par l'exécution des travaux publics
- vu l'article L.411-1-A du code de l'environnement
- vu l'arrêté préfectoral du 17 mai 2022 portant délégation de signature en matière d'activités de niveau départemental à M. Olivier MORZELLE, Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) pour la région Normandie
- vu la décision de la DREAL n° 2023-08 du 9 janvier 2023 portant subdélégation de signature en matière d'activités de niveau départemental – Calvados de M. Olivier MORZELLE, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) pour la région Normandie
- vu la demande formulée en date du 21 février 2023 par le Groupe Ornithologique Normand

Considérant que l'acquisition de connaissance sur les oiseaux au moyen d'inventaires visuels est nécessaire pour l'actualisation de l'inventaire du patrimoine naturel du département du Calvados

Considérant que ces inventaires ont été confiés au Groupe Ornithologique Normand par la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) de Normandie

Sur proposition du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie

## ARRÊTE

### Article 1er

Mesdames et messieurs Jean BARBE, Alain BRODIN, Gunter DE SMET, Alexandrine DELASALLE, Didier DESVAUX, Maryse FUCHS, Philippe GACHET, Martial MULLER, Jean-Marc SAVIGNY et Anaïs WION, membres du Groupe Ornithologique Normand, sont autorisés, aux fins de prospections et d'inventaires scientifiques, à pénétrer sur les propriétés non closes des 18 communes du Calvados listées en annexe et, de ce fait, à franchir clôtures et obstacles qui pourraient entraver leurs opérations.

### Article 2

Le présent arrêté est valable à compter de sa date de signature jusqu'au 31 décembre 2023. Conformément à l'article 8 de la loi du 29 décembre 1892, il est périmé de plein droit s'il n'est pas suivi d'exécution dans les six mois à compter de sa signature.

### Article 3

Pendant toute l'opération, les personnes autorisées devront être en mesure de présenter, à toute réquisition, une copie de cet arrêté.

### Article 4

Le présent arrêté sera affiché immédiatement dans les mairies des 18 communes du département du Calvados listées en annexe.  
L'exécution des travaux débutera, au plus tôt, 10 jours après l'affichage de l'arrêté en mairie.

### Article 5

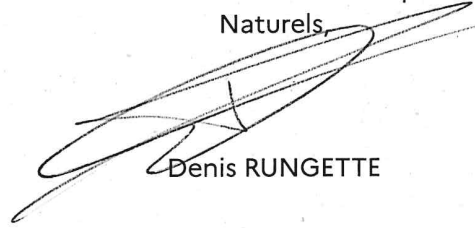
L'arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture du Calvados.  
Il peut faire l'objet d'un recours contentieux introduit devant le tribunal administratif de Caen dans les deux mois à compter de sa réception. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application Télérecours citoyens, accessible par le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)  
Il peut également, dans ce délai, faire l'objet d'un recours gracieux auprès de son auteur ou d'un recours hiérarchique auprès du Ministre de l'Intérieur. Cette démarche interrompt le délai de recours contentieux qui doit être introduit dans un délai de deux mois suivant la décision explicite ou implicite de l'autorité compétente (le silence de l'administration vaut décision implicite de rejet à l'issue de ce délai). En cas d'exercice successif d'un recours gracieux puis d'un recours hiérarchique, ce délai de deux mois n'est reporté qu'une fois.

### Article 6

Le secrétaire général de la préfecture du Calvados, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie, le commandant du groupement de gendarmerie du Calvados, le directeur régional Normandie de l'Office Français de la Biodiversité ainsi que les maires des communes du département du Calvados listées en annexe sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Caen, le 2 mars 2023

Pour le préfet du Calvados,  
le directeur régional et par  
subdélégation, le chef du Bureau  
de la Biodiversité et des Espaces  
Naturels,

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'D. Rungette', written over a horizontal line.

Denis RUNGETTE

## ANNEXE

<b>COMMUNES</b>	<b>CODE INSEE</b>
ARGENCES	14020
BENOUVILLE	14060
BONNEVILLE-LA-LOUVET	14085
BONS-TASSILLY	14088
GONNEVILLE-EN-AUGE	14036
GRANCAMP-MAISY	14312
LE MANOIR	14400
LIVAROT-PAYS-D'AUGE	14371
NORREY-EN-AUGE	14469
NOUES-DE-SIENNE	14658
SAINT-ARNOULT	14557
SAINT-DENIS-DE-MÉRÉ	14572
SAINT-GERMAIN-LANGOT	14588
SAINT-PAUL-DU-VERNAY	14643
SAINT-PIERRE-EN-AUGE	14664
SAINTE-CROIX-SUR-MER	14569
SOULEUVRE-EN-BOCAGE	14061
VAL-DE-DROME	14672

Préfecture du Calvados

14-2023-03-07-00007

AP abrogation suspension PF MONDEVILLAISES



**PRÉFET  
DU CALVADOS**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de la citoyenneté et des  
collectivités locales  
Bureau de la réglementation, des  
associations et des élections**

**Arrêté préfectoral N° DCL-BRAE-23-018 portant abrogation de la suspension temporaire de l'habilitation de la SARL Pompes Funèbres Mondevillaises sise 17 A rue Chapron – 14120 MONDEVILLE (SIRET 518 455 290 00024)**

**Le préfet du Calvados  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2223-23 et suivants, R 2213-8-1 et R 2223-24 et suivants ;

**VU** le code des relations entre le public et l'administration, et notamment les articles L 242-1 et suivants ;

**VU** l'arrêté DCL-BRAE-18-026 du 13 juin 2018 renouvelant l'habilitation de la SARL Pompes Funèbres Mondevillaises sise 17 A rue Chapron – 14120 MONDEVILLE ;

**VU** l'arrêté rectificatif DCL-BRAE-22-054 du 17 octobre 2022 portant renouvellement de l'habilitation de la SARL Pompes Funèbres Mondevillaises sise 17 A rue Chapron – 14120 MONDEVILLE ;

**VU** l'arrêté DCL-BRAE-23-004 portant suspension temporaire de l'habilitation de la SARL Pompes Funèbres Mondevillaises sise 17 A rue Chapron – 14120 MONDEVILLE (SIRET 518 455 290 00024) ;

**VU** la demande de modification d'habilitation formulée par la société FUNE SPHERE représentant les intérêts de la SAS ANEMONE 14 sise 2 avenue de Paris – 14000 CAEN (SIRET 533 775 524 00028) en date du 10 février 2023 ;

**Considérant** le rachat de la totalité du capital de la SARL Pompes Funèbres Mondevillaises par la SAS ANEMONE 14 en date du 17 janvier 2023 ;

**Considérant** la démission de Madame Sylvie BARBIER en sa qualité de gérante de la SARL Pompes Funèbres Mondevillaises et la désignation par la SAS ANEMONE 14 de Monsieur Christophe NAIL en qualité de nouveau gérant ;

**Considérant** que le dossier de demande de modification de l'habilitation est complet en date du 07/03/2023 ;

**Sur** proposition de la secrétaire générale de la préfecture du département du Calvados ;

## **ARRETE**

**Article 1** – L'arrêté préfectoral DCL-BRAE-23-004 portant suspension temporaire de l'habilitation de la SARL Pompes Funèbres Mondevillaises sise 17 A rue Chapron – 14120 MONDEVILLE (SIRET 518 455 290 00024) est abrogé ;

**Article 2** – En application de l'article R 2223-65 du code général des collectivités territoriales, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Calvados.

**Article 3** – Un recours contentieux contre cet arrêté peut être introduit auprès du tribunal administratif de Caen dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Dans ce même délai, un recours gracieux ou hiérarchique qui interrompt le recours contentieux pourra être exercé. Le délai du recours contentieux, prorogé par l'exercice de ces recours administratifs, ne recommence à courir à l'égard de la décision initiale que lorsqu'ils ont été l'un et l'autre rejetés. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 4** – La secrétaire générale de la préfecture du département du Calvados est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SAS ANEMONE 14, en lettre recommandée avec accusé réception.

Fait à CAEN, le 7 mars 2023

Pour le préfet et par délégation,  
La secrétaire générale

  
Florence BESSY

Copie du présent arrêté est adressée à :

- Mme le Maire de Mondeville



Préfecture du Calvados

14-2023-03-07-00008

AP abrogation suspension PF MONDEVILLAISES

**Arrêté préfectoral N° DCL-BRAE-23-019 portant abrogation de la suspension temporaire de l'habilitation de la SAS Marbrerie Pompes Funèbres de Vaucelles sise 3 rue Eustache Restout – 14000 CAEN (siège de l'entreprise – SIRET 440 185 882 000 14) et de l'établissement Marbrerie Pompes Funèbres Barbier sise 19 route d'Harcourt – 14123 FLEURY SUR ORNE (SIRET 440 185 882 000 48)**

**Le préfet du Calvados  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2223-23 et suivants, R 2213-8-1 et R 2223-24 et suivants ;

**VU** le code des relations entre le public et l'administration, et notamment les articles L 242-1 et suivants ;

**VU** l'arrêté DCL-BRAE-036 du 1<sup>er</sup> août 2022 renouvelant l'habilitation de la SAS Pompes Funèbres de Vaucelles sise 3 rue Eustache Restout – 14000 CAEN ;

**VU** l'arrêté rectificatif DCL-BRAE-057 du 17 octobre 2022 portant habilitation de l'établissement Marbrerie Pompes Funèbres Barbier sise 19 route d'Harcourt – 14123 FLEURY SUR ORNE

**VU** l'arrêté DCL-BRAE-22-093 de suspension temporaire de l'habilitation de la SAS Marbrerie Pompes Funèbres de Vaucelles sise 3 rue Eustache Restout – 14000 CAEN (siège de l'entreprise – SIRET 440 185 882 000 14) et de l'établissement Marbrerie Pompes Funèbres Barbier sise 19 route d'Harcourt – 14123 FLEURY SUR ORNE (SIRET 440 185 882 000 48) ;

**VU** la demande de modification d'habilitation formulée par la société FUNE SPHERE représentant les intérêts de la SAS ANEMONE 14 sise 2 avenue de Paris – 14000 CAEN (SIRET 533 775 524 00028) en date du 10 février 2023 ;

**Considérant** le rachat de la totalité du capital de la SAS Marbrerie Pompes Funèbres de Vaucelles et de son établissement secondaire Marbrerie Pompes Funèbres Barbier par la SAS ANEMONE 14 en date du 17 janvier 2023 ;

**Considérant** la démission de Monsieur Gilles BARBIER en sa qualité de président de la SAS Marbrerie Pompes Funèbres de Vaucelles et de son établissement secondaire Marbrerie Pompes Funèbres Barbier et la désignation par la SAS ANEMONE 14 de la société FUNE SPHERE en qualité de nouvelle présidente ;

**Considérant** que le dossier de demande de modification de l'habilitation est complet en date du 07/03/2023 ;

**Sur** proposition de la secrétaire générale de la préfecture du département du Calvados ;

## ARRETE

**Article 1** – L'arrêté préfectoral DCL-BRAE-22-093 de suspension temporaire de l'habilitation de la SAS Marbrerie Pompes Funèbres de Vaucelles sise 3 rue Eustache Restout – 14000 CAEN (siège de l'entreprise – SIRET 440 185 882 000 14) et de l'établissement Marbrerie Pompes Funèbres Barbier sise 19 route d'Harcourt – 14123 FLEURY SUR ORNE (SIRET 440 185 882 000 48) est abrogé ;

**Article 2** – En application de l'article R 2223-65 du code général des collectivités territoriales, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Calvados.

**Article 3** – Un recours contentieux contre cet arrêté peut être introduit auprès du tribunal administratif de Caen dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Dans ce même délai, un recours gracieux ou hiérarchique qui interrompt le recours contentieux pourra être exercé. Le délai du recours contentieux, prorogé par l'exercice de ces recours administratifs, ne recommence à courir à l'égard de la décision initiale que lorsqu'ils ont été l'un et l'autre rejetés. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 4** – La secrétaire générale de la préfecture du département du Calvados est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SAS ANEMONE 14, en lettre recommandée avec accusé réception.

Fait à CAEN, le 7 mars 2023

Pour le préfet et par délégation,  
La secrétaire générale

  
Florence BESSY

Copie du présent arrêté est adressée à :

- Mme le Maire de Mondeville

Préfecture du Calvados

14-2023-03-07-00006

AP modification habilitation MPF BARBIER



n° DCL-BRAE-23-023

**Arrêté portant modification d'une habilitation dans le domaine funéraire**

**Le préfet du Calvados,  
chevalier de l'ordre national du Mérite,**

**VU** la loi n° 2008-1350 du 19 décembre 2008 relative à la législation funéraire ;

**VU** la loi n° 2022-1089 du 30 juillet 2022 mettant fin aux régimes d'exception créés pour lutter contre l'épidémie liée à la COVID-19 ;

**VU** le code général des collectivités territoriales, et en particulier l'article L. 2223-23 et suivants ;

**VU** le décret n° 2000-318 du 07 avril 2000 relatif aux modalités et à la durée de l'habilitation dans le domaine funéraire ;

**VU** le décret n° 2012-608 du 30 avril 2012 relatif aux diplômes dans le domaine funéraire ;

**VU** le décret n° 2020-648 du 27 mai 2020 modifiant le contenu et les modalités de délivrance des diplômes pour certaines professions du secteur funéraire ;

**VU** le décret n° 2020-917 du 28 juillet 2020 relatif à la durée de l'habilitation dans le secteur funéraire et à la housse mortuaire ;

**VU** l'arrêté rectificatif n° DCL/BRAE/22-057 en date du 17 octobre 2022 ;

**VU** la demande de modification d'habilitation formulée par **Monsieur Christophe NAIL**, représentant légal de la "**SAS FUNESPHÈRE**" dont le siège social est situé à Laigne en Belin pour l'établissement secondaire **MARBRERIE POMPES FUNEBRES BARBIER** situé à FLEURY SUR ORNE (14), identifiant SIRET n° 440 185 882 00048 en date du 07 mars 2023 portant sur le changement de gérance et de sous-traitance concernant la fourniture de personnel ;

**CONSIDÉRANT** que le dossier déposé par **M Christophe NAIL** est complet ;

**SUR PROPOSITION** de la secrétaire générale de la Préfecture du Calvados ;

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1er** : L'établissement secondaire **MARBRERIE POMPES FUNEBRES BARBIER** situé 19 route Eustache d'Harcourt à FLEURY SUR ORNE (14) est habilité à exercer sur l'ensemble du territoire national, les activités funéraires suivantes :

- Transport des corps avant et après mise en bière (sous-traitance avec l'établissement SAS ANEMONE 14 habilité sous le n° 20-14-0108)
- Organisation des obsèques
- Soins de conservation définis à l'article L.2223-19-1 (sous-traitance avec l'établissement LENJALLEY VINCENT HYGIÈNE FUNÉRAIRE habilité sous le n° 18-14-0017)
- Fourniture des housses, des cercueils, et de leurs accessoires intérieurs et extérieurs ainsi que des urnes cinéraires
- Gestion et utilisation des chambres funéraires
- Fourniture de corbillards et de voitures de deuil
- Fourniture de personnel et des objets et prestations nécessaires aux obsèques, inhumations, exhumations et crémations, à l'exception des plaques funéraires, emblèmes religieux, fleur, travaux divers d'imprimerie et de la marbrerie funéraire (sous traitance avec l'établissement SAS ANEMONE 14 habilité sous le n° 20-14-0108) ;

**ARTICLE 2** : Cet établissement est habilité sous le **numéro national 18-14-0028** par le référentiel des opérateurs funéraires (ROF) ;

**ARTICLE 3** : La durée de la présente habilitation est maintenue en tous points jusqu'au **01 octobre 2024** ;

**ARTICLE 4** : La demande de renouvellement de l'habilitation devra être transmise à la Préfecture du Calvados, accompagnée des pièces requises, dans un délai de **DEUX MOIS avant l'expiration** de l'habilitation détenue ;

**ARTICLE 5** : Tout changement dans les informations contenues dans l'habilitation devra être déclaré dans un délai de deux mois, y compris tout changement de personnel ;

**ARTICLE 6** : L'habilitation peut être suspendue pour une durée maximum d'un an ou retirée, après mise en demeure, pour les motifs suivants :

- non-respect des conditions auxquelles était soumise sa délivrance,
- non-respect du règlement national des pompes funèbres,
- non exercice ou cessation d'exercice des activités au titre desquelles elle a été délivrée,
- atteinte à l'ordre public ou danger ;

**ARTICLE 8** : La secrétaire générale de la Préfecture du Calvados est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Fait à Caen, le 07 mars 2023

Pour le Préfet, et par délégation,  
la Secrétaire générale,



Florence BESSY

*Voies et délais de recours – Conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Caen dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique «Télérecours citoyens» accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)*

Bureau de la réglementation, des associations et des élections  
rue Daniel Huet - 14038 CAEN Cedex 09  
02 31 30 63 24 ou 63 09  
pref-funeraire@calvados.gouv.fr

## ANNEXE à l'arrêté d'habilitation - Textes de référence

### **Article L. 2223-25 du Code Général des Collectivités Territoriales**

Version en vigueur depuis le 23 février 2022 - Modifié par LOI n° 2022-217 du 21 février 2022 - art. 237 (V)

I.- L'habilitation prévue à l'article L. 2223-23 peut être suspendue pour une durée maximum d'un an ou retirée, après mise en demeure, par le représentant de l'Etat dans le département où les faits auront été constatés, pour les motifs suivants :

1° Non-respect des dispositions du présent code auxquelles sont soumises les régies, entreprises ou associations habilitées conformément à l'article L. 2223-23 ;

2° Abrogé

3° Non-exercice des activités au titre desquelles elle a été délivrée ;

4° Atteinte à l'ordre public ou danger pour la salubrité publique.

Dans le cas d'un délégataire, le retrait de l'habilitation entraîne la déchéance des délégations.

II.-En cas de cessation d'exercice des activités au titre desquelles l'habilitation prévue à l'article L. 2223-23 a été délivrée, le représentant de l'Etat dans le département met fin à cette habilitation.

### **Article L. 2223-23 du Code Général des Collectivités Territoriales**

Version en vigueur depuis le 24 mars 2011 - Modifié par LOI n° 2011-302 du 22 mars 2011 - art. 6

Les régies, les entreprises ou les associations et chacun de leurs établissements qui, habituellement, sous leur marque ou non, fournissent aux familles des prestations énumérées à l'article L. 2223-19 ou définissent cette fourniture ou assurent l'organisation des funérailles doivent être habilités à cet effet selon des modalités et une durée prévues par décret en Conseil d'Etat.

Pour accorder cette habilitation, le représentant de l'Etat dans le département s'assure :

1° Des conditions requises des dirigeants telles que définies à l'article L. 2223-24 ;

2° De conditions minimales de capacité professionnelle du dirigeant et des agents. Dans le cas d'une régie non dotée de la personnalité morale et de l'autonomie financière, seuls les personnels de la régie doivent justifier de cette capacité professionnelle ;

3° De la conformité des installations techniques à des prescriptions fixées par décret ;

4° De la régularité de la situation du bénéficiaire au regard des impositions de toute nature et des cotisations sociales ;

5° De la conformité des véhicules à des prescriptions fixées par décret.

L'habilitation est valable sur l'ensemble du territoire national.

Le contrôle de la conformité aux prescriptions mentionnées aux 3° et 5° est assuré par des organismes accrédités dans des conditions fixées par décret.

### **Article R. 2223-63 du Code Général des Collectivités Territoriales**

Version en vigueur depuis le 09 avril 2000

Tout changement dans les indications prévues à l'article R. 2223-57 doit être déclaré dans un délai de deux mois au préfet qui a délivré l'habilitation.

### **Article R. 2223-57 du Code Général des Collectivités Territoriales**

Version en vigueur depuis le 01 novembre 2021 - Modifié par Décret n° 2021-631 du 21 mai 2021 - art. 7

La demande d'habilitation comprend :

1° Une déclaration indiquant la dénomination de la régie, de l'entreprise, de l'association ou de l'établissement, sa forme juridique, son activité, son siège ainsi que l'état civil, le domicile et la qualité du représentant légal et du responsable de l'établissement et, le numéro unique d'identification et le numéro interne de classement, ou lorsque le demandeur sollicite l'application de l'article L. 2223-47, une attestation certifiant qu'il remplit la condition prévue au 1° de cet article ;

2° La liste des activités exploitées par la régie, l'entreprise, l'association ou l'établissement pour lesquelles l'habilitation est sollicitée ;

3° Les justifications attestant la régularité de la situation de la régie, de l'entreprise, de l'association ou de l'établissement en ce qui concerne les impositions de toute nature et les cotisations sociales ;

4° Les attestations justifiant que le dirigeant et les agents de la régie, de l'entreprise, de l'association ou de l'établissement répondent aux conditions minimales de capacité professionnelle fixées par le 2° de l'article L. 2223-23 ou aux conditions d'exercice professionnel, d'expérience professionnelle, de formation préalable ou de qualifications professionnelles fixées par les articles L. 2223-47 à L. 2223-51 ;

5° L'état à jour du personnel employé par la régie, l'entreprise, l'association ou l'établissement.





Préfecture du Calvados

14-2023-03-07-00004

AP modification habilitation PF  
MONDEVILLAISES



n° DCL-BRAE-23-021

**Arrêté portant modification d' une habilitation dans le domaine funéraire**

**Le préfet du Calvados,  
chevalier de l'ordre national du Mérite,**

**VU** la loi n° 2008-1350 du 19 décembre 2008 relative à la législation funéraire ;

**VU** la loi n° 2022-1089 du 30 juillet 2022 mettant fin aux régimes d'exception créés pour lutter contre l'épidémie liée à la COVID-19 ;

**VU** le code général des collectivités territoriales, et en particulier l'article L. 2223-23 et suivants ;

**VU** le décret n° 2000-318 du 07 avril 2000 relatif aux modalités et à la durée de l'habilitation dans le domaine funéraire ;

**VU** le décret n° 2012-608 du 30 avril 2012 relatif aux diplômes dans le domaine funéraire ;

**VU** le décret n° 2020-648 du 27 mai 2020 modifiant le contenu et les modalités de délivrance des diplômes pour certaines professions du secteur funéraire ;

**VU** le décret n° 2020-917 du 28 juillet 2020 relatif à la durée de l'habilitation dans le secteur funéraire et à la housse mortuaire ;

**VU** l'arrêté n° DCL/BRAE/22-054 en date du 17 octobre 2022 ;

**VU** la demande de modification d'habilitation formulée par **Monsieur Christophe NAIL**, représentant légal de l'établissement **POMPES FUNEBRES MONDEVILLAISES** situé à MONDEVILLE (14), identifiant SIRET n° 518 455 290 en date du 07 mars 2023 et portant sur le changement de gérance ;

**CONSIDÉRANT** que le dossier déposé par **M Christophe NAIL** est complet ;

**SUR PROPOSITION** de la secrétaire générale de la Préfecture du Calvados ;

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1er** : L'établissement **POMPES FUNEBRES MONDEVILLAISES** situé 17A rue Chapron à MONDEVILLE (14) est habilité à exercer sur l'ensemble du territoire national, les activités funéraires suivantes :

- Transport des corps avant et après mise en bière (sous traitance avec l'établissement SAS ANEMONE 14 habilité sous le n° 20-14-0108)
- Organisation des obsèques
- Soins de conservation définis à l'article L.2223-19-1 (sous-traitance avec l'établissement LENJALLEY VINCENT HYGIÈNE FUNÉRAIRE habilité sous le n° 18-14-0017)
- Fourniture des housses, des cercueils, et de leurs accessoires intérieurs et extérieurs ainsi que des urnes cinéraires
- Gestion et utilisation des chambres funéraires
- Fourniture de corbillards et de voitures de deuil
- Fourniture de personnel et des objets et prestations nécessaires aux obsèques, inhumations, exhumations et crémations, à l'exception des plaques funéraires, emblèmes religieux, fleur, travaux divers d'imprimerie et de la marbrerie funéraire (sous traitance avec l'établissement SAS ANEMONE 14 habilité sous le n° 20-14-0108) ;

**ARTICLE 2** : Cet établissement est habilité sous le **numéro national 18-14-0036** par le référentiel des opérateurs funéraires (ROF) ;

**ARTICLE 3** : La durée de la présente habilitation est maintenue en tous points jusqu'au **13 juin 2024** ;

**ARTICLE 4** : La demande de renouvellement de l'habilitation devra être transmise à la Préfecture du Calvados, accompagnée des pièces requises, dans un délai de **DEUX MOIS avant l'expiration** de l'habilitation détenue ;

**ARTICLE 5** : Tout changement dans les informations contenues dans l'habilitation devra être déclaré dans un délai de deux mois, y compris tout changement de personnel ;

**ARTICLE 6** : L'habilitation peut être suspendue pour une durée maximum d'un an ou retirée, après mise en demeure, pour les motifs suivants :

- non-respect des conditions auxquelles était soumise sa délivrance,
- non-respect du règlement national des pompes funèbres,
- non exercice ou cessation d'exercice des activités au titre desquelles elle a été délivrée,
- atteinte à l'ordre public ou danger ;

**ARTICLE 8** : La secrétaire générale de la Préfecture du Calvados est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Fait à Caen, le 07 mars 2023

Pour le Préfet, et par délégation,  
la Secrétaire générale,



Florence BESSY

*Voies et délais de recours – Conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Caen dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique «Télérecours citoyens» accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)*

Bureau de la réglementation, des associations et des élections  
rue Daniel Huet - 14038 CAEN Cedex 09  
02 31 30 63 24 ou 63 09  
pref-funeraire@calvados.gouv.fr

## ANNEXE à l'arrêté d'habilitation - Textes de référence

### **Article L. 2223-25 du Code Général des Collectivités Territoriales**

Version en vigueur depuis le 23 février 2022 - Modifié par LOI n° 2022-217 du 21 février 2022 - art. 237 (V)

I.- L'habilitation prévue à l'article L. 2223-23 peut être suspendue pour une durée maximum d'un an ou retirée, après mise en demeure, par le représentant de l'Etat dans le département où les faits auront été constatés, pour les motifs suivants :

1° Non-respect des dispositions du présent code auxquelles sont soumises les régies, entreprises ou associations habilitées conformément à l'article L. 2223-23 ;

2° Abrogé

3° Non-exercice des activités au titre desquelles elle a été délivrée ;

4° Atteinte à l'ordre public ou danger pour la salubrité publique.

Dans le cas d'un délégataire, le retrait de l'habilitation entraîne la déchéance des délégations.

II.- En cas de cessation d'exercice des activités au titre desquelles l'habilitation prévue à l'article L. 2223-23 a été délivrée, le représentant de l'Etat dans le département met fin à cette habilitation.

### **Article L. 2223-23 du Code Général des Collectivités Territoriales**

Version en vigueur depuis le 24 mars 2011 - Modifié par LOI n° 2011-302 du 22 mars 2011 - art. 6

Les régies, les entreprises ou les associations et chacun de leurs établissements qui, habituellement, sous leur marque ou non, fournissent aux familles des prestations énumérées à l'article L. 2223-19 ou définissent cette fourniture ou assurent l'organisation des funérailles doivent être habilités à cet effet selon des modalités et une durée prévues par décret en Conseil d'Etat.

Pour accorder cette habilitation, le représentant de l'Etat dans le département s'assure :

1° Des conditions requises des dirigeants telles que définies à l'article L. 2223-24 ;

2° De conditions minimales de capacité professionnelle du dirigeant et des agents. Dans le cas d'une régie non dotée de la personnalité morale et de l'autonomie financière, seuls les personnels de la régie doivent justifier de cette capacité professionnelle ;

3° De la conformité des installations techniques à des prescriptions fixées par décret ;

4° De la régularité de la situation du bénéficiaire au regard des impositions de toute nature et des cotisations sociales ;

5° De la conformité des véhicules à des prescriptions fixées par décret.

L'habilitation est valable sur l'ensemble du territoire national.

Le contrôle de la conformité aux prescriptions mentionnées aux 3° et 5° est assuré par des organismes accrédités dans des conditions fixées par décret.

### **Article R. 2223-63 du Code Général des Collectivités Territoriales**

Version en vigueur depuis le 09 avril 2000

Tout changement dans les indications prévues à l'article R. 2223-57 doit être déclaré dans un délai de deux mois au préfet qui a délivré l'habilitation.

### **Article R. 2223-57 du Code Général des Collectivités Territoriales**

Version en vigueur depuis le 01 novembre 2021 - Modifié par Décret n° 2021-631 du 21 mai 2021 - art. 7

La demande d'habilitation comprend :

1° Une déclaration indiquant la dénomination de la régie, de l'entreprise, de l'association ou de l'établissement, sa forme juridique, son activité, son siège ainsi que l'état civil, le domicile et la qualité du représentant légal et du responsable de l'établissement et, le numéro unique d'identification et le numéro interne de classement, ou lorsque le demandeur sollicite l'application de l'article L. 2223-47, une attestation certifiant qu'il remplit la condition prévue au 1° de cet article ;

2° La liste des activités exploitées par la régie, l'entreprise, l'association ou l'établissement pour lesquelles l'habilitation est sollicitée ;

3° Les justifications attestant la régularité de la situation de la régie, de l'entreprise, de l'association ou de l'établissement en ce qui concerne les impositions de toute nature et les cotisations sociales ;

4° Les attestations justifiant que le dirigeant et les agents de la régie, de l'entreprise, de l'association ou de l'établissement répondent aux conditions minimales de capacité professionnelle fixées par le 2° de l'article L. 2223-23 ou aux conditions d'exercice professionnel, d'expérience professionnelle, de formation préalable ou de qualifications professionnelles fixées par les articles L. 2223-47 à L. 2223-51 ;

5° L'état à jour du personnel employé par la régie, l'entreprise, l'association ou l'établissement.



Préfecture du Calvados

14-2023-03-07-00005

AP modification habilitation PF VAUCELLES

n° DCL-BRAE-23-022

## **Arrêté portant modification d'une habilitation dans le domaine funéraire**

**Le préfet du Calvados,  
chevalier de l'ordre national du Mérite,**

**VU** la loi n° 2008-1350 du 19 décembre 2008 relative à la législation funéraire ;

**VU** la loi n° 2022-1089 du 30 juillet 2022 mettant fin aux régimes d'exception créés pour lutter contre l'épidémie liée à la COVID-19 ;

**VU** le code général des collectivités territoriales, et en particulier l'article L. 2223-23 et suivants ;

**VU** le décret n° 2000-318 du 07 avril 2000 relatif aux modalités et à la durée de l'habilitation dans le domaine funéraire ;

**VU** le décret n° 2012-608 du 30 avril 2012 relatif aux diplômes dans le domaine funéraire ;

**VU** le décret n° 2020-648 du 27 mai 2020 modifiant le contenu et les modalités de délivrance des diplômes pour certaines professions du secteur funéraire ;

**VU** le décret n° 2020-917 du 28 juillet 2020 relatif à la durée de l'habilitation dans le secteur funéraire et à la housse mortuaire ;

**VU** l'arrêté n° DCL/BRAE/22-036 en date du 1<sup>er</sup> août 2022 ;

**VU** la demande de modification d'habilitation formulée par **Monsieur Christophe NAIL**, représentant légal de la "**SAS FUNESPHÈRE**" dont le siège social est situé à Laigne en Belin pour l'établissement **MARBRERIE POMPES FUNEBRES DE VAUCELLES** situé à CAEN (14), identifiant SIRET n° 440 185 882 00014 en date du 07 mars 2023 portant sur le changement de gérance et de sous-traitance concernant la fourniture de personnel ;

**CONSIDÉRANT** que le dossier déposé par **M Christophe NAIL** est complet ;

**SUR PROPOSITION** de la secrétaire générale de la Préfecture du Calvados ;

### **ARRÊTE**

**ARTICLE 1er** : L'établissement **MARBRERIE POMPES FUNEBRES DE VAUCELLES** situé 3 rue Eustache Restout à CAEN (14) est habilité à exercer sur l'ensemble du territoire national, les activités funéraires suivantes :

- Transport des corps avant et après mise en bière (sous-traitance avec l'établissement SAS ANEMONE 14 habilité sous le n° 20-14-0108)
- Organisation des obsèques
- Soins de conservation définis à l'article L.2223-19-1 (sous-traitance avec l'établissement LENJALLEY VINCENT HYGIÈNE FUNÉRAIRE habilité sous le n° 18-14-0017)
- Fourniture des housses, des cercueils, et de leurs accessoires intérieurs et extérieurs ainsi que des urnes cinéraires
- Gestion et utilisation des chambres funéraires
- Fourniture de corbillards et de voitures de deuil
- Fourniture de personnel et des objets et prestations nécessaires aux obsèques, inhumations, exhumations et crémations, à l'exception des plaques funéraires, emblèmes religieux, fleur, travaux divers d'imprimerie et de la marbrerie funéraire (sous traitance avec l'établissement SAS ANEMONE 14 habilité sous le n° 20-14-0108) ;

**ARTICLE 2** : Cet établissement est habilité sous le **numéro national 22-14-0018** par le référentiel des opérateurs funéraires (ROF) ;

**ARTICLE 3** : La durée de la présente habilitation est maintenue en tous points jusqu'au **08 juin 2027** ;

**ARTICLE 4** : La demande de renouvellement de l'habilitation devra être transmise à la Préfecture du Calvados, accompagnée des pièces requises, dans un délai de **DEUX MOIS avant l'expiration** de l'habilitation détenue ;

**ARTICLE 5** : Tout changement dans les informations contenues dans l'habilitation devra être déclaré dans un délai de deux mois, y compris tout changement de personnel ;

**ARTICLE 6** : L'habilitation peut être suspendue pour une durée maximum d'un an ou retirée, après mise en demeure, pour les motifs suivants :

- non-respect des conditions auxquelles était soumise sa délivrance,
- non-respect du règlement national des pompes funèbres,
- non exercice ou cessation d'exercice des activités au titre desquelles elle a été délivrée,
- atteinte à l'ordre public ou danger ;

**ARTICLE 8** : La secrétaire générale de la Préfecture du Calvados est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Fait à Caen, le 07 mars 2023

Pour le Préfet, et par délégation,  
la Secrétaire générale,



Florence BESSY

*Voies et délais de recours – Conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Caen dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique «Télérecours citoyens» accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)*

Bureau de la réglementation, des associations et des élections  
rue Daniel Huet - 14038 CAEN Cedex 09  
02 31 30 63 24 ou 63 09  
[pref-funeraire@calvados.gouv.fr](mailto:pref-funeraire@calvados.gouv.fr)



## ANNEXE à l'arrêté d'habilitation - Textes de référence

### Article L. 2223-25 du Code Général des Collectivités Territoriales

Version en vigueur depuis le 23 février 2022 - Modifié par LOI n° 2022-217 du 21 février 2022 - art. 237 (V)

I.- L'habilitation prévue à l'article L. 2223-23 peut être suspendue pour une durée maximum d'un an ou retirée, après mise en demeure, par le représentant de l'Etat dans le département où les faits auront été constatés, pour les motifs suivants :

1° Non-respect des dispositions du présent code auxquelles sont soumises les régies, entreprises ou associations habilitées conformément à l'article L. 2223-23 ;

2° Abrogé

3° Non-exercice des activités au titre desquelles elle a été délivrée ;

4° Atteinte à l'ordre public ou danger pour la salubrité publique.

Dans le cas d'un délégataire, le retrait de l'habilitation entraîne la déchéance des délégations.

II.- En cas de cessation d'exercice des activités au titre desquelles l'habilitation prévue à l'article L. 2223-23 a été délivrée, le représentant de l'Etat dans le département met fin à cette habilitation.

### Article L. 2223-23 du Code Général des Collectivités Territoriales

Version en vigueur depuis le 24 mars 2011 - Modifié par LOI n° 2011-302 du 22 mars 2011 - art. 6

Les régies, les entreprises ou les associations et chacun de leurs établissements qui, habituellement, sous leur marque ou non, fournissent aux familles des prestations énumérées à l'article L. 2223-19 ou définissent cette fourniture ou assurent l'organisation des funérailles doivent être habilités à cet effet selon des modalités et une durée prévues par décret en Conseil d'Etat.

Pour accorder cette habilitation, le représentant de l'Etat dans le département s'assure :

1° Des conditions requises des dirigeants telles que définies à l'article L. 2223-24 ;

2° De conditions minimales de capacité professionnelle du dirigeant et des agents. Dans le cas d'une régie non dotée de la personnalité morale et de l'autonomie financière, seuls les personnels de la régie doivent justifier de cette capacité professionnelle ;

3° De la conformité des installations techniques à des prescriptions fixées par décret ;

4° De la régularité de la situation du bénéficiaire au regard des impositions de toute nature et des cotisations sociales ;

5° De la conformité des véhicules à des prescriptions fixées par décret.

L'habilitation est valable sur l'ensemble du territoire national.

Le contrôle de la conformité aux prescriptions mentionnées aux 3° et 5° est assuré par des organismes accrédités dans des conditions fixées par décret.

### Article R. 2223-63 du Code Général des Collectivités Territoriales

Version en vigueur depuis le 09 avril 2000

Tout changement dans les indications prévues à l'article R. 2223-57 doit être déclaré dans un délai de deux mois au préfet qui a délivré l'habilitation.

### Article R. 2223-57 du Code Général des Collectivités Territoriales

Version en vigueur depuis le 01 novembre 2021 - Modifié par Décret n° 2021-631 du 21 mai 2021 - art. 7

La demande d'habilitation comprend :

1° Une déclaration indiquant la dénomination de la régie, de l'entreprise, de l'association ou de l'établissement, sa forme juridique, son activité, son siège ainsi que l'état civil, le domicile et la qualité du représentant légal et du responsable de l'établissement et, le numéro unique d'identification et le numéro interne de classement, ou lorsque le demandeur sollicite l'application de l'article L. 2223-47, une attestation certifiant qu'il remplit la condition prévue au 1° de cet article ;

2° La liste des activités exploitées par la régie, l'entreprise, l'association ou l'établissement pour lesquelles l'habilitation est sollicitée ;

3° Les justifications attestant la régularité de la situation de la régie, de l'entreprise, de l'association ou de l'établissement en ce qui concerne les impositions de toute nature et les cotisations sociales ;

4° Les attestations justifiant que le dirigeant et les agents de la régie, de l'entreprise, de l'association ou de l'établissement répondent aux conditions minimales de capacité professionnelle fixées par le 2° de l'article L. 2223-23 ou aux conditions d'exercice professionnel, d'expérience professionnelle, de formation préalable ou de qualifications professionnelles fixées par les articles L. 2223-47 à L. 2223-51 ;

5° L'état à jour du personnel employé par la régie, l'entreprise, l'association ou l'établissement.



Préfecture du Calvados

14-2023-03-07-00001

Arrêté d'habilitation funéraire pour les PF  
PLESSIS A&G à Carpiquet



n° DCL-BRAE-23-020

### **Arrêté portant habilitation dans le domaine funéraire**

**Le préfet du Calvados,  
chevalier de l'ordre national du Mérite,**

**VU** la loi n° 2008-1350 du 19 décembre 2008 relative à la législation funéraire ;

**VU** la loi n° 2022-1089 du 30 juillet 2022 mettant fin aux régimes d'exception créés pour lutter contre l'épidémie liée à la COVID-19 ;

**VU** le code général des collectivités territoriales, et en particulier l'article L. 2223-23 et suivants ;

**VU** le décret n° 2000-318 du 07 avril 2000 relatif aux modalités et à la durée de l'habilitation dans le domaine funéraire ;

**VU** le décret n° 2012-608 du 30 avril 2012 relatif aux diplômes dans le domaine funéraire ;

**VU** le décret n° 2020-648 du 27 mai 2020 modifiant le contenu et les modalités de délivrance des diplômes pour certaines professions du secteur funéraire ;

**VU** le décret n° 2020-917 du 28 juillet 2020 relatif à la durée de l'habilitation dans le secteur funéraire et à la housse mortuaire ;

**VU** la demande d'habilitation formulée par **Monsieur Gilbert PLESSIS**, représentant légal de la **SARL PLESSIS A&G** pour l'établissement **MARBRERIE PLESSIS** situé à **CARPIQUET (14650)**, identifiant SIRET n° 343 150 066 00094 ;

**CONSIDÉRANT** que le dossier déposé par **Monsieur Gilbert PLESSIS** est complet ;

**SUR PROPOSITION** de la secrétaire générale de la Préfecture du Calvados ;

### **ARRÊTE**

**ARTICLE 1er** : L'établissement **MARBRERIE PLESSIS** situé à **CARPIQUET (14650)** – 22 rue de Bellevue – Route de Cherbourg – immeuble 321 est habilité à exercer sur l'ensemble du territoire national, les activités funéraires suivantes :

- Fourniture de personnel et des objets et prestations nécessaires aux obsèques, inhumations, exhumations et crémations, à l'exception des plaques funéraires, emblèmes religieux, fleurs, travaux divers d'imprimerie et de la marbrerie funéraire (en interne et sous traitance) ;

**ARTICLE 2** : Cet établissement est habilité sous le **numéro national 23-14-0149** par le référentiel des opérateurs funéraires (ROF) ;

**ARTICLE 3** : La durée de la présente habilitation est fixée à **CINQ ANS** soit jusqu'au **06 mars 2028** ;

**ARTICLE 4** : La demande de renouvellement de l'habilitation devra être transmise à la Préfecture du Calvados, accompagnée des pièces requises, dans un délai de **DEUX MOIS avant l'expiration** de l'habilitation détenue ;

**ARTICLE 5** : Tout changement dans les informations contenues dans l'habilitation devra être déclaré dans un délai de deux mois, y compris tout changement de personnel ;

**ARTICLE 6 :** L'habilitation peut être suspendue pour une durée maximum d'un an ou retirée, après mise en demeure, pour les motifs suivants :

- non-respect des conditions auxquelles était soumise sa délivrance,
- non-respect du règlement national des pompes funèbres,
- non exercice ou cessation d'exercice des activités au titre desquelles elle a été délivrée,
- atteinte à l'ordre public ou danger ;

**ARTICLE 7 :** La secrétaire générale de la Préfecture du Calvados est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Fait à Caen, le 06 mars 2023

Pour le Préfet, et par délégation,  
la Secrétaire générale,



Florence BESSY

*Voies et délais de recours – Conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Caen dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique «Télérecours citoyens» accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)*

Bureau de la réglementation, des associations et des élections  
rue Daniel Huet - 14038 CAEN Cedex 09  
02 31 30 63 24  
pref-funeraire@calvados.gouv.fr

Préfecture du Calvados

14-2023-03-08-00002

décision 2023-1 du directeur régional des  
douanes de Caen portant subdélégation de la  
signature du directeur interrégional de Rouen

DIRECTION GÉNÉRALE DES DOUANES  
ET DROITS INDIRECTS

CAEN, LE 6 MARS 2023

*DR Caen*  
44 QUAI VENDEVRE  
14019 CAEN  
Site Internet : [www.douane.gouv.fr](http://www.douane.gouv.fr)

Affaire suivie par : *MASSON Nicolas*  
Téléphone : 09 70 27 45 00  
Télécopie : 02 31 39 46 00  
Mél : [dr-caen@douane.finances.gouv.fr](mailto:dr-caen@douane.finances.gouv.fr)

Version anonymisée de la décision 2023/1 du directeur régional à CAEN portant subdélégation de la signature du directeur interrégional à ROUEN dans les domaines gracieux et contentieux en matière de contributions indirectes ainsi que pour les transactions en matière de douane et d'argent liquide.

Vu le code général des impôts et notamment son article 408 de l'annexe II et ses articles 212 et suivants de l'annexe IV ;

Vu le code des douanes et notamment ses articles 350 et 451 ;

Vu le Décret n° 2022-467 du 31 mars 2022 relatif à l'exercice du droit de transaction par l'administration des douanes

Décide

Article 1er – Délégation est donnée aux agents dont les numéros de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe I de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à ROUEN, les décisions de nature contentieuse (décharge de droits suite à réclamation, décision sur les contestations en matière de recouvrement des articles L 281 et L 283 du livre des procédures fiscales, rejet d'une réclamation, restitution ou remboursement de droits suite à erreur sur l'assiette, réduction de droits suite à erreur de calcul) en matière de contributions indirectes, et pour les montants maximaux qui sont mentionnés, dans cette même annexe I, en euros ou pour des montants illimités.

Article 2 - Délégation est donnée aux agents dont les numéros de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe II de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à ROUEN, les décisions de nature gracieuse (décision sur les demandes de décharge de responsabilité solidaire de l'article L247 du livre des procédures fiscales, modération d'amende fiscale, de majoration ou d'intérêt de retard, rejet d'une demande de remise, d'une demande de modération ou d'une demande de transaction, remise d'amende fiscale, de majoration d'impôts ou d'intérêt de retard, acceptation d'une demande et conclusion d'une transaction) en matière de contributions indirectes, et pour les montants maximaux qui sont mentionnés dans cette même annexe II en euros ou pour des montants illimités.

Article 3 – Délégation est donnée aux agents dont les numéros de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe III de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à ROUEN, les procédures de règlement simplifié en matière de contributions indirectes, et pour les montants de droits compromis, de droits fraudés, d'amende et de valeur des marchandises qui sont mentionnés en euros dans cette même annexe III.

Article 4 – Délégation est donnée aux agents dont les numéros de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe IV de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à ROUEN, les actes transactionnels définitifs de type 406 portant sur des contentieux voyageurs en matière de contravention et de délit douaniers pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe IV en euros.

Article 5 – Délégation est donnée aux agents dont les numéros de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe V de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à ROUEN, les actes transactionnels définitifs et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière de contravention et de délit douaniers, pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe V en euros ou sont illimités.

Article 6 – Délégation est donnée aux agents dont les numéros de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe VI de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à ROUEN, les transactions en matière de contravention et de délit douaniers pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe VI en euros ou sont illimités.

Article 7 – Délégation est donnée aux agents dont les numéros de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe VII de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à ROUEN, les actes transactionnels définitifs et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière de contrefaçon pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe VII en euros ou sont illimités.

Article 8 – Délégation est donnée aux agents dont les numéros de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe VIII de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à ROUEN, les transactions en matière de contrefaçon pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe VIII en euros ou sont illimités.

Article 9 – Délégation est donnée aux agents dont les numéros de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe IX de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à ROUEN, les actes transactionnels définitifs et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière d'argent liquide pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe IX en euros ou sont illimités.

Article 10 – Délégation est donnée aux agents dont les numéros de commission d'emploi (matricules) figurent en annexe X de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à ROUEN, les transactions en matière d'argent liquide pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe X en euros ou sont illimités.

Article 11 – La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs du département du siège de la direction régionale des douanes. Elle annule et remplace la précédente décision portant le même objet.



Version anonymisée de l'Annexe I à la décision n° 2023/1 du 6 mars 2023 du directeur régional  
*MASSON Nicolas*

**Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

La présente version anonymisée de l'annexe I reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**En matière contentieuse (contributions indirectes)**

Décharge : *Décision de décharge de droits*

Recouvrement : *Décision sur une contestation de recouvrement pour un montant maximal de*

Rejet : *Décision de rejet d'une réclamation*

Restitution : *Décision de restitution, remboursement*

Réduction : *Décision de réduction*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Décharge	Recouvrement	Rejet	Restitution	Réduction
----------------------------------------------	----------	--------------	-------	-------------	-----------

*L'anonymisation n'étant pas applicable en matière de contributions indirectes et de réglementations assimilées, aucune information n'est disponible pour cette annexe*

**Version anonymisée de l'Annexe II à la décision n° 2023/1 du 6 mars 2023 du directeur régional  
MASSON Nicolas**

**Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

**La présente version anonymisée de l'annexe II reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.**

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**En matière gracieuse (contributions indirectes)**

Décharge : *Décision sur les demandes de décharge de responsabilité solidaire de l'article L247 du livre des procédures fiscales*

Modération : *Décision de modération d'amende fiscale ou de majoration*

Rejet : *Décision de rejet d'une remise, d'une modération ou de demande d'une transaction*

Remise : *Décision de remise d'amende fiscale ou de majoration d'impôts*

Transaction 4822bis : *Décision d'acceptation d'une demande de transaction*

<b>Numéro de commission d'emploi (matricule)</b>	Décharge	Modération	Rejet	Remise	Transaction
------------------------------------------------------	----------	------------	-------	--------	-------------

*L'anonymisation n'étant pas applicable en matière de contributions indirectes et de réglementations assimilées, aucune information n'est disponible pour cette annexe*

Version anonymisée de l'Annexe III à la décision n° 2023/1 du 6 mars 2023 du directeur régional  
*MASSON Nicolas*

**Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

La présente version anonymisée de l'annexe III reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**En matière de contributions indirectes et de réglementations assimilées : transaction simplifiée - 4823 bis « PRS »**

Droits compromis : *Montant des droits compromis n'excède pas*

Droits fraudés : *Montant des droits fraudés n'excède pas*

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur de la marchandise servant de calcul à la pénalité proportionnelle n'excède pas*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Droits compromis	Droits fraudés	Montant de l'amende	Valeur des marchandises
-------------------------------------------	------------------	----------------	---------------------	-------------------------

*L'anonymisation n'étant pas applicable en matière de contributions indirectes et de réglementations assimilées, aucune information n'est disponible pour cette annexe*

**Version anonymisée de l'Annexe IV à la décision n° 2023/1 du 6 mars 2023 du directeur régional  
MASSON Nicolas**

**Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

**La présente version anonymisée de l'annexe IV reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.**

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**PV « 406 » (contentieux voyageurs)**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
<b>Matricule 42620</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 43075</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 43820</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 44346</b>	500	3000	5000
<b>Matricule 44514</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 44800</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 44818</b>	500	3000	5000
<b>Matricule 46682</b>	500	3000	5000
<b>Matricule 46770</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 50122</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 50129</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 50388</b>	500	3000	5000
<b>Matricule 50982</b>	500	3000	5000
<b>Matricule 51678</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 51824</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 51934</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 52168</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 52222</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 52264</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 52634</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 53046</b>	500	3000	5000
<b>Matricule 53061</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 53116</b>	500	3000	5000
<b>Matricule 53570</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 53576</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 53622</b>	500	3000	5000
<b>Matricule 53641</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 54068</b>	500	3000	5000
<b>Matricule 54088</b>	1000	5000	10000

<b>Matricule 54106</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 54202</b>	500	3000	5000
<b>Matricule 54622</b>	500	3000	5000
<b>Matricule 54640</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 54994</b>	500	3000	5000
<b>Matricule 55036</b>	500	3000	5000
<b>Matricule 55298</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 55392</b>	500	3000	5000
<b>Matricule 55788</b>	500	3000	5000
<b>Matricule 55812</b>	500	3000	5000
<b>Matricule 56140</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 56268</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 56564</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 56698</b>	500	3000	5000
<b>Matricule 56766</b>	500	3000	5000
<b>Matricule 56897</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 56940</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 56944</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 57160</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 57284</b>	500	3000	5000
<b>Matricule 57485</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 57605</b>	500	3000	5000
<b>Matricule 57609</b>	500	3000	5000
<b>Matricule 57869</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 58006</b>	500	3000	5000
<b>Matricule 58210</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 59838</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 59882</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 59925</b>	500	3000	5000
<b>Matricule 60141</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 60303</b>	500	3000	5000
<b>Matricule 60705</b>	1500	7500	15000
<b>Matricule 60766</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 60854</b>	500	3000	5000
<b>Matricule 61236</b>	500	3000	5000
<b>Matricule 61742</b>	500	3000	5000
<b>Matricule 61899</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 62116</b>	500	3000	5000
<b>Matricule 62119</b>	500	3000	5000
<b>Matricule 62204</b>	500	3000	5000
<b>Matricule 62292</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 62340</b>	500	3000	5000
<b>Matricule 62466</b>	1000	5000	10000

<b>Matricule 62684</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 62710</b>	500	3000	5000
<b>Matricule 62760</b>	500	3000	5000
<b>Matricule 62874</b>	500	3000	5000
<b>Matricule 62988</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 63882</b>	500	3000	5000
<b>Matricule 64026</b>	500	3000	5000
<b>Matricule 64044</b>	500	3000	5000
<b>Matricule 64112</b>	500	3000	5000
<b>Matricule 64642</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 64644</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 64834</b>	500	3000	5000
<b>Matricule 64920</b>	500	3000	5000
<b>Matricule 65154</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 65202</b>	500	3000	5000
<b>Matricule 65250</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 65420</b>	500	3000	5000
<b>Matricule 65516</b>	500	3000	5000
<b>Matricule 65732</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 66034</b>	500	3000	5000
<b>Matricule 66084</b>	500	3000	5000
<b>Matricule 66210</b>	500	3000	5000
<b>Matricule 66288</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 66592</b>	500	3000	5000
<b>Matricule 66710</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 66712</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 66762</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 66772</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 66790</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 66804</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 66808</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 66810</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 66812</b>	1000	5000	10000
<b>Matricule 66876</b>	500	3000	5000
<b>Matricule 66910</b>	500	3000	5000
<b>Matricule 66934</b>	500	3000	5000
<b>Matricule 66956</b>	500	3000	5000
<b>Matricule 66990</b>	500	3000	5000
<b>Matricule 67016</b>	500	3000	5000
<b>Matricule 67020</b>	500	3000	5000
<b>Matricule 67260</b>	500	3000	5000

**Version anonymisée de l'Annexe V à la décision n° 2023/1 du 6 mars 2023 du directeur régional  
MASSON Nicolas**

**Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

**La présente version anonymisée de l'annexe V reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.**

**ATTENTION :** toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**Pv« 420D », « 420 », « 421 » (délict douanier)**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
<b>Matricule 39071</b>	3000	15000	300000
<b>Matricule 39593</b>	1500	7500	300000
<b>Matricule 40250</b>	1500	7500	300000
<b>Matricule 40515</b>	1500	7500	300000
<b>Matricule 40933</b>	1500	7500	300000
<b>Matricule 41619</b>	1500	7500	300000
<b>Matricule 42163</b>	3000	15000	300000
<b>Matricule 42414</b>	1500	7500	300000
<b>Matricule 42620</b>	3000	15000	300000
<b>Matricule 43075</b>	3000	50000	300000
<b>Matricule 43087</b>	3000	15000	300000
<b>Matricule 43277</b>	1500	7500	300000
<b>Matricule 43820</b>	1500	7500	300000
<b>Matricule 44298</b>	1500	7500	300000
<b>Matricule 44346</b>	500	3000	300000
<b>Matricule 44514</b>	1500	7500	300000
<b>Matricule 44547</b>	500	3000	300000
<b>Matricule 44800</b>	1500	7500	300000
<b>Matricule 44818</b>	500	3000	300000
<b>Matricule 45198</b>	1500	7500	300000
<b>Matricule 46682</b>	500	3000	300000
<b>Matricule 46770</b>	1500	7500	300000
<b>Matricule 46804</b>	3000	15000	300000
<b>Matricule 50122</b>	1500	7500	300000
<b>Matricule 50129</b>	1500	7500	300000
<b>Matricule 50361</b>	1500	7500	300000
<b>Matricule 50388</b>	500	3000	300000
<b>Matricule 50558</b>	1500	7500	300000
<b>Matricule 50982</b>	500	3000	300000

<b>Matricule 51522</b>	1500	7500	300000
<b>Matricule 51678</b>	1500	7500	300000
<b>Matricule 51824</b>	1500	7500	300000
<b>Matricule 51934</b>	1500	7500	300000
<b>Matricule 52168</b>	1500	7500	300000
<b>Matricule 52222</b>	1500	7500	300000
<b>Matricule 52237</b>	3000	15000	300000
<b>Matricule 52264</b>	1500	7500	300000
<b>Matricule 52634</b>	1500	7500	300000
<b>Matricule 53046</b>	500	3000	300000
<b>Matricule 53061</b>	3000	15000	300000
<b>Matricule 53116</b>	500	3000	300000
<b>Matricule 53570</b>	1500	7500	300000
<b>Matricule 53576</b>	1500	7500	300000
<b>Matricule 53622</b>	500	3000	300000
<b>Matricule 53631</b>	3000	15000	300000
<b>Matricule 53641</b>	1500	7500	300000
<b>Matricule 54068</b>	500	3000	300000
<b>Matricule 54088</b>	1500	7500	300000
<b>Matricule 54106</b>	1500	7500	300000
<b>Matricule 54202</b>	500	3000	300000
<b>Matricule 54497</b>	500	3000	300000
<b>Matricule 54622</b>	500	3000	300000
<b>Matricule 54640</b>	1500	7500	300000
<b>Matricule 54818</b>	1500	7500	300000
<b>Matricule 54988</b>	1500	7500	300000
<b>Matricule 54994</b>	500	3000	300000
<b>Matricule 55036</b>	500	3000	300000
<b>Matricule 55298</b>	1500	7500	300000
<b>Matricule 55392</b>	500	3000	300000
<b>Matricule 55788</b>	500	3000	300000
<b>Matricule 55812</b>	500	3000	300000
<b>Matricule 56017</b>	500	3000	300000
<b>Matricule 56140</b>	1500	7500	300000
<b>Matricule 56268</b>	1500	7500	300000
<b>Matricule 56564</b>	3000	15000	300000
<b>Matricule 56698</b>	500	3000	300000
<b>Matricule 56766</b>	500	3000	300000
<b>Matricule 56897</b>	3000	15000	300000
<b>Matricule 56940</b>	1500	7500	300000
<b>Matricule 56944</b>	1500	7500	300000
<b>Matricule 57160</b>	1500	7500	300000
<b>Matricule 57244</b>	1500	7500	300000



<b>Matricule 57284</b>	500	3000	300000
<b>Matricule 57418</b>	1500	7500	300000
<b>Matricule 57485</b>	1500	7500	300000
<b>Matricule 57487</b>	3000	15000	300000
<b>Matricule 57605</b>	500	3000	300000
<b>Matricule 57609</b>	500	3000	300000
<b>Matricule 57869</b>	1500	7500	300000
<b>Matricule 58006</b>	500	3000	300000
<b>Matricule 58210</b>	1500	7500	300000
<b>Matricule 58710</b>	500	3000	300000
<b>Matricule 58858</b>	3000	15000	300000
<b>Matricule 59838</b>	1500	7500	300000
<b>Matricule 59882</b>	illimité	100000	300000
<b>Matricule 59925</b>	500	3000	300000
<b>Matricule 60141</b>	illimité	100000	300000
<b>Matricule 60303</b>	500	3000	300000
<b>Matricule 60705</b>	illimité	100000	300000
<b>Matricule 60766</b>	1500	7500	300000
<b>Matricule 60854</b>	500	3000	300000
<b>Matricule 61236</b>	500	3000	300000
<b>Matricule 61742</b>	500	3000	300000
<b>Matricule 61899</b>	1500	7500	300000
<b>Matricule 62116</b>	500	3000	300000
<b>Matricule 62119</b>	500	3000	300000
<b>Matricule 62204</b>	500	3000	300000
<b>Matricule 62292</b>	1500	7500	300000
<b>Matricule 62340</b>	500	3000	300000
<b>Matricule 62466</b>	1500	7500	300000
<b>Matricule 62684</b>	1500	7500	300000
<b>Matricule 62710</b>	500	3000	300000
<b>Matricule 62760</b>	500	3000	300000
<b>Matricule 62874</b>	500	3000	300000
<b>Matricule 62988</b>	1500	7500	300000
<b>Matricule 63261</b>	500	3000	300000
<b>Matricule 63882</b>	500	3000	300000
<b>Matricule 64026</b>	500	3000	300000
<b>Matricule 64044</b>	500	3000	300000
<b>Matricule 64112</b>	500	3000	300000
<b>Matricule 64642</b>	1500	7500	300000
<b>Matricule 64644</b>	1500	7500	300000
<b>Matricule 64834</b>	500	3000	300000
<b>Matricule 64920</b>	500	3000	300000
<b>Matricule 65154</b>	1500	7500	300000

<b>Matricule 65202</b>	500	3000	300000
<b>Matricule 65250</b>	1500	7500	300000
<b>Matricule 65420</b>	500	3000	300000
<b>Matricule 65516</b>	500	3000	300000
<b>Matricule 65732</b>	1500	7500	300000
<b>Matricule 66034</b>	500	3000	300000
<b>Matricule 66084</b>	500	3000	300000
<b>Matricule 66210</b>	500	3000	300000
<b>Matricule 66288</b>	1500	7500	300000
<b>Matricule 66592</b>	500	3000	300000
<b>Matricule 66710</b>	1500	7500	300000
<b>Matricule 66712</b>	1500	7500	300000
<b>Matricule 66762</b>	1500	7500	300000
<b>Matricule 66772</b>	1500	7500	300000
<b>Matricule 66790</b>	1500	7500	300000
<b>Matricule 66804</b>	1500	7500	300000
<b>Matricule 66808</b>	1500	7500	300000
<b>Matricule 66810</b>	1500	7500	300000
<b>Matricule 66812</b>	1500	7500	300000
<b>Matricule 66876</b>	500	3000	300000
<b>Matricule 66910</b>	500	3000	300000
<b>Matricule 66934</b>	500	3000	300000
<b>Matricule 66956</b>	500	3000	300000
<b>Matricule 66990</b>	500	3000	300000
<b>Matricule 67016</b>	500	3000	300000
<b>Matricule 67020</b>	500	3000	300000
<b>Matricule 67260</b>	500	3000	300000

**Version anonymisée de l'Annexe VI à la décision n° 2023/1 du 6 mars 2023 du directeur régional  
MASSON Nicolas**

**Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

**La présente version anonymisée de l'annexe VI reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.**

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**TRANSACTION « 421 » (délit douanier)**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
<b>Matricule 39071</b>	3000	15000	300000
<b>Matricule 39593</b>	1500	7500	300000
<b>Matricule 40250</b>	1500	7500	300000
<b>Matricule 40515</b>	1500	7500	300000
<b>Matricule 40933</b>	1500	7500	300000
<b>Matricule 41619</b>	1500	7500	300000
<b>Matricule 42163</b>	3000	15000	300000
<b>Matricule 42414</b>	1500	7500	300000
<b>Matricule 42620</b>	3000	15000	300000
<b>Matricule 43075</b>	3000	50000	300000
<b>Matricule 43087</b>	3000	15000	300000
<b>Matricule 43277</b>	1500	7500	300000
<b>Matricule 43820</b>	1500	7500	300000
<b>Matricule 44298</b>	1500	7500	300000
<b>Matricule 44346</b>	500	3000	300000
<b>Matricule 44514</b>	1500	7500	300000
<b>Matricule 44547</b>	500	3000	300000
<b>Matricule 44800</b>	1500	7500	300000
<b>Matricule 44818</b>	500	3000	300000
<b>Matricule 45198</b>	1500	7500	300000
<b>Matricule 46682</b>	500	3000	300000
<b>Matricule 46770</b>	1500	7500	300000
<b>Matricule 46804</b>	3000	15000	300000
<b>Matricule 50122</b>	1500	7500	300000
<b>Matricule 50129</b>	1500	7500	300000
<b>Matricule 50361</b>	1500	7500	300000
<b>Matricule 50388</b>	500	3000	300000
<b>Matricule 50558</b>	1500	7500	300000
<b>Matricule 50982</b>	500	3000	300000

<b>Matricule 51522</b>	1500	7500	300000
<b>Matricule 51678</b>	1500	7500	300000
<b>Matricule 51824</b>	1500	7500	300000
<b>Matricule 51934</b>	1500	7500	300000
<b>Matricule 52168</b>	1500	7500	300000
<b>Matricule 52222</b>	1500	7500	300000
<b>Matricule 52237</b>	3000	15000	300000
<b>Matricule 52264</b>	1500	7500	300000
<b>Matricule 52634</b>	1500	7500	300000
<b>Matricule 53046</b>	500	3000	300000
<b>Matricule 53061</b>	3000	15000	300000
<b>Matricule 53116</b>	500	3000	300000
<b>Matricule 53570</b>	1500	7500	300000
<b>Matricule 53576</b>	1500	7500	300000
<b>Matricule 53622</b>	500	3000	300000
<b>Matricule 53631</b>	3000	15000	300000
<b>Matricule 53641</b>	1500	7500	300000
<b>Matricule 54068</b>	500	3000	300000
<b>Matricule 54088</b>	1500	7500	300000
<b>Matricule 54106</b>	1500	7500	300000
<b>Matricule 54202</b>	500	3000	300000
<b>Matricule 54497</b>	500	3000	300000
<b>Matricule 54622</b>	500	3000	300000
<b>Matricule 54640</b>	1500	7500	300000
<b>Matricule 54818</b>	1500	7500	300000
<b>Matricule 54988</b>	1500	7500	300000
<b>Matricule 54994</b>	500	3000	300000
<b>Matricule 55036</b>	500	3000	300000
<b>Matricule 55298</b>	1500	7500	300000
<b>Matricule 55392</b>	500	3000	300000
<b>Matricule 55788</b>	500	3000	300000
<b>Matricule 55812</b>	500	3000	300000
<b>Matricule 56017</b>	500	3000	300000
<b>Matricule 56140</b>	1500	7500	300000
<b>Matricule 56268</b>	1500	7500	300000
<b>Matricule 56564</b>	3000	15000	300000
<b>Matricule 56698</b>	500	3000	300000
<b>Matricule 56766</b>	500	3000	300000
<b>Matricule 56897</b>	3000	15000	300000
<b>Matricule 56940</b>	1500	7500	300000
<b>Matricule 56944</b>	1500	7500	300000
<b>Matricule 57160</b>	1500	7500	300000
<b>Matricule 57244</b>	1500	7500	300000

<b>Matricule 57284</b>	500	3000	300000
<b>Matricule 57418</b>	1500	7500	300000
<b>Matricule 57485</b>	1500	7500	300000
<b>Matricule 57487</b>	3000	15000	300000
<b>Matricule 57605</b>	500	3000	300000
<b>Matricule 57609</b>	500	3000	300000
<b>Matricule 57869</b>	1500	7500	300000
<b>Matricule 58006</b>	500	3000	300000
<b>Matricule 58210</b>	1500	7500	300000
<b>Matricule 58710</b>	500	3000	300000
<b>Matricule 58858</b>	3000	15000	300000
<b>Matricule 59838</b>	1500	7500	300000
<b>Matricule 59882</b>	illimité	100000	300000
<b>Matricule 59925</b>	500	3000	300000
<b>Matricule 60141</b>	illimité	100000	300000
<b>Matricule 60303</b>	500	3000	300000
<b>Matricule 60705</b>	illimité	100000	300000
<b>Matricule 60766</b>	1500	7500	300000
<b>Matricule 60854</b>	500	3000	300000
<b>Matricule 61236</b>	500	3000	300000
<b>Matricule 61742</b>	500	3000	300000
<b>Matricule 61899</b>	1500	7500	300000
<b>Matricule 62116</b>	500	3000	300000
<b>Matricule 62119</b>	500	3000	300000
<b>Matricule 62204</b>	500	3000	300000
<b>Matricule 62292</b>	1500	7500	300000
<b>Matricule 62340</b>	500	3000	300000
<b>Matricule 62466</b>	1500	7500	300000
<b>Matricule 62684</b>	1500	7500	300000
<b>Matricule 62710</b>	500	3000	300000
<b>Matricule 62760</b>	500	3000	300000
<b>Matricule 62874</b>	500	3000	300000
<b>Matricule 62988</b>	1500	7500	300000
<b>Matricule 63261</b>	500	3000	300000
<b>Matricule 63882</b>	500	3000	300000
<b>Matricule 64026</b>	500	3000	300000
<b>Matricule 64044</b>	500	3000	300000
<b>Matricule 64112</b>	500	3000	300000
<b>Matricule 64642</b>	1500	7500	300000
<b>Matricule 64644</b>	1500	7500	300000
<b>Matricule 64834</b>	500	3000	300000
<b>Matricule 64920</b>	500	3000	300000
<b>Matricule 65154</b>	1500	7500	300000

<b>Matricule 65202</b>	500	3000	300000
<b>Matricule 65250</b>	1500	7500	300000
<b>Matricule 65420</b>	500	3000	300000
<b>Matricule 65516</b>	500	3000	300000
<b>Matricule 65732</b>	1500	7500	300000
<b>Matricule 66034</b>	500	3000	300000
<b>Matricule 66084</b>	500	3000	300000
<b>Matricule 66210</b>	500	3000	300000
<b>Matricule 66288</b>	1500	7500	300000
<b>Matricule 66592</b>	500	3000	300000
<b>Matricule 66710</b>	1500	7500	300000
<b>Matricule 66712</b>	1500	7500	300000
<b>Matricule 66762</b>	1500	7500	300000
<b>Matricule 66772</b>	1500	7500	300000
<b>Matricule 66790</b>	1500	7500	300000
<b>Matricule 66804</b>	1500	7500	300000
<b>Matricule 66808</b>	1500	7500	300000
<b>Matricule 66810</b>	1500	7500	300000
<b>Matricule 66812</b>	1500	7500	300000
<b>Matricule 66876</b>	500	3000	300000
<b>Matricule 66910</b>	500	3000	300000
<b>Matricule 66934</b>	500	3000	300000
<b>Matricule 66956</b>	500	3000	300000
<b>Matricule 66990</b>	500	3000	300000
<b>Matricule 67016</b>	500	3000	300000
<b>Matricule 67020</b>	500	3000	300000
<b>Matricule 67260</b>	500	3000	300000

Version anonymisée de l'Annexe VII à la décision n° 2023/1 du 6 mars 2023 du directeur régional

**MASSON Nicolas**

**Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

La présente version anonymisée de l'annexe VII reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**PV « 420D », « 420 », « 421 » (contrefaçon)**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Montant de l'amende	Valeur des marchandises
Matricule 39071	3000	600000
Matricule 39593	1500	600000
Matricule 40250	1500	600000
Matricule 40515	1500	600000
Matricule 40933	1500	600000
Matricule 41619	1500	600000
Matricule 42163	3000	600000
Matricule 42414	1500	600000
Matricule 42620	3000	600000
Matricule 43075	3000	600000
Matricule 43087	3000	600000
Matricule 43277	1500	600000
Matricule 43820	1500	600000
Matricule 44298	1500	600000
Matricule 44346	500	600000
Matricule 44514	1500	600000
Matricule 44547	500	600000
Matricule 44800	1500	600000
Matricule 44818	500	600000
Matricule 45198	1500	600000
Matricule 46682	500	600000
Matricule 46770	1500	600000
Matricule 46804	3000	600000
Matricule 50122	1500	600000
Matricule 50129	1500	600000
Matricule 50361	1500	600000
Matricule 50388	500	600000
Matricule 50558	1500	600000
Matricule 50982	500	600000
Matricule 51522	1500	600000
Matricule 51678	1500	600000

<b>Matricule 51824</b>	1500	600000
<b>Matricule 51934</b>	1500	600000
<b>Matricule 52168</b>	1500	600000
<b>Matricule 52222</b>	1500	600000
<b>Matricule 52237</b>	3000	600000
<b>Matricule 52264</b>	1500	600000
<b>Matricule 52634</b>	1500	600000
<b>Matricule 53046</b>	500	600000
<b>Matricule 53061</b>	3000	600000
<b>Matricule 53116</b>	500	600000
<b>Matricule 53570</b>	1500	600000
<b>Matricule 53576</b>	1500	600000
<b>Matricule 53622</b>	500	600000
<b>Matricule 53631</b>	3000	600000
<b>Matricule 53641</b>	1500	600000
<b>Matricule 54068</b>	500	600000
<b>Matricule 54088</b>	1500	600000
<b>Matricule 54106</b>	1500	600000
<b>Matricule 54202</b>	500	600000
<b>Matricule 54497</b>	500	600000
<b>Matricule 54622</b>	500	600000
<b>Matricule 54640</b>	1500	600000
<b>Matricule 54818</b>	1500	600000
<b>Matricule 54988</b>	1500	600000
<b>Matricule 54994</b>	500	600000
<b>Matricule 55036</b>	500	600000
<b>Matricule 55298</b>	1500	600000
<b>Matricule 55392</b>	500	600000
<b>Matricule 55788</b>	500	600000
<b>Matricule 55812</b>	500	600000
<b>Matricule 56017</b>	500	600000
<b>Matricule 56140</b>	1500	600000
<b>Matricule 56268</b>	1500	600000
<b>Matricule 56564</b>	3000	600000
<b>Matricule 56698</b>	500	600000
<b>Matricule 56766</b>	500	600000
<b>Matricule 56897</b>	3000	600000
<b>Matricule 56940</b>	1500	600000
<b>Matricule 56944</b>	1500	600000
<b>Matricule 57160</b>	1500	600000
<b>Matricule 57244</b>	1500	600000
<b>Matricule 57284</b>	500	600000
<b>Matricule 57418</b>	1500	600000



<b>Matricule 57485</b>	1500	600000
<b>Matricule 57487</b>	3000	600000
<b>Matricule 57605</b>	500	600000
<b>Matricule 57609</b>	500	600000
<b>Matricule 57869</b>	1500	600000
<b>Matricule 58006</b>	500	600000
<b>Matricule 58210</b>	1500	600000
<b>Matricule 58710</b>	500	600000
<b>Matricule 58858</b>	3000	600000
<b>Matricule 59838</b>	1500	600000
<b>Matricule 59882</b>	illimité	600000
<b>Matricule 59925</b>	500	600000
<b>Matricule 60141</b>	illimité	600000
<b>Matricule 60303</b>	500	600000
<b>Matricule 60705</b>	illimité	600000
<b>Matricule 60766</b>	1500	600000
<b>Matricule 60854</b>	500	600000
<b>Matricule 61236</b>	500	600000
<b>Matricule 61742</b>	500	600000
<b>Matricule 61899</b>	1500	600000
<b>Matricule 62116</b>	500	600000
<b>Matricule 62119</b>	500	600000
<b>Matricule 62204</b>	500	600000
<b>Matricule 62292</b>	1500	600000
<b>Matricule 62340</b>	500	600000
<b>Matricule 62466</b>	1500	600000
<b>Matricule 62684</b>	1500	600000
<b>Matricule 62710</b>	500	600000
<b>Matricule 62760</b>	500	600000
<b>Matricule 62874</b>	500	600000
<b>Matricule 62988</b>	1500	600000
<b>Matricule 63261</b>	500	600000
<b>Matricule 63882</b>	500	600000
<b>Matricule 64026</b>	500	600000
<b>Matricule 64044</b>	500	600000
<b>Matricule 64112</b>	500	600000
<b>Matricule 64642</b>	1500	600000
<b>Matricule 64644</b>	1500	600000
<b>Matricule 64834</b>	500	600000
<b>Matricule 64920</b>	500	600000
<b>Matricule 65154</b>	1500	600000
<b>Matricule 65202</b>	500	600000
<b>Matricule 65250</b>	1500	600000

<b>Matricule 65420</b>	500	600000
<b>Matricule 65516</b>	500	600000
<b>Matricule 65732</b>	1500	600000
<b>Matricule 66034</b>	500	600000
<b>Matricule 66084</b>	500	600000
<b>Matricule 66210</b>	500	600000
<b>Matricule 66288</b>	1500	600000
<b>Matricule 66592</b>	500	600000
<b>Matricule 66710</b>	1500	600000
<b>Matricule 66712</b>	1500	600000
<b>Matricule 66762</b>	1500	600000
<b>Matricule 66772</b>	1500	600000
<b>Matricule 66790</b>	1500	600000
<b>Matricule 66804</b>	1500	600000
<b>Matricule 66808</b>	1500	600000
<b>Matricule 66810</b>	1500	600000
<b>Matricule 66812</b>	1500	600000
<b>Matricule 66876</b>	500	600000
<b>Matricule 66910</b>	500	600000
<b>Matricule 66934</b>	500	600000
<b>Matricule 66956</b>	500	600000
<b>Matricule 66990</b>	500	600000
<b>Matricule 67016</b>	500	600000
<b>Matricule 67020</b>	500	600000
<b>Matricule 67260</b>	500	600000

**Version anonymisée de l'Annexe VIII à la décision n° 2023/1 du 6 mars 2023 du directeur régional  
MASSON Nicolas**

**Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

**La présente version anonymisée de l'annexe VIII reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.**

**ATTENTION :** toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**TRANSACTION « 421 » (contrefaçon)**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Montant de l'amende	Valeur des marchandises
<b>Matricule 39071</b>	3000	600000
<b>Matricule 39593</b>	1500	600000
<b>Matricule 40250</b>	1500	600000
<b>Matricule 40515</b>	1500	600000
<b>Matricule 40933</b>	1500	600000
<b>Matricule 41619</b>	1500	600000
<b>Matricule 42163</b>	3000	600000
<b>Matricule 42414</b>	1500	600000
<b>Matricule 42620</b>	3000	600000
<b>Matricule 43075</b>	3000	600000
<b>Matricule 43087</b>	3000	600000
<b>Matricule 43277</b>	1500	600000
<b>Matricule 43820</b>	1500	600000
<b>Matricule 44298</b>	1500	600000
<b>Matricule 44346</b>	500	600000
<b>Matricule 44514</b>	1500	600000
<b>Matricule 44547</b>	500	600000
<b>Matricule 44800</b>	1500	600000
<b>Matricule 44818</b>	500	600000
<b>Matricule 45198</b>	1500	600000
<b>Matricule 46682</b>	500	600000
<b>Matricule 46770</b>	1500	600000
<b>Matricule 46804</b>	3000	600000
<b>Matricule 50122</b>	1500	600000
<b>Matricule 50129</b>	1500	600000
<b>Matricule 50361</b>	1500	600000
<b>Matricule 50388</b>	500	600000
<b>Matricule 50558</b>	1500	600000
<b>Matricule 50982</b>	500	600000
<b>Matricule 51522</b>	1500	600000

<b>Matricule 51678</b>	1500	600000
<b>Matricule 51824</b>	1500	600000
<b>Matricule 51934</b>	1500	600000
<b>Matricule 52168</b>	1500	600000
<b>Matricule 52222</b>	1500	600000
<b>Matricule 52237</b>	3000	600000
<b>Matricule 52264</b>	1500	600000
<b>Matricule 52634</b>	1500	600000
<b>Matricule 53046</b>	500	600000
<b>Matricule 53061</b>	3000	600000
<b>Matricule 53116</b>	500	600000
<b>Matricule 53570</b>	1500	600000
<b>Matricule 53576</b>	1500	600000
<b>Matricule 53622</b>	500	600000
<b>Matricule 53631</b>	3000	600000
<b>Matricule 53641</b>	1500	600000
<b>Matricule 54068</b>	500	600000
<b>Matricule 54088</b>	1500	600000
<b>Matricule 54106</b>	1500	600000
<b>Matricule 54202</b>	500	600000
<b>Matricule 54497</b>	500	600000
<b>Matricule 54622</b>	500	600000
<b>Matricule 54640</b>	1500	600000
<b>Matricule 54818</b>	1500	600000
<b>Matricule 54988</b>	1500	600000
<b>Matricule 54994</b>	500	600000
<b>Matricule 55036</b>	500	600000
<b>Matricule 55298</b>	1500	600000
<b>Matricule 55392</b>	500	600000
<b>Matricule 55788</b>	500	600000
<b>Matricule 55812</b>	500	600000
<b>Matricule 56017</b>	500	600000
<b>Matricule 56140</b>	1500	600000
<b>Matricule 56268</b>	1500	600000
<b>Matricule 56564</b>	3000	600000
<b>Matricule 56698</b>	500	600000
<b>Matricule 56766</b>	500	600000
<b>Matricule 56897</b>	3000	600000
<b>Matricule 56940</b>	1500	600000
<b>Matricule 56944</b>	1500	600000
<b>Matricule 57160</b>	1500	600000
<b>Matricule 57244</b>	1500	600000
<b>Matricule 57284</b>	500	600000

<b>Matricule 57418</b>	1500	600000
<b>Matricule 57485</b>	1500	600000
<b>Matricule 57487</b>	3000	600000
<b>Matricule 57605</b>	500	600000
<b>Matricule 57609</b>	500	600000
<b>Matricule 57869</b>	1500	600000
<b>Matricule 58006</b>	500	600000
<b>Matricule 58210</b>	1500	600000
<b>Matricule 58710</b>	500	600000
<b>Matricule 58858</b>	3000	600000
<b>Matricule 59838</b>	1500	600000
<b>Matricule 59882</b>	illimité	600000
<b>Matricule 59925</b>	500	600000
<b>Matricule 60141</b>	illimité	600000
<b>Matricule 60303</b>	500	600000
<b>Matricule 60705</b>	illimité	600000
<b>Matricule 60766</b>	1500	600000
<b>Matricule 60854</b>	500	600000
<b>Matricule 61236</b>	500	600000
<b>Matricule 61742</b>	500	600000
<b>Matricule 61899</b>	1500	600000
<b>Matricule 62116</b>	500	600000
<b>Matricule 62119</b>	500	600000
<b>Matricule 62204</b>	500	600000
<b>Matricule 62292</b>	1500	600000
<b>Matricule 62340</b>	500	600000
<b>Matricule 62466</b>	1500	600000
<b>Matricule 62684</b>	1500	600000
<b>Matricule 62710</b>	500	600000
<b>Matricule 62760</b>	500	600000
<b>Matricule 62874</b>	500	600000
<b>Matricule 62988</b>	1500	600000
<b>Matricule 63261</b>	500	600000
<b>Matricule 63882</b>	500	600000
<b>Matricule 64026</b>	500	600000
<b>Matricule 64044</b>	500	600000
<b>Matricule 64112</b>	500	600000
<b>Matricule 64642</b>	1500	600000
<b>Matricule 64644</b>	1500	600000
<b>Matricule 64834</b>	500	600000
<b>Matricule 64920</b>	500	600000
<b>Matricule 65154</b>	1500	600000
<b>Matricule 65202</b>	500	600000

<b>Matricule 65250</b>	1500	600000
<b>Matricule 65420</b>	500	600000
<b>Matricule 65516</b>	500	600000
<b>Matricule 65732</b>	1500	600000
<b>Matricule 66034</b>	500	600000
<b>Matricule 66084</b>	500	600000
<b>Matricule 66210</b>	500	600000
<b>Matricule 66288</b>	1500	600000
<b>Matricule 66592</b>	500	600000
<b>Matricule 66710</b>	1500	600000
<b>Matricule 66712</b>	1500	600000
<b>Matricule 66762</b>	1500	600000
<b>Matricule 66772</b>	1500	600000
<b>Matricule 66790</b>	1500	600000
<b>Matricule 66804</b>	1500	600000
<b>Matricule 66808</b>	1500	600000
<b>Matricule 66810</b>	1500	600000
<b>Matricule 66812</b>	1500	600000
<b>Matricule 66876</b>	500	600000
<b>Matricule 66910</b>	500	600000
<b>Matricule 66934</b>	500	600000
<b>Matricule 66956</b>	500	600000
<b>Matricule 66990</b>	500	600000
<b>Matricule 67016</b>	500	600000
<b>Matricule 67020</b>	500	600000
<b>Matricule 67260</b>	500	600000

**Version anonymisée de l'Annexe IX à la décision n° 2023/1 du 6 mars 2023 du directeur régional  
MASSON Nicolas**

**Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

La présente version anonymisée de l'annexe IX reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.

ATTENTION : toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**PV « 420D », « 420 », « 421 » (argent liquide)**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Argent liquide: *les espèces (billets et pièces), les instruments négociables au porteur (chèque de voyage, chèques, billets à ordre, mandats), les marchandises servant de réserve de valeur très liquide (l'or), les cartes pré payées n'excède pas*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Montant de l'amende	Argent liquide
<b>Matricule 41619</b>	1500	50000
<b>Matricule 42163</b>	3000	150000
<b>Matricule 42620</b>	3000	150000
<b>Matricule 43075</b>	150000	150000
<b>Matricule 43820</b>	1500	50000
<b>Matricule 44346</b>	500	20000
<b>Matricule 44514</b>	1500	50000
<b>Matricule 44800</b>	1500	50000
<b>Matricule 44818</b>	500	20000
<b>Matricule 46682</b>	500	20000
<b>Matricule 46770</b>	1500	50000
<b>Matricule 46804</b>	3000	150000
<b>Matricule 50122</b>	1500	50000
<b>Matricule 50129</b>	1500	50000
<b>Matricule 50388</b>	500	20000
<b>Matricule 50982</b>	500	20000
<b>Matricule 51678</b>	1500	50000
<b>Matricule 51824</b>	1500	50000
<b>Matricule 51934</b>	1500	50000
<b>Matricule 52168</b>	1500	50000
<b>Matricule 52222</b>	1500	50000
<b>Matricule 52264</b>	1500	50000
<b>Matricule 52634</b>	1500	50000
<b>Matricule 53046</b>	500	20000
<b>Matricule 53061</b>	3000	150000
<b>Matricule 53116</b>	500	20000
<b>Matricule 53570</b>	1500	50000
<b>Matricule 53576</b>	1500	50000
<b>Matricule 53622</b>	500	20000
<b>Matricule 53631</b>	3000	150000

<b>Matricule 53641</b>	1500	50000
<b>Matricule 54068</b>	500	20000
<b>Matricule 54088</b>	1500	50000
<b>Matricule 54106</b>	1500	50000
<b>Matricule 54202</b>	500	20000
<b>Matricule 54622</b>	500	20000
<b>Matricule 54640</b>	1500	50000
<b>Matricule 54994</b>	500	20000
<b>Matricule 55036</b>	500	20000
<b>Matricule 55298</b>	1500	50000
<b>Matricule 55392</b>	500	20000
<b>Matricule 55788</b>	500	20000
<b>Matricule 55812</b>	500	20000
<b>Matricule 56140</b>	1500	50000
<b>Matricule 56268</b>	1500	50000
<b>Matricule 56564</b>	3000	150000
<b>Matricule 56698</b>	500	20000
<b>Matricule 56766</b>	500	20000
<b>Matricule 56897</b>	3000	150000
<b>Matricule 56940</b>	1500	50000
<b>Matricule 56944</b>	1500	50000
<b>Matricule 57160</b>	1500	50000
<b>Matricule 57284</b>	500	20000
<b>Matricule 57485</b>	1500	50000
<b>Matricule 57487</b>	3000	150000
<b>Matricule 57605</b>	500	20000
<b>Matricule 57609</b>	500	20000
<b>Matricule 57869</b>	1500	50000
<b>Matricule 58006</b>	500	20000
<b>Matricule 58210</b>	1500	50000
<b>Matricule 59838</b>	1500	50000
<b>Matricule 59882</b>	illimité	300000
<b>Matricule 59925</b>	500	20000
<b>Matricule 60141</b>	illimité	300000
<b>Matricule 60303</b>	500	20000
<b>Matricule 60705</b>	illimité	300000
<b>Matricule 60766</b>	1500	50000
<b>Matricule 60854</b>	500	20000
<b>Matricule 61236</b>	500	20000
<b>Matricule 61742</b>	500	20000
<b>Matricule 61899</b>	1500	50000
<b>Matricule 62116</b>	500	20000
<b>Matricule 62119</b>	500	20000



<b>Matricule 62204</b>	500	20000
<b>Matricule 62292</b>	1500	50000
<b>Matricule 62340</b>	500	20000
<b>Matricule 62466</b>	1500	50000
<b>Matricule 62684</b>	1500	50000
<b>Matricule 62710</b>	500	20000
<b>Matricule 62760</b>	500	20000
<b>Matricule 62874</b>	500	20000
<b>Matricule 62988</b>	1500	50000
<b>Matricule 63882</b>	500	20000
<b>Matricule 64026</b>	500	20000
<b>Matricule 64044</b>	500	20000
<b>Matricule 64112</b>	500	20000
<b>Matricule 64642</b>	1500	50000
<b>Matricule 64644</b>	1500	50000
<b>Matricule 64834</b>	500	20000
<b>Matricule 64920</b>	500	20000
<b>Matricule 65154</b>	1500	50000
<b>Matricule 65202</b>	500	20000
<b>Matricule 65250</b>	1500	50000
<b>Matricule 65420</b>	500	20000
<b>Matricule 65516</b>	500	20000
<b>Matricule 65732</b>	1500	50000
<b>Matricule 66034</b>	500	20000
<b>Matricule 66084</b>	500	20000
<b>Matricule 66210</b>	500	20000
<b>Matricule 66288</b>	1500	50000
<b>Matricule 66592</b>	500	20000
<b>Matricule 66710</b>	1500	50000
<b>Matricule 66712</b>	1500	50000
<b>Matricule 66762</b>	1500	50000
<b>Matricule 66772</b>	1500	50000
<b>Matricule 66790</b>	1500	50000
<b>Matricule 66804</b>	1500	50000
<b>Matricule 66808</b>	1500	50000
<b>Matricule 66810</b>	1500	50000
<b>Matricule 66812</b>	1500	50000
<b>Matricule 66876</b>	500	20000
<b>Matricule 66910</b>	500	20000
<b>Matricule 66934</b>	500	20000
<b>Matricule 66956</b>	500	20000
<b>Matricule 66990</b>	500	20000
<b>Matricule 67016</b>	500	20000

<b>Matricule 67020</b>	500	20000
<b>Matricule 67260</b>	500	20000

**Version anonymisée de l'Annexe X à la décision n° 2023/1 du 6 mars 2023 du directeur régional  
MASSON Nicolas**

**Liste anonymisée des agents des douanes recevant délégation de signature**

**La présente version anonymisée de l'annexe X reproduit la liste des agents qui bénéficient d'une délégation de signature, dans un ordre différent de celui de la version non anonymisée de ladite annexe. Aucune correspondance entre une identité réelle d'un agent des douanes et son équivalent sous une forme anonymisée, n'est possible.**

**ATTENTION :** toute révélation des nom, prénom du bénéficiaire d'une autorisation d'anonymisation est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (article 15-4 du code de procédure pénale)

**TRANSACTION « 421 » (argent liquide)**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Argent liquide: *les espèces (billets et pièces), les instruments négociables au porteur (chèque de voyage, chèques, billets à ordre, mandats), les marchandises servant de réserve de valeur très liquide (l'or), les cartes pré payées n'excède pas*

Numéro de commission d'emploi (matricule)	Montant de l'amende	Argent liquide
<b>Matricule 41619</b>	1500	50000
<b>Matricule 42163</b>	3000	150000
<b>Matricule 42620</b>	3000	150000
<b>Matricule 43075</b>	150000	150000
<b>Matricule 43820</b>	1500	50000
<b>Matricule 44346</b>	500	20000
<b>Matricule 44514</b>	1500	50000
<b>Matricule 44800</b>	1500	50000
<b>Matricule 44818</b>	500	20000
<b>Matricule 46682</b>	500	20000
<b>Matricule 46770</b>	1500	50000
<b>Matricule 46804</b>	3000	150000
<b>Matricule 50122</b>	1500	50000
<b>Matricule 50129</b>	1500	50000
<b>Matricule 50388</b>	500	20000
<b>Matricule 50982</b>	500	20000
<b>Matricule 51678</b>	1500	50000
<b>Matricule 51824</b>	1500	50000
<b>Matricule 51934</b>	1500	50000
<b>Matricule 52168</b>	1500	50000
<b>Matricule 52222</b>	1500	50000
<b>Matricule 52264</b>	1500	50000
<b>Matricule 52634</b>	1500	50000
<b>Matricule 53046</b>	500	20000
<b>Matricule 53061</b>	3000	150000
<b>Matricule 53116</b>	500	20000
<b>Matricule 53570</b>	1500	50000
<b>Matricule 53576</b>	1500	50000
<b>Matricule 53622</b>	500	20000
<b>Matricule 53631</b>	3000	150000

<b>Matricule 53641</b>	1500	50000
<b>Matricule 54068</b>	500	20000
<b>Matricule 54088</b>	1500	50000
<b>Matricule 54106</b>	1500	50000
<b>Matricule 54202</b>	500	20000
<b>Matricule 54622</b>	500	20000
<b>Matricule 54640</b>	1500	50000
<b>Matricule 54994</b>	500	20000
<b>Matricule 55036</b>	500	20000
<b>Matricule 55298</b>	1500	50000
<b>Matricule 55392</b>	500	20000
<b>Matricule 55788</b>	500	20000
<b>Matricule 55812</b>	500	20000
<b>Matricule 56140</b>	1500	50000
<b>Matricule 56268</b>	1500	50000
<b>Matricule 56564</b>	3000	150000
<b>Matricule 56698</b>	500	20000
<b>Matricule 56766</b>	500	20000
<b>Matricule 56897</b>	3000	150000
<b>Matricule 56940</b>	1500	50000
<b>Matricule 56944</b>	1500	50000
<b>Matricule 57160</b>	1500	50000
<b>Matricule 57284</b>	500	20000
<b>Matricule 57485</b>	1500	50000
<b>Matricule 57487</b>	3000	150000
<b>Matricule 57605</b>	500	20000
<b>Matricule 57609</b>	500	20000
<b>Matricule 57869</b>	1500	50000
<b>Matricule 58006</b>	500	20000
<b>Matricule 58210</b>	1500	50000
<b>Matricule 59838</b>	1500	50000
<b>Matricule 59882</b>	illimité	300000
<b>Matricule 59925</b>	500	20000
<b>Matricule 60141</b>	illimité	300000
<b>Matricule 60303</b>	500	20000
<b>Matricule 60705</b>	illimité	300000
<b>Matricule 60766</b>	1500	50000
<b>Matricule 60854</b>	500	20000
<b>Matricule 61236</b>	500	20000
<b>Matricule 61742</b>	500	20000
<b>Matricule 61899</b>	1500	50000
<b>Matricule 62116</b>	500	20000
<b>Matricule 62119</b>	500	20000

<b>Matricule 62204</b>	500	20000
<b>Matricule 62292</b>	1500	50000
<b>Matricule 62340</b>	500	20000
<b>Matricule 62466</b>	1500	50000
<b>Matricule 62684</b>	1500	50000
<b>Matricule 62710</b>	500	20000
<b>Matricule 62760</b>	500	20000
<b>Matricule 62874</b>	500	20000
<b>Matricule 62988</b>	1500	50000
<b>Matricule 63882</b>	500	20000
<b>Matricule 64026</b>	500	20000
<b>Matricule 64044</b>	500	20000
<b>Matricule 64112</b>	500	20000
<b>Matricule 64642</b>	1500	50000
<b>Matricule 64644</b>	1500	50000
<b>Matricule 64834</b>	500	20000
<b>Matricule 64920</b>	500	20000
<b>Matricule 65154</b>	1500	50000
<b>Matricule 65202</b>	500	20000
<b>Matricule 65250</b>	1500	50000
<b>Matricule 65420</b>	500	20000
<b>Matricule 65516</b>	500	20000
<b>Matricule 65732</b>	1500	50000
<b>Matricule 66034</b>	500	20000
<b>Matricule 66084</b>	500	20000
<b>Matricule 66210</b>	500	20000
<b>Matricule 66288</b>	1500	50000
<b>Matricule 66592</b>	500	20000
<b>Matricule 66710</b>	1500	50000
<b>Matricule 66712</b>	1500	50000
<b>Matricule 66762</b>	1500	50000
<b>Matricule 66772</b>	1500	50000
<b>Matricule 66790</b>	1500	50000
<b>Matricule 66804</b>	1500	50000
<b>Matricule 66808</b>	1500	50000
<b>Matricule 66810</b>	1500	50000
<b>Matricule 66812</b>	1500	50000
<b>Matricule 66876</b>	500	20000
<b>Matricule 66910</b>	500	20000
<b>Matricule 66934</b>	500	20000
<b>Matricule 66956</b>	500	20000
<b>Matricule 66990</b>	500	20000
<b>Matricule 67016</b>	500	20000

<b>Matricule 67020</b>	500	20000
<b>Matricule 67260</b>	500	20000

Préfecture du Calvados

14-2023-03-08-00003

décision 2023-1 du directeur régional des  
douanes de Caen portant subdélégation de la  
signature du directeur interrégional de Rouen

DIRECTION GÉNÉRALE DES DOUANES  
ET DROITS INDIRECTS

CAEN, LE 6 MARS 2023

*DR Caen*  
44 QUAI VENDEVRE  
14019 CAEN  
Site Internet : [www.douane.gouv.fr](http://www.douane.gouv.fr)

Affaire suivie par : *MASSON Nicolas*  
Téléphone : 09 70 27 45 00  
Télécopie : 02 31 39 46 00  
Mél : [dr-caen@douane.finances.gouv.fr](mailto:dr-caen@douane.finances.gouv.fr)

Décision 2023/1 du directeur régional à CAEN portant subdélégation de la signature du directeur interrégional à ROUEN dans les domaines gracieux et contentieux en matière de contributions indirectes ainsi que pour les transactions en matière de douane et d'argent liquide.

Vu le code général des impôts et notamment son article 408 de l'annexe II et ses articles 212 et suivants de l'annexe IV ;  
Vu le code des douanes et notamment ses articles 350 et 451 ;  
Vu le Décret n° 2022-467 du 31 mars 2022 relatif à l'exercice du droit de transaction par l'administration des douanes

Décide

Article 1er – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe I de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à ROUEN, les décisions de nature contentieuse (décharge de droits suite à réclamation, décision sur les contestations en matière de recouvrement des articles L 281 et L 283 du livre des procédures fiscales, rejet d'une réclamation, restitution ou remboursement de droits suite à erreur sur l'assiette, réduction de droits suite à erreur de calcul) en matière de contributions indirectes, et pour les montants maximaux qui sont mentionnés, dans cette même annexe I, en euros ou pour des montants illimités.

Article 2 - Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe II de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à ROUEN, les décisions de nature gracieuse (décision sur les demandes de décharge de responsabilité solidaire de l'article L247 du livre des procédures fiscales, modération d'amende fiscale, de majoration ou d'intérêt de retard, rejet d'une demande de remise, d'une demande de modération ou d'une demande de transaction, remise d'amende fiscale, de majoration d'impôts ou d'intérêt de retard, acceptation d'une demande et conclusion d'une transaction) en matière de contributions indirectes, et pour les montants maximaux qui sont mentionnés dans cette même annexe II en euros ou pour des montants illimités.

Article 3 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe III de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à ROUEN, les procédures de règlement simplifié en matière de contributions indirectes, et pour les montants de droits compromis, de droits fraudés, d'amende et de valeur des marchandises qui sont mentionnés en euros dans cette même annexe III.



Article 4 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe IV de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à ROUEN, les actes transactionnels définitifs de type 406 portant sur des contentieux voyageurs en matière de contravention et de délit douaniers pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe IV en euros.

Article 5 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe V de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à ROUEN, les actes transactionnels définitifs et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière de contravention et de délit douaniers, pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe V en euros ou sont illimités.

Article 6 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe VI de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à ROUEN, les transactions en matière de contravention et de délit douaniers pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe VI en euros ou sont illimités.

Article 7 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe VII de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à ROUEN, les actes transactionnels définitifs et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière de contrefaçon pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe VII en euros ou sont illimités.

Article 8 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe VIII de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à ROUEN, les transactions en matière de contrefaçon pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe VIII en euros ou sont illimités.

Article 9 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe IX de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à ROUEN, les actes transactionnels définitifs et les ratifications d'actes transactionnels provisoires en matière d'argent liquide pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe IX en euros ou sont illimités.

Article 10 – Délégation est donnée aux agents dont les nom et prénom figurent en annexe X de la présente décision à l'effet de signer, au nom du directeur interrégional à ROUEN, les transactions en matière d'argent liquide pour les montants qui sont mentionnés dans cette même annexe X en euros ou sont illimités.

Article 11 – La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs du département du siège de la direction régionale des douanes. Elle annule et remplace la précédente décision portant le même objet.

Le directeur régional,  
ORIGINAL SIGNE

*MASSON Nicolas*

**Annexe I à la décision n° 2023/1 du 6 mars 2023 du directeur régional MASSON Nicolas**

**Liste des agents des douanes recevant délégation de signature**

**En matière contentieuse (contributions indirectes)**

Décharge : *Décision de décharge de droits*

Recouvrement : *Décision sur une contestation de recouvrement pour un montant maximal de*

Rejet : *Décision de rejet d'une réclamation*

Restitution : *Décision de restitution, remboursement*

Réduction : *Décision de réduction*

Nom/prénom	Décharge	Recouvrement	Rejet	Restitution	Réduction
<b>COLLEU Florian</b>	15000	15000	15000	15000	15000
<b>HAZANE Claire</b>	15000	15000	15000	15000	15000
<b>PERRIN Pauline</b>	illimité	illimité	illimité	illimité	illimité
<b>BERNACHE-ASSOLLANT Frederic</b>	15000	15000	15000	15000	15000
<b>DOLBEC David</b>	15000	15000	15000	15000	15000
<b>GODARD Philippe</b>	10000	10000	10000	10000	10000
<b>LAUNAY Cyril</b>	15000	15000	15000	15000	15000
<b>OLLIVIER Joelle</b>	15000	15000	15000	15000	15000
<b>ABAD Michael</b>	illimité	illimité	illimité	illimité	illimité
<b>LEGRAND Patrice</b>	15000	15000	15000	15000	15000
<b>DESFOURS Beatrice</b>	30000	30000	30000	30000	30000
<b>MONTI Jonathan</b>	illimité	illimité	illimité	illimité	illimité
<b>CLEMENT Christian</b>	15000	15000	15000	15000	15000
<b>DOMINGUES-FERNANDES Gloria</b>	15000	15000	15000	15000	15000
<b>HUSSENET Agnes</b>	10000	10000	10000	10000	10000
<b>AUBERT Nicole</b>	15000	15000	15000	15000	15000
<b>LE PANSE Frederic</b>	15000	15000	15000	15000	15000
<b>LIEGEARD Romain</b>	15000	15000	15000	15000	15000

**Annexe II à la décision n° 2023/1 du 6 mars 2023 du directeur régional MASSON Nicolas**  
**Liste des agents des douanes recevant délégation de signature**

**En matière gracieuse (contributions indirectes)**

Décharge : *Décision sur les demandes de décharge de responsabilité solidaire de l'article L247 du livre des procédures fiscales*

Modération : *Décision de modération d'amende fiscale ou de majoration*

Rejet : *Décision de rejet d'une remise, d'une modération ou de demande d'une transaction*

Remise : *Décision de remise d'amende fiscale ou de majoration d'impôts*

Transaction 4822bis : *Décision d'acceptation d'une demande de transaction*

Nom/prénom	Décharge	Modération	Rejet	Remise	Transaction
COLLEU Florian	15000	15000	15000	15000	15000
HAZANE Claire	15000	15000	15000	15000	15000
PERRIN Pauline	illimité	illimité	illimité	illimité	illimité
BERNACHE-ASSOLLANT Frederic	15000	15000	15000	15000	15000
DOLBEC David	15000	15000	15000	15000	15000
GODARD Philippe	10000	10000	10000	10000	10000
LAUNAY Cyril	15000	15000	15000	15000	15000
OLLIVIER Joelle	15000	15000	15000	15000	15000
PAITIER Christophe	0	0	0	0	10000
RAMBAUT Fabrice	0	0	0	0	15000
ABAD Michael	illimité	illimité	illimité	illimité	illimité
LEGRAND Patrice	15000	15000	15000	15000	0
DESFOURS Beatrice	15000	15000	15000	15000	15000
MONTI Jonathan	illimité	illimité	illimité	illimité	illimité
CLEMENT Christian	15000	15000	15000	15000	15000
DELVAL David	0	0	0	0	10000
GENDROT Philippe	0	0	0	0	10000
LAIR Ludovic	0	0	0	0	10000
OUALI Nadine	0	0	0	0	2000
SIMON Christophe	0	0	0	0	2000
THIBAUT Ludwig	0	0	0	0	10000
WACOGNE Arnaud	0	0	0	0	10000
DOMINGUES-FERNANDES Gloria	15000	15000	15000	15000	0
FONTAINE Loic	2000	2000	2000	2000	0
HUSSENET Agnes	10000	10000	10000	10000	0
KILLIAN Florence	2000	2000	2000	2000	0
LE NEEN Chantal	10000	10000	10000	10000	0
PASQUIER Sophie	10000	10000	10000	10000	0
PLAINEAU Nadege	10000	10000	10000	10000	0
RONSOUX Corinne	10000	10000	10000	10000	0
ARBIA DAVEAU Brigitte	0	0	0	0	10000
AUBERT Nicole	15000	15000	15000	15000	15000
AUDIGIER Gregoire	0	0	0	0	10000

<b>BOXOEN Olivier</b>	0	0	0	0	10000
<b>CRASSOUS Olivier</b>	0	0	0	0	10000
<b>CROCHARD Jean-Louis</b>	0	0	0	0	10000
<b>GODARD Lucile</b>	0	0	0	0	10000
<b>GUNDELACH Anne-Marie</b>	0	0	0	0	10000
<b>HELARY Gaelig</b>	0	0	0	0	10000
<b>LE PANSE Frederic</b>	15000	15000	15000	15000	15000
<b>LIEGEARD Romain</b>	15000	15000	15000	15000	15000
<b>OLLIVIER Fabrice</b>	0	0	0	0	10000
<b>POTIN Vincent</b>	0	0	0	0	2000
<b>PRIMAULT Yannick</b>	0	0	0	0	2000
<b>QUITTE Nathalie</b>	0	0	0	0	2000
<b>RESCH Yves</b>	0	0	0	0	10000
<b>VIBET Camille</b>	0	0	0	0	2000
<b>BAILLEUL Florence</b>	0	0	0	0	2000
<b>CHAMPERT Nicolas</b>	0	0	0	0	10000
<b>COMIN Emmanuel</b>	0	0	0	0	10000
<b>DERACHE Maily</b>	0	0	0	0	10000
<b>DESORT Romain</b>	0	0	0	0	10000
<b>DIDIER Christophe</b>	0	0	0	0	2000
<b>GAGNIER Philippe</b>	0	0	0	0	2000
<b>GUYAVARCH Loic</b>	0	0	0	0	10000
<b>LEBEY-DESTAIS Guillaume</b>	0	0	0	0	2000
<b>LONDAIS Vanessa</b>	0	0	0	0	2000
<b>ROBINO Herve</b>	0	0	0	0	10000
<b>VEREL Florian</b>	0	0	0	0	2000
<b>WAGNER Nicolas</b>	0	0	0	0	2000
<b>BERNARD Florian</b>	0	0	0	0	10000
<b>BLANDAMOUR Caroline</b>	0	0	0	0	2000
<b>BURVINGT Benoit</b>	0	0	0	0	2000
<b>CABILLIC Sandrine</b>	0	0	0	0	2000
<b>CABILLIC Denis</b>	0	0	0	0	2000
<b>COUVREUR Herve</b>	0	0	0	0	2000
<b>FERRY Arnaud</b>	0	0	0	0	10000
<b>FLATRES Ronan</b>	15000	15000	15000	15000	15000
<b>JAMARD Sebastien</b>	0	0	0	0	2000
<b>KILLIAN Denis</b>	0	0	0	0	10000
<b>LASSERTEUX Benoit</b>	0	0	0	0	2000
<b>LE METAYER Fabrice</b>	0	0	0	0	10000
<b>LE ROUX Cedric</b>	0	0	0	0	10000
<b>LELIEVRE Michael</b>	0	0	0	0	2000
<b>LOUVET Vladimir</b>	0	0	0	0	10000
<b>MERCEUR Eric</b>	0	0	0	0	2000

<b>PAILLARD Dominique</b>	0	0	0	0	2000
<b>PHILIPPE Valentin</b>	0	0	0	0	10000
<b>PHILIPPE Margotte</b>	0	0	0	0	2000
<b>PLAINEAU Jean-Philippe</b>	0	0	0	0	10000
<b>RICHARD Laetitia</b>	0	0	0	0	10000
<b>RIVIERE Sebastien</b>	0	0	0	0	10000
<b>ROCHFORT Pierre</b>	0	0	0	0	10000
<b>ROUSSEAU Agnes</b>	0	0	0	0	2000
<b>TALMONT Quentin</b>	0	0	0	0	2000
<b>BANTON Aurelie</b>	0	0	0	0	10000
<b>BERGEREAU Christophe</b>	0	0	0	0	2000
<b>CHEYROUX Patrick</b>	0	0	0	0	2000
<b>COQUET Xavier</b>	0	0	0	0	10000
<b>FARAMUS Eric</b>	0	0	0	0	10000
<b>LE COANT Julien</b>	0	0	0	0	2000
<b>LEROUVILLOIS Youri</b>	0	0	0	0	2000
<b>MARMIEYSSE Maxence</b>	0	0	0	0	2000
<b>PESELIER Fabien</b>	0	0	0	0	2000
<b>POULAIN Thierry</b>	0	0	0	0	10000
<b>ABIVEN Alexis</b>	0	0	0	0	10000
<b>ABIVEN Christophe</b>	0	0	0	0	10000
<b>BENAICHE Franck</b>	15000	15000	15000	15000	15000
<b>BENAMARA Selim</b>	15000	15000	15000	15000	15000
<b>BLEUZE Christophe</b>	0	0	0	0	10000
<b>BONAMIE Vivien</b>	0	0	0	0	2000
<b>BONNIEU Florent</b>	0	0	0	0	10000
<b>BOQUET Yoann</b>	0	0	0	0	2000
<b>CAMUS Michael</b>	0	0	0	0	10000
<b>CAPPE Clemence</b>	0	0	0	0	2000
<b>CHERON Marie</b>	0	0	0	0	10000
<b>DEDION Quentin</b>	0	0	0	0	10000
<b>DORE Amandine</b>	0	0	0	0	10000
<b>DOUSSET Maeva</b>	0	0	0	0	2000
<b>DUBOURG Charles</b>	0	0	0	0	10000
<b>ESPARZA Julien</b>	0	0	0	0	2000
<b>FAUCHEUX Guilhem</b>	0	0	0	0	10000
<b>FERNANDEZ DE HEREDIA Marieke</b>	0	0	0	0	10000
<b>FREGANS Emmanuel</b>	0	0	0	0	10000
<b>GILAIZEAU Aurore</b>	0	0	0	0	2000
<b>GIRR MOREL Michael</b>	0	0	0	0	2000
<b>GUIET Francoise</b>	0	0	0	0	10000
<b>HAMM Lucas</b>	0	0	0	0	10000
<b>HAMOUDI Frankie</b>	0	0	0	0	10000

<b>HARNOIS Hugo</b>	0	0	0	0	2000
<b>HAUTIN Vincent</b>	0	0	0	0	2000
<b>LANGE Anthony</b>	0	0	0	0	2000
<b>LAVIELLE Thomas</b>	0	0	0	0	10000
<b>LE BASNIER Cedric</b>	0	0	0	0	2000
<b>LECOMTE Frederic</b>	0	0	0	0	2000
<b>MAILLOT Vincent</b>	0	0	0	0	2000
<b>MARIE Sandrine</b>	0	0	0	0	10000
<b>MARQUET Gilles</b>	0	0	0	0	10000
<b>MARTIN Luc</b>	0	0	0	0	10000
<b>MAURY Sonia</b>	0	0	0	0	2000
<b>MEGRET Kilyan</b>	0	0	0	0	2000
<b>MICHEL Olivier</b>	0	0	0	0	2000
<b>MICHEL Guillaume</b>	0	0	0	0	10000
<b>MICHEL Guillaume</b>	0	0	0	0	10000
<b>MONTIER Philippe</b>	0	0	0	0	2000
<b>MORTELETTE Fabrice</b>	0	0	0	0	2000
<b>NIVAUT Vianney</b>	0	0	0	0	10000
<b>OTTAVI Bruno</b>	0	0	0	0	10000
<b>PARTAGE Audrey</b>	0	0	0	0	2000
<b>PEYROLLE Emrick-Henri</b>	0	0	0	0	10000
<b>RAULT Jean-Philippe</b>	0	0	0	0	2000
<b>RAVET Steve</b>	0	0	0	0	2000
<b>REVEL Foucauld</b>	0	0	0	0	2000
<b>RIVIERE Nicolas</b>	0	0	0	0	2000
<b>RONCHIN Solenne</b>	0	0	0	0	2000
<b>ROYEAU Laurent</b>	0	0	0	0	2000
<b>SIQUES Pauline</b>	0	0	0	0	2000
<b>SKATNI Saladin</b>	0	0	0	0	10000
<b>SOUHARD Alain</b>	0	0	0	0	2000
<b>TANGUY Vincent</b>	0	0	0	0	2000
<b>TRANCHANT Matthieu</b>	0	0	0	0	10000
<b>TRIBOUILLARD Nicolas</b>	0	0	0	0	10000
<b>VERNIER Clara</b>	0	0	0	0	10000
<b>VIEL Bruno</b>	0	0	0	0	2000

**Annexe III à la décision n° 2023/1 du 6 mars 2023 du directeur régional MASSON Nicolas**

**Liste des agents des douanes recevant délégation de signature**

**En matière de contributions indirectes et de réglementations assimilées : transaction simplifiée - 4823 bis « PRS »**

Droits compromis : *Montant des droits compromis n'excède pas*

Droits fraudés : *Montant des droits fraudés n'excède pas*

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur de la marchandise servant de calcul à la pénalité proportionnelle n'excède pas*

Nom/prénom	Droits compromis	Droits fraudés	Montant de l'amende	Valeur des marchandises
<b>PERRIN Pauline</b>	15000	7500	1500	15000
<b>BERNACHE-ASSOLLANT Frederic</b>	15000	7500	1500	15000
<b>DOLBEC David</b>	15000	7500	1500	15000
<b>GODARD Philippe</b>	10000	5000	1000	10000
<b>LAUNAY Cyril</b>	15000	7500	1500	15000
<b>OLLIVIER Joelle</b>	15000	7500	1500	15000
<b>PAITIER Christophe</b>	10000	5000	1000	10000
<b>RAMBAUT Fabrice</b>	15000	7500	1500	15000
<b>DESFOURS Beatrice</b>	15000	7500	1500	15000
<b>MONTI Jonathan</b>	15000	7500	1500	15000
<b>CLEMENT Christian</b>	15000	7500	1500	15000
<b>DELVAL David</b>	10000	5000	1000	10000
<b>GENDROT Philippe</b>	10000	5000	1000	10000
<b>LAIR Ludovic</b>	10000	5000	1000	10000
<b>OUALI Nadine</b>	5000	2500	500	5000
<b>SIMON Christophe</b>	5000	2500	500	5000
<b>THIBAUT Ludwig</b>	10000	5000	1000	10000
<b>WACOGNE Arnaud</b>	10000	5000	1000	10000
<b>ARBIA DAVEAU Brigitte</b>	10000	5000	1000	10000
<b>AUBERT Nicole</b>	15000	7500	1500	15000
<b>AUDIGIER Gregoire</b>	10000	5000	1000	10000
<b>BOXOEN Olivier</b>	10000	5000	1000	10000
<b>CRASSOUS Olivier</b>	10000	5000	1000	10000
<b>CROCHARD Jean-Louis</b>	10000	5000	1000	10000
<b>GODARD Lucile</b>	10000	5000	1000	10000
<b>GUNDELACH Anne-Marie</b>	10000	5000	1000	10000
<b>HELARY Gaelig</b>	10000	5000	1000	10000
<b>LE PANSE Frederic</b>	15000	7500	1500	15000
<b>LIEGEARD Romain</b>	15000	7500	1500	15000
<b>OLLIVIER Fabrice</b>	10000	5000	1000	10000
<b>PHILIPPE Corine</b>	10000	5000	1000	10000
<b>POTIN Vincent</b>	5000	2500	500	5000

<b>PRIMAULT Yannick</b>	5000	2500	500	5000
<b>QUITTE Nathalie</b>	5000	2500	500	5000
<b>RESCH Yves</b>	10000	5000	1000	10000
<b>VIBET Camille</b>	5000	2500	500	5000
<b>BAILLEUL Florence</b>	5000	2500	500	5000
<b>CHAMPERT Nicolas</b>	10000	5000	1000	10000
<b>COMIN Emmanuel</b>	10000	5000	1000	10000
<b>DERACHE Maily</b>	10000	5000	1000	10000
<b>DESORT Romain</b>	10000	5000	1000	10000
<b>DIDIER Christophe</b>	5000	2500	500	5000
<b>GAGNIER Philippe</b>	5000	2500	500	5000
<b>GUYAVARCH Loic</b>	10000	5000	1000	10000
<b>LEBEY-DESTAIS Guillaume</b>	5000	2500	500	5000
<b>LONDAIS Vanessa</b>	5000	2500	500	5000
<b>ROBINO Herve</b>	10000	5000	1000	10000
<b>VEREL Florian</b>	5000	2500	500	5000
<b>WAGNER Nicolas</b>	5000	2500	500	5000
<b>BERNARD Florian</b>	10000	5000	1000	10000
<b>BLANDAMOUR Caroline</b>	5000	2500	500	5000
<b>BURVINGT Benoit</b>	5000	2500	500	5000
<b>CABILLIC Sandrine</b>	5000	2500	500	5000
<b>CABILLIC Denis</b>	5000	2500	500	5000
<b>COUVREUR Herve</b>	5000	2500	500	5000
<b>FERRY Arnaud</b>	10000	5000	1000	10000
<b>FLATRES Ronan</b>	15000	7500	1500	15000
<b>JAMARD Sebastien</b>	5000	2500	500	5000
<b>KILLIAN Denis</b>	10000	5000	1000	10000
<b>LASSERTEUX Benoit</b>	5000	2500	500	5000
<b>LE METAYER Fabrice</b>	10000	5000	1000	10000
<b>LE ROUX Cedric</b>	10000	5000	1000	10000
<b>LELIEVRE Michael</b>	5000	2500	500	5000
<b>LOUVET Vladimir</b>	10000	5000	1000	10000
<b>MERCEUR Eric</b>	5000	2500	500	5000
<b>PAILLARD Dominique</b>	5000	2500	500	5000
<b>PHILIPPE Margotte</b>	5000	2500	500	5000
<b>PHILIPPE Valentin</b>	10000	5000	1000	10000
<b>PLAINEAU Jean-Philippe</b>	10000	5000	1000	10000
<b>RICHARD Laetitia</b>	10000	5000	1000	10000
<b>RIVIERE Sebastien</b>	10000	5000	1000	10000
<b>ROCHEFORT Pierre</b>	10000	5000	1000	10000
<b>ROUSSEAU Agnes</b>	5000	2500	500	5000
<b>TALMONT Quentin</b>	5000	2500	500	5000
<b>BANTON Aurelie</b>	10000	5000	1000	10000



<b>BERGEREAU Christophe</b>	5000	2500	500	5000
<b>CHEYROUX Patrick</b>	5000	2500	500	5000
<b>COQUET Xavier</b>	10000	5000	1000	10000
<b>FARAMUS Eric</b>	10000	5000	1000	10000
<b>LE COANT Julien</b>	5000	2500	500	5000
<b>LEROUVILLOIS Youri</b>	5000	2500	500	5000
<b>MARMIEYSSE Maxence</b>	5000	2500	500	5000
<b>PESELIER Fabien</b>	5000	2500	500	5000
<b>POULAIN Thierry</b>	10000	5000	1000	10000
<b>ABIVEN Christophe</b>	10000	5000	1000	10000
<b>ABIVEN Alexis</b>	10000	5000	1000	10000
<b>BENAICHE Franck</b>	15000	7500	1500	15000
<b>BENAMARA Selim</b>	15000	7500	1500	15000
<b>BLEUZE Christophe</b>	10000	5000	1000	10000
<b>BONAMIE Vivien</b>	5000	2500	500	5000
<b>BONNIEU Florent</b>	10000	5000	1000	10000
<b>BOQUET Yoann</b>	5000	2500	500	5000
<b>CAMUS Michael</b>	10000	5000	1000	10000
<b>CAPPE Clemence</b>	5000	2500	500	5000
<b>CHERON Marie</b>	10000	5000	1000	10000
<b>DEDION Quentin</b>	10000	5000	1000	10000
<b>DORE Amandine</b>	10000	5000	1000	10000
<b>DOUSSET Maeva</b>	5000	2500	500	5000
<b>DUBOURG Charles</b>	10000	5000	1000	10000
<b>ESPARZA Julien</b>	5000	2500	500	5000
<b>FAUCHEUX Guilhem</b>	10000	5000	1000	10000
<b>FERNANDEZ DE HEREDIA Marieke</b>	10000	5000	1000	10000
<b>FREGANS Emmanuel</b>	10000	5000	1000	10000
<b>GILAIZEAU Aurore</b>	5000	2500	500	5000
<b>GIRR MOREL Michael</b>	5000	2500	500	5000
<b>GUIET Françoise</b>	10000	5000	1000	10000
<b>HAMM Lucas</b>	10000	5000	1000	10000
<b>HAMOUDI Frankie</b>	10000	5000	1000	10000
<b>HARNOIS Hugo</b>	5000	2500	500	5000
<b>HAUTIN Vincent</b>	5000	2500	500	5000
<b>LANGE Anthony</b>	5000	2500	500	5000
<b>LAVIELLE Thomas</b>	10000	5000	1000	10000
<b>LE BASNIER Cedric</b>	5000	2500	500	5000
<b>LECOMTE Frederic</b>	5000	2500	500	5000
<b>MAILLOT Vincent</b>	5000	2500	500	5000
<b>MARIE Sandrine</b>	10000	5000	1000	10000
<b>MARQUET Gilles</b>	10000	5000	1000	10000
<b>MARTIN Luc</b>	10000	5000	1000	10000

<b>MAURY Sonia</b>	5000	2500	500	5000
<b>MEGRET Kilyan</b>	5000	2500	500	5000
<b>MICHEL Olivier</b>	5000	2500	500	5000
<b>MICHEL Guillaume</b>	10000	5000	1000	10000
<b>MICHEL Guillaume</b>	10000	5000	1000	10000
<b>MONTIER Philippe</b>	5000	2500	500	5000
<b>MORTELETTE Fabrice</b>	5000	2500	500	5000
<b>NIVAUT Vianney</b>	10000	5000	1000	10000
<b>OTTAVI Bruno</b>	10000	5000	1000	10000
<b>PARTAGE Audrey</b>	5000	2500	500	5000
<b>PEYROLLE Emrick-Henri</b>	10000	5000	1000	10000
<b>RAULT Jean-Philippe</b>	5000	2500	500	5000
<b>RAVET Steve</b>	5000	2500	500	5000
<b>REVEL Foucauld</b>	5000	2500	500	5000
<b>RIVIERE Nicolas</b>	5000	2500	500	5000
<b>RONCHIN Solenne</b>	5000	2500	500	5000
<b>ROYEAU Laurent</b>	5000	2500	500	5000
<b>SIQUES Pauline</b>	5000	2500	500	5000
<b>SKATNI Saladin</b>	10000	5000	1000	10000
<b>SOUHARD Alain</b>	5000	2500	500	5000
<b>TANGUY Vincent</b>	5000	2500	500	5000
<b>TRANCHANT Matthieu</b>	10000	5000	1000	10000
<b>TRIBOUILLARD Nicolas</b>	10000	5000	1000	10000
<b>VERNIER Clara</b>	10000	5000	1000	10000
<b>VIEL Bruno</b>	5000	2500	500	5000

**Annexe IV à la décision n° 2023/1 du 6 mars 2023 du directeur régional *MASSON Nicolas***

**Liste des agents des douanes recevant délégation de signature**

**Pv « 406 » (contentieux voyageurs)**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Nom/prénom	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
<b>PERRIN Pauline</b>	1500	7500	15000
<b>PAITIER Christophe</b>	1000	5000	10000
<b>RAMBAUT Fabrice</b>	1500	7500	15000
<b>ABAD Michael</b>	1500	7500	15000
<b>DESFOURS Beatrice</b>	1500	7500	15000
<b>MONTI Jonathan</b>	1500	7500	15000
<b>BAILLEUL Florence</b>	500	3000	5000
<b>CHAMPERT Nicolas</b>	1000	5000	10000
<b>COMIN Emmanuel</b>	1000	5000	10000
<b>DERACHE Mailys</b>	1000	5000	10000
<b>DESORT Romain</b>	1000	5000	10000
<b>DIDIER Christophe</b>	500	3000	5000
<b>GAGNIER Philippe</b>	500	3000	5000
<b>GUYAVARCH Loic</b>	1000	5000	10000
<b>LEBEY-DESTAIS Guillaume</b>	500	3000	5000
<b>LONDAIS Vanessa</b>	500	3000	5000
<b>ROBINO Herve</b>	1000	5000	10000
<b>VEREL Florian</b>	500	3000	5000
<b>WAGNER Nicolas</b>	500	3000	5000
<b>BERNARD Florian</b>	1000	5000	10000
<b>BLANDAMOUR Caroline</b>	500	3000	5000
<b>BURVINGT Benoit</b>	500	3000	5000
<b>CABILLIC Sandrine</b>	500	3000	5000
<b>CABILLIC Denis</b>	500	3000	5000
<b>COUVREUR Herve</b>	500	3000	5000
<b>FERRY Arnaud</b>	1000	5000	10000
<b>FLATRES Ronan</b>	1500	7500	15000
<b>JAMARD Sebastien</b>	500	3000	5000
<b>KILLIAN Denis</b>	1000	5000	10000
<b>LASSERTEUX Benoit</b>	500	3000	5000
<b>LE METAYER Fabrice</b>	1000	5000	10000
<b>LE ROUX Cedric</b>	1000	5000	10000
<b>LELIEVRE Michael</b>	500	3000	5000
<b>LOUVET Vladimir</b>	1000	5000	10000

<b>MERCEUR Eric</b>	500	3000	5000
<b>PAILLARD Dominique</b>	500	3000	5000
<b>PHILIPPE Margotte</b>	500	3000	5000
<b>PHILIPPE Valentin</b>	1000	5000	10000
<b>PLAINEAU Jean-Philippe</b>	1000	5000	10000
<b>RICHARD Laetitia</b>	1000	5000	10000
<b>RIVIERE Sebastien</b>	1000	5000	10000
<b>ROCHEFORT Pierre</b>	1000	5000	10000
<b>ROUSSEAU Agnes</b>	500	3000	5000
<b>TALMONT Quentin</b>	500	3000	5000
<b>BANTON Aurelie</b>	1000	5000	10000
<b>BERGEREAU Christophe</b>	500	3000	5000
<b>CHEYROUX Patrick</b>	500	3000	5000
<b>COQUET Xavier</b>	1000	5000	10000
<b>FARAMUS Eric</b>	1000	5000	10000
<b>LE COANT Julien</b>	500	3000	5000
<b>LEROUVILLOIS Youri</b>	500	3000	5000
<b>MARMIEYSSE Maxence</b>	500	3000	5000
<b>PESELIER Fabien</b>	500	3000	5000
<b>POULAIN Thierry</b>	1000	5000	10000
<b>ABIVEN Christophe</b>	1000	5000	10000
<b>ABIVEN Alexis</b>	1000	5000	10000
<b>BENAICHE Franck</b>	1500	7500	15000
<b>BENAMARA Selim</b>	1500	7500	15000
<b>BLEUZE Christophe</b>	1000	5000	10000
<b>BONAMIE Vivien</b>	500	3000	5000
<b>BONNIEU Florent</b>	1000	5000	10000
<b>BOQUET Yoann</b>	500	3000	5000
<b>CAMUS Michael</b>	1000	5000	10000
<b>CAPPE Clemence</b>	500	3000	5000
<b>CHERON Marie</b>	1000	5000	10000
<b>DEDION Quentin</b>	1000	5000	10000
<b>DORE Amandine</b>	1000	5000	10000
<b>DOUSSET Maeva</b>	500	3000	5000
<b>DUBOURG Charles</b>	1000	5000	10000
<b>ESPARZA Julien</b>	500	3000	5000
<b>FAUCHEUX Guilhem</b>	1000	5000	10000
<b>FERNANDEZ DE HEREDIA Marieke</b>	1000	5000	10000
<b>FREGANS Emmanuel</b>	1000	5000	10000
<b>GILAIZEAU Aurore</b>	500	3000	5000
<b>GIRR MOREL Michael</b>	500	3000	5000
<b>GUIET Francoise</b>	1000	5000	10000
<b>HAMM Lucas</b>	1000	5000	10000

<b>HAMOUDI Frankie</b>	1000	5000	10000
<b>HARNOIS Hugo</b>	500	3000	5000
<b>HAUTIN Vincent</b>	500	3000	5000
<b>LANGE Anthony</b>	500	3000	5000
<b>LAVIEILLE Thomas</b>	1000	5000	10000
<b>LE BASNIER Cedric</b>	500	3000	5000
<b>LECOMTE Frederic</b>	500	3000	5000
<b>MAILLOT Vincent</b>	500	3000	5000
<b>MARIE Sandrine</b>	1000	5000	10000
<b>MARQUET Gilles</b>	1000	5000	10000
<b>MARTIN Luc</b>	1000	5000	10000
<b>MAURY Sonia</b>	500	3000	5000
<b>MEGRET Kilyan</b>	500	3000	5000
<b>MICHEL Guillaume</b>	1000	5000	10000
<b>MICHEL Olivier</b>	500	3000	5000
<b>MICHEL Guillaume</b>	1000	5000	10000
<b>MONTIER Philippe</b>	500	3000	5000
<b>MORTELETTE Fabrice</b>	500	3000	5000
<b>NIVAUT Vianney</b>	1000	5000	10000
<b>OTTAVI Bruno</b>	1000	5000	10000
<b>PARTAGE Audrey</b>	500	3000	5000
<b>PEYROLLE Emrick-Henri</b>	1000	5000	10000
<b>RAULT Jean-Philippe</b>	500	3000	5000
<b>RAVET Steve</b>	500	3000	5000
<b>REVEL Foucauld</b>	500	3000	5000
<b>RIVIERE Nicolas</b>	500	3000	5000
<b>RONCHIN Solenne</b>	500	3000	5000
<b>ROYEAU Laurent</b>	500	3000	5000
<b>SIQUES Pauline</b>	500	3000	5000
<b>SKATNI Saladin</b>	1000	5000	10000
<b>SOUHARD Alain</b>	500	3000	5000
<b>TANGUY Vincent</b>	500	3000	5000
<b>TRANCHANT Matthieu</b>	1000	5000	10000
<b>TRIBOUILLARD Nicolas</b>	1000	5000	10000
<b>VERNIER Clara</b>	1000	5000	10000
<b>VIEL Bruno</b>	500	3000	5000

**Annexe V à la décision n° 2023/1 du 6 mars 2023 du directeur régional MASSON Nicolas**

**Liste des agents des douanes recevant délégation de signature**

**Pv« 420D », « 420 », « 421 » (contravention et délit douaniers)**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Nom/prénom	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
PERRIN Pauline	illimité	100000	300000
BERNACHE-ASSOLLANT Frederic	3000	15000	300000
DOLBEC David	3000	15000	300000
GODARD Philippe	1500	7500	300000
LAUNAY Cyril	3000	15000	300000
OLLIVIER Joelle	3000	15000	300000
PAITIER Christophe	1500	7500	300000
RAMBAUT Fabrice	3000	15000	300000
ABAD Michael	illimité	100000	300000
DESFOURS Beatrice	3000	50000	300000
MONTI Jonathan	illimité	100000	300000
DOMINGUES-FERNANDES Gloria	3000	15000	300000
FONTAINE Loic	500	3000	300000
HUSSENET Agnes	1500	7500	300000
LE NEEN Chantal	1500	7500	300000
PASQUIER Sophie	1500	7500	300000
PLAINEAU Nadege	1500	7500	300000
RONSOUX Corinne	1500	7500	300000
ARBIA DAVEAU Brigitte	1500	7500	300000
AUBERT Nicole	3000	15000	300000
AUDIGIER Gregoire	1500	7500	300000
BOXOEN Olivier	1500	7500	300000
CRASSOUS Olivier	1500	7500	300000
CROCHARD Jean-Louis	1500	7500	300000
GODARD Lucile	1500	7500	300000
GUNDELACH Anne-Marie	1500	7500	300000
HELARY Gaelig	1500	7500	300000
LE PANSE Frederic	3000	15000	300000
LIEGEARD Romain	3000	15000	300000
OLLIVIER Fabrice	1500	7500	300000
POTIN Vincent	500	3000	300000
PRIMAULT Yannick	500	3000	300000
QUITTE Nathalie	500	3000	300000
RESCH Yves	1500	7500	300000

<b>VIBET Camille</b>	500	3000	300000
<b>BAILLEUL Florence</b>	500	3000	300000
<b>CHAMPERT Nicolas</b>	1500	7500	300000
<b>COMIN Emmanuel</b>	1500	7500	300000
<b>DERACHE Mailys</b>	1500	7500	300000
<b>DESORT Romain</b>	1500	7500	300000
<b>DIDIER Christophe</b>	500	3000	300000
<b>GAGNIER Philippe</b>	500	3000	300000
<b>GUYAVARCH Loic</b>	1500	7500	300000
<b>LEBEY-DESTAIS Guillaume</b>	500	3000	300000
<b>LONDAIS Vanessa</b>	500	3000	300000
<b>ROBINO Herve</b>	1500	7500	300000
<b>VEREL Florian</b>	500	3000	300000
<b>WAGNER Nicolas</b>	500	3000	300000
<b>BERNARD Florian</b>	1500	7500	300000
<b>BLANDAMOUR Caroline</b>	500	3000	300000
<b>BURVINGT Benoit</b>	500	3000	300000
<b>CABILLIC Denis</b>	500	3000	300000
<b>CABILLIC Sandrine</b>	500	3000	300000
<b>COUVREUR Herve</b>	500	3000	300000
<b>FERRY Arnaud</b>	1500	7500	300000
<b>FLATRES Ronan</b>	3000	15000	300000
<b>JAMARD Sebastien</b>	500	3000	300000
<b>KILLIAN Denis</b>	1500	7500	300000
<b>LASSERTEUX Benoit</b>	500	3000	300000
<b>LE METAYER Fabrice</b>	1500	7500	300000
<b>LE ROUX Cedric</b>	1500	7500	300000
<b>LELIEVRE Michael</b>	500	3000	300000
<b>LOUVET Vladimir</b>	1500	7500	300000
<b>MERCEUR Eric</b>	500	3000	300000
<b>PAILLARD Dominique</b>	500	3000	300000
<b>PHILIPPE Margotte</b>	500	3000	300000
<b>PHILIPPE Valentin</b>	1500	7500	300000
<b>PLAINEAU Jean-Philippe</b>	1500	7500	300000
<b>RICHARD Laetitia</b>	1500	7500	300000
<b>RIVIERE Sebastien</b>	1500	7500	300000
<b>ROCHFORT Pierre</b>	1500	7500	300000
<b>ROUSSEAU Agnes</b>	500	3000	300000
<b>TALMONT Quentin</b>	500	3000	300000
<b>BANTON Aurelie</b>	1500	7500	300000
<b>BERGEREAU Christophe</b>	500	3000	300000
<b>CHEYROUX Patrick</b>	500	3000	300000
<b>COQUET Xavier</b>	1500	7500	300000

<b>FARAMUS Eric</b>	1500	7500	300000
<b>LE COANT Julien</b>	500	3000	300000
<b>LEROUVILLOIS Youri</b>	500	3000	300000
<b>MARMIEYSSE Maxence</b>	500	3000	300000
<b>PESELIER Fabien</b>	500	3000	300000
<b>POULAIN Thierry</b>	1500	7500	300000
<b>ABIVEN Christophe</b>	1500	7500	300000
<b>ABIVEN Alexis</b>	1500	7500	300000
<b>BENAICHE Franck</b>	3000	15000	300000
<b>BENAMARA Selim</b>	3000	15000	300000
<b>BLEUZE Christophe</b>	1500	7500	300000
<b>BONAMIE Vivien</b>	500	3000	300000
<b>BONNIEU Florent</b>	1500	7500	300000
<b>BOQUET Yoann</b>	500	3000	300000
<b>CAMUS Michael</b>	1500	7500	300000
<b>CAPPE Clemence</b>	500	3000	300000
<b>CHERON Marie</b>	1500	7500	300000
<b>DEDION Quentin</b>	1500	7500	300000
<b>DORE Amandine</b>	1500	7500	300000
<b>DOUSSET Maeva</b>	500	3000	300000
<b>DUBOURG Charles</b>	1500	7500	300000
<b>ESPARZA Julien</b>	500	3000	300000
<b>FAUCHEUX Guilhem</b>	1500	7500	300000
<b>FERNANDEZ DE HEREDIA Marieke</b>	1500	7500	300000
<b>FREGANS Emmanuel</b>	1500	7500	300000
<b>GILAIZEAU Aurore</b>	500	3000	300000
<b>GIRR MOREL Michael</b>	500	3000	300000
<b>GUIET Françoise</b>	1500	7500	300000
<b>HAMM Lucas</b>	1500	7500	300000
<b>HAMOUDI Frankie</b>	1500	7500	300000
<b>HARNOIS Hugo</b>	500	3000	300000
<b>HAUTIN Vincent</b>	500	3000	300000
<b>LANGE Anthony</b>	500	3000	300000
<b>LAVIEILLE Thomas</b>	1500	7500	300000
<b>LE BASNIER Cedric</b>	500	3000	300000
<b>LECOMTE Frederic</b>	500	3000	300000
<b>MAILLOT Vincent</b>	500	3000	300000
<b>MARIE Sandrine</b>	1500	7500	300000
<b>MARQUET Gilles</b>	1500	7500	300000
<b>MARTIN Luc</b>	1500	7500	300000
<b>MAURY Sonia</b>	500	3000	300000
<b>MEGRET Kilyan</b>	500	3000	300000
<b>MICHEL Olivier</b>	500	3000	300000



<b>MICHEL Guillaume</b>	1500	7500	300000
<b>MICHEL Guillaume</b>	1500	7500	300000
<b>MONTIER Philippe</b>	500	3000	300000
<b>MORTELETTE Fabrice</b>	500	3000	300000
<b>NIVAUT Vianney</b>	1500	7500	300000
<b>OTTAVI Bruno</b>	1500	7500	300000
<b>PARTAGE Audrey</b>	500	3000	300000
<b>PEYROLLE Emrick-Henri</b>	1500	7500	300000
<b>RAULT Jean-Philippe</b>	500	3000	300000
<b>RAVET Steve</b>	500	3000	300000
<b>REVEL Foucauld</b>	500	3000	300000
<b>RIVIERE Nicolas</b>	500	3000	300000
<b>RONCHIN Solenne</b>	500	3000	300000
<b>ROYEAU Laurent</b>	500	3000	300000
<b>SIQUES Pauline</b>	500	3000	300000
<b>SKATNI Saladin</b>	1500	7500	300000
<b>SOUHARD Alain</b>	500	3000	300000
<b>TANGUY Vincent</b>	500	3000	300000
<b>TRANCHANT Matthieu</b>	1500	7500	300000
<b>TRIBOUILLARD Nicolas</b>	1500	7500	300000
<b>VERNIER Clara</b>	1500	7500	300000
<b>VIEL Bruno</b>	500	3000	300000

**Annexe VI à la décision n° 2023/1 du 6 mars 2023 du directeur régional *MASSON Nicolas***

**Liste des agents des douanes recevant délégation de signature**

**TRANSACTION « 421 » (contravention et délit douaniers)**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Montant droits et taxes : *Montant des droits et taxes compromis n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Nom/prénom	Montant de l'amende	Montant droits et taxes	Valeur des marchandises
<b>PERRIN Pauline</b>	illimité	100000	300000
<b>BERNACHE-ASSOLLANT Frederic</b>	3000	15000	300000
<b>DOLBEC David</b>	3000	15000	300000
<b>GODARD Philippe</b>	1500	7500	300000
<b>LAUNAY Cyril</b>	3000	15000	300000
<b>OLLIVIER Joelle</b>	3000	15000	300000
<b>PAITIER Christophe</b>	1500	7500	300000
<b>RAMBAUT Fabrice</b>	3000	15000	300000
<b>ABAD Michael</b>	illimité	100000	300000
<b>DESFOURS Beatrice</b>	3000	50000	300000
<b>MONTI Jonathan</b>	illimité	100000	300000
<b>DOMINGUES-FERNANDES Gloria</b>	3000	15000	300000
<b>FONTAINE Loic</b>	500	3000	300000
<b>HUSSENET Agnes</b>	1500	7500	300000
<b>LE NEEN Chantal</b>	1500	7500	300000
<b>PASQUIER Sophie</b>	1500	7500	300000
<b>PLAINEAU Nadege</b>	1500	7500	300000
<b>RONSOUX Corinne</b>	1500	7500	300000
<b>ARBIA DAVEAU Brigitte</b>	1500	7500	300000
<b>AUBERT Nicole</b>	3000	15000	300000
<b>AUDIGIER Gregoire</b>	1500	7500	300000
<b>BOXOEN Olivier</b>	1500	7500	300000
<b>CRASSOUS Olivier</b>	1500	7500	300000
<b>CROCHARD Jean-Louis</b>	1500	7500	300000
<b>GODARD Lucile</b>	1500	7500	300000
<b>GUNDELACH Anne-Marie</b>	1500	7500	300000
<b>HELARY Gaelig</b>	1500	7500	300000
<b>LE PANSE Frederic</b>	3000	15000	300000
<b>LIEGEARD Romain</b>	3000	15000	300000
<b>OLLIVIER Fabrice</b>	1500	7500	300000
<b>POTIN Vincent</b>	500	3000	300000
<b>PRIMAULT Yannick</b>	500	3000	300000
<b>QUITTE Nathalie</b>	500	3000	300000
<b>RESCH Yves</b>	1500	7500	300000

<b>VIBET Camille</b>	500	3000	300000
<b>BAILLEUL Florence</b>	500	3000	300000
<b>CHAMPERT Nicolas</b>	1500	7500	300000
<b>COMIN Emmanuel</b>	1500	7500	300000
<b>DERACHE Mailys</b>	1500	7500	300000
<b>DESORT Romain</b>	1500	7500	300000
<b>DIDIER Christophe</b>	500	3000	300000
<b>GAGNIER Philippe</b>	500	3000	300000
<b>GUYAVARCH Loic</b>	1500	7500	300000
<b>LEBEY-DESTAIS Guillaume</b>	500	3000	300000
<b>LONDAIS Vanessa</b>	500	3000	300000
<b>ROBINO Herve</b>	1500	7500	300000
<b>VEREL Florian</b>	500	3000	300000
<b>WAGNER Nicolas</b>	500	3000	300000
<b>BERNARD Florian</b>	1500	7500	300000
<b>BLANDAMOUR Caroline</b>	500	3000	300000
<b>BURVINGT Benoit</b>	500	3000	300000
<b>CABILLIC Denis</b>	500	3000	300000
<b>CABILLIC Sandrine</b>	500	3000	300000
<b>COUVREUR Herve</b>	500	3000	300000
<b>FERRY Arnaud</b>	1500	7500	300000
<b>FLATRES Ronan</b>	3000	15000	300000
<b>JAMARD Sebastien</b>	500	3000	300000
<b>KILLIAN Denis</b>	1500	7500	300000
<b>LASSERTEUX Benoit</b>	500	3000	300000
<b>LE METAYER Fabrice</b>	1500	7500	300000
<b>LE ROUX Cedric</b>	1500	7500	300000
<b>LELIEVRE Michael</b>	500	3000	300000
<b>LOUVET Vladimir</b>	1500	7500	300000
<b>MERCEUR Eric</b>	500	3000	300000
<b>PAILLARD Dominique</b>	500	3000	300000
<b>PHILIPPE Margotte</b>	500	3000	300000
<b>PHILIPPE Valentin</b>	1500	7500	300000
<b>PLAINEAU Jean-Philippe</b>	1500	7500	300000
<b>RICHARD Laetitia</b>	1500	7500	300000
<b>RIVIERE Sebastien</b>	1500	7500	300000
<b>ROCHFORT Pierre</b>	1500	7500	300000
<b>ROUSSEAU Agnes</b>	500	3000	300000
<b>TALMONT Quentin</b>	500	3000	300000
<b>BANTON Aurelie</b>	1500	7500	300000
<b>BERGEREAU Christophe</b>	500	3000	300000
<b>CHEYROUX Patrick</b>	500	3000	300000
<b>COQUET Xavier</b>	1500	7500	300000

<b>FARAMUS Eric</b>	1500	7500	300000
<b>LE COANT Julien</b>	500	3000	300000
<b>LEROUVILLOIS Youri</b>	500	3000	300000
<b>MARMIEYSSE Maxence</b>	500	3000	300000
<b>PESELIER Fabien</b>	500	3000	300000
<b>POULAIN Thierry</b>	1500	7500	300000
<b>ABIVEN Christophe</b>	1500	7500	300000
<b>ABIVEN Alexis</b>	1500	7500	300000
<b>BENAICHE Franck</b>	3000	15000	300000
<b>BENAMARA Selim</b>	3000	15000	300000
<b>BLEUZE Christophe</b>	1500	7500	300000
<b>BONAMIE Vivien</b>	500	3000	300000
<b>BONNIEU Florent</b>	1500	7500	300000
<b>BOQUET Yoann</b>	500	3000	300000
<b>CAMUS Michael</b>	1500	7500	300000
<b>CAPPE Clemence</b>	500	3000	300000
<b>CHERON Marie</b>	1500	7500	300000
<b>DEDION Quentin</b>	1500	7500	300000
<b>DORE Amandine</b>	1500	7500	300000
<b>DOUSSET Maeva</b>	500	3000	300000
<b>DUBOURG Charles</b>	1500	7500	300000
<b>ESPARZA Julien</b>	500	3000	300000
<b>FAUCHEUX Guilhem</b>	1500	7500	300000
<b>FERNANDEZ DE HEREDIA Marieke</b>	1500	7500	300000
<b>FREGANS Emmanuel</b>	1500	7500	300000
<b>GILAIZEAU Aurore</b>	500	3000	300000
<b>GIRR MOREL Michael</b>	500	3000	300000
<b>GUIET Francoise</b>	1500	7500	300000
<b>HAMM Lucas</b>	1500	7500	300000
<b>HAMOUDI Frankie</b>	1500	7500	300000
<b>HARNOIS Hugo</b>	500	3000	300000
<b>HAUTIN Vincent</b>	500	3000	300000
<b>LANGE Anthony</b>	500	3000	300000
<b>LAVIEILLE Thomas</b>	1500	7500	300000
<b>LE BASNIER Cedric</b>	500	3000	300000
<b>LECOMTE Frederic</b>	500	3000	300000
<b>MAILLOT Vincent</b>	500	3000	300000
<b>MARIE Sandrine</b>	1500	7500	300000
<b>MARQUET Gilles</b>	1500	7500	300000
<b>MARTIN Luc</b>	1500	7500	300000
<b>MAURY Sonia</b>	500	3000	300000
<b>MEGRET Kilyan</b>	500	3000	300000
<b>MICHEL Guillaume</b>	1500	7500	300000

<b>MICHEL Olivier</b>	500	3000	300000
<b>MICHEL Guillaume</b>	1500	7500	300000
<b>MONTIER Philippe</b>	500	3000	300000
<b>MORTELETTE Fabrice</b>	500	3000	300000
<b>NIVAUT Vianney</b>	1500	7500	300000
<b>OTTAVI Bruno</b>	1500	7500	300000
<b>PARTAGE Audrey</b>	500	3000	300000
<b>PEYROLLE Emrick-Henri</b>	1500	7500	300000
<b>RAULT Jean-Philippe</b>	500	3000	300000
<b>RAVET Steve</b>	500	3000	300000
<b>REVEL Foucauld</b>	500	3000	300000
<b>RIVIERE Nicolas</b>	500	3000	300000
<b>RONCHIN Solenne</b>	500	3000	300000
<b>ROYEAU Laurent</b>	500	3000	300000
<b>SIQUES Pauline</b>	500	3000	300000
<b>SKATNI Saladin</b>	1500	7500	300000
<b>SOUHARD Alain</b>	500	3000	300000
<b>TANGUY Vincent</b>	500	3000	300000
<b>TRANCHANT Matthieu</b>	1500	7500	300000
<b>TRIBOUILLARD Nicolas</b>	1500	7500	300000
<b>VERNIER Clara</b>	1500	7500	300000
<b>VIEL Bruno</b>	500	3000	300000

**Annexe VII à la décision n° 2023/1 du 6 mars 2023 du directeur régional *MASSON Nicolas*  
Liste des agents des douanes recevant délégation de signature**

**PV « 420D », « 420 », « 421 » (contrefaçon)**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Nom/prénom	Montant de l'amende	Valeur des marchandises
<b>PERRIN Pauline</b>	illimité	600000
<b>BERNACHE-ASSOLLANT Frederic</b>	3000	600000
<b>DOLBEC David</b>	3000	600000
<b>GODARD Philippe</b>	1500	600000
<b>LAUNAY Cyril</b>	3000	600000
<b>OLLIVIER Joelle</b>	3000	600000
<b>PAITIER Christophe</b>	1500	600000
<b>RAMBAUT Fabrice</b>	3000	600000
<b>ABAD Michael</b>	illimité	600000
<b>DESFOURS Beatrice</b>	3000	600000
<b>MONTI Jonathan</b>	illimité	600000
<b>DOMINGUES-FERNANDES Gloria</b>	3000	600000
<b>FONTAINE Loic</b>	500	600000
<b>HUSSENET Agnes</b>	1500	600000
<b>LE NEEN Chantal</b>	1500	600000
<b>PASQUIER Sophie</b>	1500	600000
<b>PLAINEAU Nadege</b>	1500	600000
<b>RONSOUX Corinne</b>	1500	600000
<b>ARBIA DAVEAU Brigitte</b>	1500	600000
<b>AUBERT Nicole</b>	3000	600000
<b>AUDIGIER Gregoire</b>	1500	600000
<b>BOXOEN Olivier</b>	1500	600000
<b>CRASSOUS Olivier</b>	1500	600000
<b>CROCHARD Jean-Louis</b>	1500	600000
<b>GODARD Lucile</b>	1500	600000
<b>GUNDELACH Anne-Marie</b>	1500	600000
<b>HELARY Gaelig</b>	1500	600000
<b>LE PANSE Frederic</b>	3000	600000
<b>LIEGEARD Romain</b>	3000	600000
<b>OLLIVIER Fabrice</b>	1500	600000
<b>POTIN Vincent</b>	500	600000
<b>PRIMAULT Yannick</b>	500	600000
<b>QUITTE Nathalie</b>	500	600000
<b>RESCH Yves</b>	1500	600000
<b>VIBET Camille</b>	500	600000
<b>BAILLEUL Florence</b>	500	600000

<b>CHAMPERT Nicolas</b>	1500	600000
<b>COMIN Emmanuel</b>	1500	600000
<b>DERACHE Mailys</b>	1500	600000
<b>DESORT Romain</b>	1500	600000
<b>DIDIER Christophe</b>	500	600000
<b>GAGNIER Philippe</b>	500	600000
<b>GUYAVARCH Loic</b>	1500	600000
<b>LEBEY-DESTAIS Guillaume</b>	500	600000
<b>LONDAIS Vanessa</b>	500	600000
<b>ROBINO Herve</b>	1500	600000
<b>VEREL Florian</b>	500	600000
<b>WAGNER Nicolas</b>	500	600000
<b>BERNARD Florian</b>	1500	600000
<b>BLANDAMOUR Caroline</b>	500	600000
<b>BURVINGT Benoit</b>	500	600000
<b>CABILLIC Sandrine</b>	500	600000
<b>CABILLIC Denis</b>	500	600000
<b>COUVREUR Herve</b>	500	600000
<b>FERRY Arnaud</b>	1500	600000
<b>FLATRES Ronan</b>	3000	600000
<b>JAMARD Sebastien</b>	500	600000
<b>KILLIAN Denis</b>	1500	600000
<b>LASSERTEUX Benoit</b>	500	600000
<b>LE METAYER Fabrice</b>	1500	600000
<b>LE ROUX Cedric</b>	1500	600000
<b>LELIEVRE Michael</b>	500	600000
<b>LOUVET Vladimir</b>	1500	600000
<b>MERCEUR Eric</b>	500	600000
<b>PAILLARD Dominique</b>	500	600000
<b>PHILIPPE Margotte</b>	500	600000
<b>PHILIPPE Valentin</b>	1500	600000
<b>PLAINEAU Jean-Philippe</b>	1500	600000
<b>RICHARD Laetitia</b>	1500	600000
<b>RIVIERE Sebastien</b>	1500	600000
<b>ROCHFORT Pierre</b>	1500	600000
<b>ROUSSEAU Agnes</b>	500	600000
<b>TALMONT Quentin</b>	500	600000
<b>BANTON Aurelie</b>	1500	600000
<b>BERGEREAU Christophe</b>	500	600000
<b>CHEYROUX Patrick</b>	500	600000
<b>COQUET Xavier</b>	1500	600000
<b>FARAMUS Eric</b>	1500	600000
<b>LE COANT Julien</b>	500	600000

<b>LEROUVILLOIS Youri</b>	500	600000
<b>MARMIEYSSE Maxence</b>	500	600000
<b>PESSELIER Fabien</b>	500	600000
<b>POULAIN Thierry</b>	1500	600000
<b>ABIVEN Alexis</b>	1500	600000
<b>ABIVEN Christophe</b>	1500	600000
<b>BENAICHE Franck</b>	3000	600000
<b>BENAMARA Selim</b>	3000	600000
<b>BLEUZE Christophe</b>	1500	600000
<b>BONAMIE Vivien</b>	500	600000
<b>BONNIEU Florent</b>	1500	600000
<b>BOQUET Yoann</b>	500	600000
<b>CAMUS Michael</b>	1500	600000
<b>CAPPE Clemence</b>	500	600000
<b>CHERON Marie</b>	1500	600000
<b>DEDION Quentin</b>	1500	600000
<b>DORE Amandine</b>	1500	600000
<b>DOUSSET Maeva</b>	500	600000
<b>DUBOURG Charles</b>	1500	600000
<b>ESPARZA Julien</b>	500	600000
<b>FAUCHEUX Guilhem</b>	1500	600000
<b>FERNANDEZ DE HEREDIA Marieke</b>	1500	600000
<b>FREGANS Emmanuel</b>	1500	600000
<b>GILAIZEAU Aurore</b>	500	600000
<b>GIRR MOREL Michael</b>	500	600000
<b>GUIET Françoise</b>	1500	600000
<b>HAMM Lucas</b>	1500	600000
<b>HAMOUDI Frankie</b>	1500	600000
<b>HARNOIS Hugo</b>	500	600000
<b>HAUTIN Vincent</b>	500	600000
<b>LANGE Anthony</b>	500	600000
<b>LAVIEILLE Thomas</b>	1500	600000
<b>LE BASNIER Cedric</b>	500	600000
<b>LECOMTE Frederic</b>	500	600000
<b>MAILLOT Vincent</b>	500	600000
<b>MARIE Sandrine</b>	1500	600000
<b>MARQUET Gilles</b>	1500	600000
<b>MARTIN Luc</b>	1500	600000
<b>MAURY Sonia</b>	500	600000
<b>MEGRET Kilyan</b>	500	600000
<b>MICHEL Olivier</b>	500	600000
<b>MICHEL Guillaume</b>	1500	600000
<b>MICHEL Guillaume</b>	1500	600000



<b>MONTIER Philippe</b>	500	600000
<b>MORTELETTE Fabrice</b>	500	600000
<b>NIVAUT Vianney</b>	1500	600000
<b>OTTAVI Bruno</b>	1500	600000
<b>PARTAGE Audrey</b>	500	600000
<b>PEYROLLE Emrick-Henri</b>	1500	600000
<b>RAULT Jean-Philippe</b>	500	600000
<b>RAVET Steve</b>	500	600000
<b>REVEL Foucauld</b>	500	600000
<b>RIVIERE Nicolas</b>	500	600000
<b>RONCHIN Solenne</b>	500	600000
<b>ROYEAU Laurent</b>	500	600000
<b>SIQUES Pauline</b>	500	600000
<b>SKATNI Saladin</b>	1500	600000
<b>SOUHARD Alain</b>	500	600000
<b>TANGUY Vincent</b>	500	600000
<b>TRANCHANT Matthieu</b>	1500	600000
<b>TRIBOUILLARD Nicolas</b>	1500	600000
<b>VERNIER Clara</b>	1500	600000
<b>VIEL Bruno</b>	500	600000

**Annexe VIII à la décision n° 2023/1 du 6 mars 2023 du directeur régional *MASSON Nicolas***  
**Liste des agents des douanes recevant délégation de signature**

**TRANSACTION « 421 » (contrefaçon)**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Valeur des marchandises : *Montant de la valeur des marchandises de fraude n'excède pas*

Nom/prénom	Montant de l'amende	Valeur des marchandises
<b>PERRIN Pauline</b>	illimité	600000
<b>BERNACHE-ASSOLLANT Frederic</b>	3000	600000
<b>DOLBEC David</b>	3000	600000
<b>GODARD Philippe</b>	1500	600000
<b>LAUNAY Cyril</b>	3000	600000
<b>OLLIVIER Joelle</b>	3000	600000
<b>PAITIER Christophe</b>	1500	600000
<b>RAMBAUT Fabrice</b>	3000	600000
<b>ABAD Michael</b>	illimité	600000
<b>DESFOURS Beatrice</b>	3000	600000
<b>MONTI Jonathan</b>	illimité	600000
<b>DOMINGUES-FERNANDES Gloria</b>	3000	600000
<b>FONTAINE Loic</b>	500	600000
<b>HUSSENET Agnes</b>	1500	600000
<b>LE NEEN Chantal</b>	1500	600000
<b>PASQUIER Sophie</b>	1500	600000
<b>PLAINEAU Nadege</b>	1500	600000
<b>RONSOUX Corinne</b>	1500	600000
<b>ARBIA DAVEAU Brigitte</b>	1500	600000
<b>AUBERT Nicole</b>	3000	600000
<b>AUDIGIER Gregoire</b>	1500	600000
<b>BOXOEN Olivier</b>	1500	600000
<b>CRASSOUS Olivier</b>	1500	600000
<b>CROCHARD Jean-Louis</b>	1500	600000
<b>GODARD Lucile</b>	1500	600000
<b>GUNDELACH Anne-Marie</b>	1500	600000
<b>HELARY Gaelig</b>	1500	600000
<b>LE PANSE Frederic</b>	3000	600000
<b>LIEGEARD Romain</b>	3000	600000
<b>OLLIVIER Fabrice</b>	1500	600000
<b>POTIN Vincent</b>	500	600000
<b>PRIMAULT Yannick</b>	500	600000
<b>QUITTE Nathalie</b>	500	600000
<b>RESCH Yves</b>	1500	600000
<b>VIBET Camille</b>	500	600000
<b>BAILLEUL Florence</b>	500	600000

<b>CHAMPERT Nicolas</b>	1500	600000
<b>COMIN Emmanuel</b>	1500	600000
<b>DERACHE Mailys</b>	1500	600000
<b>DESORT Romain</b>	1500	600000
<b>DIDIER Christophe</b>	500	600000
<b>GAGNIER Philippe</b>	500	600000
<b>GUYAVARCH Loic</b>	1500	600000
<b>LEBEY-DESTAIS Guillaume</b>	500	600000
<b>LONDAIS Vanessa</b>	500	600000
<b>ROBINO Herve</b>	1500	600000
<b>VEREL Florian</b>	500	600000
<b>WAGNER Nicolas</b>	500	600000
<b>BERNARD Florian</b>	1500	600000
<b>BLANDAMOUR Caroline</b>	500	600000
<b>BURVINGT Benoit</b>	500	600000
<b>CABILLIC Denis</b>	500	600000
<b>CABILLIC Sandrine</b>	500	600000
<b>COUVREUR Herve</b>	500	600000
<b>FERRY Arnaud</b>	1500	600000
<b>FLATRES Ronan</b>	3000	600000
<b>JAMARD Sebastien</b>	500	600000
<b>KILLIAN Denis</b>	1500	600000
<b>LASSERTEUX Benoit</b>	500	600000
<b>LE METAYER Fabrice</b>	1500	600000
<b>LE ROUX Cedric</b>	1500	600000
<b>LELIEVRE Michael</b>	500	600000
<b>LOUVET Vladimir</b>	1500	600000
<b>MERCEUR Eric</b>	500	600000
<b>PAILLARD Dominique</b>	500	600000
<b>PHILIPPE Margotte</b>	500	600000
<b>PHILIPPE Valentin</b>	1500	600000
<b>PLAINEAU Jean-Philippe</b>	1500	600000
<b>RICHARD Laetitia</b>	1500	600000
<b>RIVIERE Sebastien</b>	1500	600000
<b>ROCHEFORT Pierre</b>	1500	600000
<b>ROUSSEAU Agnes</b>	500	600000
<b>TALMONT Quentin</b>	500	600000
<b>BANTON Aurelie</b>	1500	600000
<b>BERGEREAU Christophe</b>	500	600000
<b>CHEYROUX Patrick</b>	500	600000
<b>COQUET Xavier</b>	1500	600000
<b>FARAMUS Eric</b>	1500	600000
<b>LE COANT Julien</b>	500	600000

<b>LEROUVILLOIS Youri</b>	500	600000
<b>MARMIEYSSE Maxence</b>	500	600000
<b>PESELIER Fabien</b>	500	600000
<b>POULAIN Thierry</b>	1500	600000
<b>ABIVEN Christophe</b>	1500	600000
<b>ABIVEN Alexis</b>	1500	600000
<b>BENAICHE Franck</b>	3000	600000
<b>BENAMARA Selim</b>	3000	600000
<b>BLEUZE Christophe</b>	1500	600000
<b>BONAMIE Vivien</b>	500	600000
<b>BONNIEU Florent</b>	1500	600000
<b>BOQUET Yoann</b>	500	600000
<b>CAMUS Michael</b>	1500	600000
<b>CAPPE Clemence</b>	500	600000
<b>CHERON Marie</b>	1500	600000
<b>DEDION Quentin</b>	1500	600000
<b>DORE Amandine</b>	1500	600000
<b>DOUSSET Maeva</b>	500	600000
<b>DUBOURG Charles</b>	1500	600000
<b>ESPARZA Julien</b>	500	600000
<b>FAUCHEUX Guilhem</b>	1500	600000
<b>FERNANDEZ DE HEREDIA Marieke</b>	1500	600000
<b>FREGANS Emmanuel</b>	1500	600000
<b>GILAIZEAU Aurore</b>	500	600000
<b>GIRR MOREL Michael</b>	500	600000
<b>GUIET Françoise</b>	1500	600000
<b>HAMM Lucas</b>	1500	600000
<b>HAMOUDI Frankie</b>	1500	600000
<b>HARNOIS Hugo</b>	500	600000
<b>HAUTIN Vincent</b>	500	600000
<b>LANGE Anthony</b>	500	600000
<b>LAVIEILLE Thomas</b>	1500	600000
<b>LE BASNIER Cedric</b>	500	600000
<b>LECOMTE Frederic</b>	500	600000
<b>MAILLOT Vincent</b>	500	600000
<b>MARIE Sandrine</b>	1500	600000
<b>MARQUET Gilles</b>	1500	600000
<b>MARTIN Luc</b>	1500	600000
<b>MAURY Sonia</b>	500	600000
<b>MEGRET Kilyan</b>	500	600000
<b>MICHEL Olivier</b>	500	600000
<b>MICHEL Guillaume</b>	1500	600000
<b>MICHEL Guillaume</b>	1500	600000

<b>MONTIER Philippe</b>	500	600000
<b>MORTELETTE Fabrice</b>	500	600000
<b>NIVAUT Vianney</b>	1500	600000
<b>OTTAVI Bruno</b>	1500	600000
<b>PARTAGE Audrey</b>	500	600000
<b>PEYROLLE Emrick-Henri</b>	1500	600000
<b>RAULT Jean-Philippe</b>	500	600000
<b>RAVET Steve</b>	500	600000
<b>REVEL Foucauld</b>	500	600000
<b>RIVIERE Nicolas</b>	500	600000
<b>RONCHIN Solenne</b>	500	600000
<b>ROYEAU Laurent</b>	500	600000
<b>SIQUES Pauline</b>	500	600000
<b>SKATNI Saladin</b>	1500	600000
<b>SOUHARD Alain</b>	500	600000
<b>TANGUY Vincent</b>	500	600000
<b>TRANCHANT Matthieu</b>	1500	600000
<b>TRIBOUILLARD Nicolas</b>	1500	600000
<b>VERNIER Clara</b>	1500	600000
<b>VIEL Bruno</b>	500	600000

**Annexe IX à la décision n° 2023/1 du 6 mars 2023 du directeur régional *MASSON Nicolas***  
**Liste des agents des douanes recevant délégation de signature**

**PV « 420D », « 420 », « 421 » (argent liquide)**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Argent liquide: *les espèces (billets et pièces), les instruments négociables au porteur (chèque de voyage, chèques, billets à ordre, mandats), les marchandises servant de réserve de valeur très liquide (l'or), les cartes pré payées n'excède pas*

Nom/prénom	Montant de l'amende	Argent liquide
<b>PERRIN Pauline</b>	illimité	300000
<b>BERNACHE-ASSOLLANT Frederic</b>	3000	150000
<b>DOLBEC David</b>	3000	150000
<b>GODARD Philippe</b>	1500	50000
<b>LAUNAY Cyril</b>	3000	150000
<b>OLLIVIER Joelle</b>	3000	150000
<b>PAITIER Christophe</b>	1500	50000
<b>RAMBAUT Fabrice</b>	3000	150000
<b>ABAD Michael</b>	illimité	300000
<b>DESFOURS Beatrice</b>	150000	150000
<b>MONTI Jonathan</b>	illimité	300000
<b>BAILLEUL Florence</b>	500	20000
<b>CHAMPERT Nicolas</b>	1500	50000
<b>COMIN Emmanuel</b>	1500	50000
<b>DERACHE Mailys</b>	1500	50000
<b>DESORT Romain</b>	1500	50000
<b>DIDIER Christophe</b>	500	20000
<b>GAGNIER Philippe</b>	500	20000
<b>GUYAVARCH Loic</b>	1500	50000
<b>LEBEY-DESTAIS Guillaume</b>	500	20000
<b>LONDAIS Vanessa</b>	500	20000
<b>ROBINO Herve</b>	1500	50000
<b>VEREL Florian</b>	500	20000
<b>WAGNER Nicolas</b>	500	20000
<b>BERNARD Florian</b>	1500	50000
<b>BLANDAMOUR Caroline</b>	500	20000
<b>BURVINGT Benoit</b>	500	20000
<b>CABILLIC Sandrine</b>	500	20000
<b>CABILLIC Denis</b>	500	20000
<b>COUVREUR Herve</b>	500	20000
<b>FERRY Arnaud</b>	1500	50000
<b>FLATRES Ronan</b>	3000	150000
<b>JAMARD Sebastien</b>	500	20000
<b>KILLIAN Denis</b>	1500	50000
<b>LASSERTEUX Benoit</b>	500	20000

<b>LE METAYER Fabrice</b>	1500	50000
<b>LE ROUX Cedric</b>	1500	50000
<b>LELIEVRE Michael</b>	500	20000
<b>LOUVET Vladimir</b>	1500	50000
<b>MERCEUR Eric</b>	500	20000
<b>PAILLARD Dominique</b>	500	20000
<b>PHILIPPE Margotte</b>	500	20000
<b>PHILIPPE Valentin</b>	1500	50000
<b>PLAINEAU Jean-Philippe</b>	1500	50000
<b>RICHARD Laetitia</b>	1500	50000
<b>RIVIERE Sebastien</b>	1500	50000
<b>ROCHEFORT Pierre</b>	1500	50000
<b>ROUSSEAU Agnes</b>	500	20000
<b>TALMONT Quentin</b>	500	20000
<b>BANTON Aurelie</b>	1500	50000
<b>BERGEREAU Christophe</b>	500	20000
<b>CHEYROUX Patrick</b>	500	20000
<b>COQUET Xavier</b>	1500	50000
<b>FARAMUS Eric</b>	1500	50000
<b>LE COANT Julien</b>	500	20000
<b>LEROUVILLOIS Youri</b>	500	20000
<b>MARMIEYSSE Maxence</b>	500	20000
<b>PESELIER Fabien</b>	500	20000
<b>POULAIN Thierry</b>	1500	50000
<b>ABIVEN Christophe</b>	1500	50000
<b>ABIVEN Alexis</b>	1500	50000
<b>BENAICHE Franck</b>	3000	150000
<b>BENAMARA Selim</b>	3000	150000
<b>BLEUZE Christophe</b>	1500	50000
<b>BONAMIE Vivien</b>	500	20000
<b>BONNIEU Florent</b>	1500	50000
<b>BOQUET Yoann</b>	500	20000
<b>CAMUS Michael</b>	1500	50000
<b>CAPPE Clemence</b>	500	20000
<b>CHERON Marie</b>	1500	50000
<b>DEDION Quentin</b>	1500	50000
<b>DORE Amandine</b>	1500	50000
<b>DOUSSET Maeva</b>	500	20000
<b>DUBOURG Charles</b>	1500	50000
<b>ESPARZA Julien</b>	500	20000
<b>FAUCHEUX Guilhem</b>	1500	50000
<b>FERNANDEZ DE HEREDIA Marieke</b>	1500	50000
<b>FREGANS Emmanuel</b>	1500	50000

<b>GILAZEAU Aurore</b>	500	20000
<b>GIRR MOREL Michael</b>	500	20000
<b>GUIET Françoise</b>	1500	50000
<b>HAMM Lucas</b>	1500	50000
<b>HAMOUDI Frankie</b>	1500	50000
<b>HARNOIS Hugo</b>	500	20000
<b>HAUTIN Vincent</b>	500	20000
<b>LANGE Anthony</b>	500	20000
<b>LAVIELLE Thomas</b>	1500	50000
<b>LE BASNIER Cedric</b>	500	20000
<b>LECOMTE Frederic</b>	500	20000
<b>MAILLOT Vincent</b>	500	20000
<b>MARIE Sandrine</b>	1500	50000
<b>MARQUET Gilles</b>	1500	50000
<b>MARTIN Luc</b>	1500	50000
<b>MAURY Sonia</b>	500	20000
<b>MEGRET Kilyan</b>	500	20000
<b>MICHEL Guillaume</b>	1500	50000
<b>MICHEL Olivier</b>	500	20000
<b>MICHEL Guillaume</b>	1500	50000
<b>MONTIER Philippe</b>	500	20000
<b>MORTELETTE Fabrice</b>	500	20000
<b>NIVAUT Vianney</b>	1500	50000
<b>OTTAVI Bruno</b>	1500	50000
<b>PARTAGE Audrey</b>	500	20000
<b>PEYROLLE Emrick-Henri</b>	1500	50000
<b>RAULT Jean-Philippe</b>	500	20000
<b>RAVET Steve</b>	500	20000
<b>REVEL Foucauld</b>	500	20000
<b>RIVIERE Nicolas</b>	500	20000
<b>RONCHIN Solenne</b>	500	20000
<b>ROYEAU Laurent</b>	500	20000
<b>SIQUES Pauline</b>	500	20000
<b>SKATNI Saladin</b>	1500	50000
<b>SOUHARD Alain</b>	500	20000
<b>TANGUY Vincent</b>	500	20000
<b>TRANCHANT Matthieu</b>	1500	50000
<b>TRIBOUILLARD Nicolas</b>	1500	50000
<b>VERNIER Clara</b>	1500	50000
<b>VIEL Bruno</b>	500	20000



**Annexe X à la décision n° 2023/1 du 6 mars 2023 du directeur régional *MASSON Nicolas*  
Liste des agents des douanes recevant délégation de signature**

**TRANSACTION « 421 » (argent liquide)**

Montant de l'amende : *Montant de l'amende n'excède pas*

Argent liquide: *les espèces (billets et pièces), les instruments négociables au porteur (chèque de voyage, chèques, billets à ordre, mandats), les marchandises servant de réserve de valeur très liquide (l'or), les cartes pré payées n'excède pas*

Nom/prénom	Montant de l'amende	Argent liquide
<b>PERRIN Pauline</b>	illimité	300000
<b>BERNACHE-ASSOLLANT Frederic</b>	3000	150000
<b>DOLBEC David</b>	3000	150000
<b>GODARD Philippe</b>	1500	50000
<b>LAUNAY Cyril</b>	3000	150000
<b>OLLIVIER Joelle</b>	3000	150000
<b>PAITIER Christophe</b>	1500	50000
<b>RAMBAUT Fabrice</b>	3000	150000
<b>ABAD Michael</b>	illimité	300000
<b>DESFOURS Beatrice</b>	150000	150000
<b>MONTI Jonathan</b>	illimité	300000
<b>BAILLEUL Florence</b>	500	20000
<b>CHAMPERT Nicolas</b>	1500	50000
<b>COMIN Emmanuel</b>	1500	50000
<b>DERACHE Mailys</b>	1500	50000
<b>DESORT Romain</b>	1500	50000
<b>DIDIER Christophe</b>	500	20000
<b>GAGNIER Philippe</b>	500	20000
<b>GUYAVARCH Loic</b>	1500	50000
<b>LEBEY-DESTAIS Guillaume</b>	500	20000
<b>LONDAIS Vanessa</b>	500	20000
<b>ROBINO Herve</b>	1500	50000
<b>VEREL Florian</b>	500	20000
<b>WAGNER Nicolas</b>	500	20000
<b>BERNARD Florian</b>	1500	50000
<b>BLANDAMOUR Caroline</b>	500	20000
<b>BURVINGT Benoit</b>	500	20000
<b>CABILLIC Denis</b>	500	20000
<b>CABILLIC Sandrine</b>	500	20000
<b>COUVREUR Herve</b>	500	20000
<b>FERRY Arnaud</b>	1500	50000
<b>FLATRES Ronan</b>	3000	150000
<b>JAMARD Sebastien</b>	500	20000
<b>KILLIAN Denis</b>	1500	50000
<b>LASSERTEUX Benoit</b>	500	20000

<b>LE METAYER Fabrice</b>	1500	50000
<b>LE ROUX Cedric</b>	1500	50000
<b>LELIEVRE Michael</b>	500	20000
<b>LOUVET Vladimir</b>	1500	50000
<b>MERCEUR Eric</b>	500	20000
<b>PAILLARD Dominique</b>	500	20000
<b>PHILIPPE Valentin</b>	1500	50000
<b>PHILIPPE Margotte</b>	500	20000
<b>PLAINEAU Jean-Philippe</b>	1500	50000
<b>RICHARD Laetitia</b>	1500	50000
<b>RIVIERE Sebastien</b>	1500	50000
<b>ROCHFORT Pierre</b>	1500	50000
<b>ROUSSEAU Agnes</b>	500	20000
<b>TALMONT Quentin</b>	500	20000
<b>BANTON Aurelie</b>	1500	50000
<b>BERGEREAU Christophe</b>	500	20000
<b>CHEYROUX Patrick</b>	500	20000
<b>COQUET Xavier</b>	1500	50000
<b>FARAMUS Eric</b>	1500	50000
<b>LE COANT Julien</b>	500	20000
<b>LEROUVILLOIS Youri</b>	500	20000
<b>MARMIEYSSE Maxence</b>	500	20000
<b>PESELIER Fabien</b>	500	20000
<b>POULAIN Thierry</b>	1500	50000
<b>ABIVEN Christophe</b>	1500	50000
<b>ABIVEN Alexis</b>	1500	50000
<b>BENAICHE Franck</b>	3000	150000
<b>BENAMARA Selim</b>	3000	150000
<b>BLEUZE Christophe</b>	1500	50000
<b>BONAMIE Vivien</b>	500	20000
<b>BONNIEU Florent</b>	1500	50000
<b>BOQUET Yoann</b>	500	20000
<b>CAMUS Michael</b>	1500	50000
<b>CAPPE Clemence</b>	500	20000
<b>CHERON Marie</b>	1500	50000
<b>DEDION Quentin</b>	1500	50000
<b>DORE Amandine</b>	1500	50000
<b>DOUSSET Maeva</b>	500	20000
<b>DUBOURG Charles</b>	1500	50000
<b>ESPARZA Julien</b>	500	20000
<b>FAUCHEUX Guilhem</b>	1500	50000
<b>FERNANDEZ DE HEREDIA Marieke</b>	1500	50000
<b>FREGANS Emmanuel</b>	1500	50000

<b>GILAZEAU Aurore</b>	500	20000
<b>GIRR MOREL Michael</b>	500	20000
<b>GUIET Françoise</b>	1500	50000
<b>HAMM Lucas</b>	1500	50000
<b>HAMOUDI Frankie</b>	1500	50000
<b>HARNOIS Hugo</b>	500	20000
<b>HAUTIN Vincent</b>	500	20000
<b>LANGE Anthony</b>	500	20000
<b>LAVIELLE Thomas</b>	1500	50000
<b>LE BASNIER Cedric</b>	500	20000
<b>LECOMTE Frederic</b>	500	20000
<b>MAILLOT Vincent</b>	500	20000
<b>MARIE Sandrine</b>	1500	50000
<b>MARQUET Gilles</b>	1500	50000
<b>MARTIN Luc</b>	1500	50000
<b>MAURY Sonia</b>	500	20000
<b>MEGRET Kilyan</b>	500	20000
<b>MICHEL Guillaume</b>	1500	50000
<b>MICHEL Olivier</b>	500	20000
<b>MICHEL Guillaume</b>	1500	50000
<b>MONTIER Philippe</b>	500	20000
<b>MORTELETTE Fabrice</b>	500	20000
<b>NIVAUT Vianney</b>	1500	50000
<b>OTTAVI Bruno</b>	1500	50000
<b>PARTAGE Audrey</b>	500	20000
<b>PEYROLLE Emrick-Henri</b>	1500	50000
<b>RAULT Jean-Philippe</b>	500	20000
<b>RAVET Steve</b>	500	20000
<b>REVEL Foucauld</b>	500	20000
<b>RIVIERE Nicolas</b>	500	20000
<b>RONCHIN Solenne</b>	500	20000
<b>ROYEAU Laurent</b>	500	20000
<b>SIQUES Pauline</b>	500	20000
<b>SKATNI Saladin</b>	1500	50000
<b>SOUHARD Alain</b>	500	20000
<b>TANGUY Vincent</b>	500	20000
<b>TRANCHANT Matthieu</b>	1500	50000
<b>TRIBOUILLARD Nicolas</b>	1500	50000
<b>VERNIER Clara</b>	1500	50000
<b>VIEL Bruno</b>	500	20000

Préfecture du Calvados

14-2023-03-08-00001

Arrêté préfectoral du 8 mars 23 portant  
réglementation de la circulation sur l autoroute  
A13 au niveau de la bretelle d accès au  
périphérique sud (RN 814)



**PRÉFET  
DU CALVADOS**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale  
des territoires et de la mer**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL PORTANT RÉGLEMENTATION DE LA CIRCULATION  
SUR L'AUTOROUTE A13 AU NIVEAU DE LA BRETELLE D'ACCÈS  
AU PÉRIPHÉRIQUE SUD (RN 814)**

**Le Préfet du Calvados,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de la route,  
**VU** le code de la voirie routière,  
**VU** la loi 82-213 du 2 mars 1962 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,  
**VU** le décret du 29 octobre 1990 modifié approuvant la convention passée entre l'État et la société des autoroutes Paris Normandie pour la concession de la construction, de l'entretien et des exploitations d'autoroutes,  
**VU** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation des services de l'État dans les régions et départements,  
**VU** l'arrêté ministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes,  
**VU** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8<sup>ème</sup> partie-signalisation temporaire) approuvée par les arrêtés interministériels des 5 et 6 novembre 1992 modifiés,  
**VU** l'arrêté n°21-09 en date du 09 février 2021 portant réglementation exceptionnelle de la circulation routière,

**CONSIDÉRANT** l'urgence de la situation et les risques de sécurité routière induits par les mouvements sociaux qui bloquent la RN 814, nécessitant de prendre toutes mesures utiles de restriction de la circulation afin d'assurer la sécurité des usagers ;

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1**

A compter du 08 mars à 9h00, la circulation est interdite à tous les véhicules sur le tronçon de l'autoroute A13 permettant d'accéder à la route nationale 814 (PR 222 +), dit périphérique Sud.

Les véhicules seront orientés sur les itinéraires de déviation mis en place en conséquence.

**ARTICLE 2**

L'accès au périphérique Sud sera à nouveau autorisé à tout véhicule dès le retour à des conditions normales de circulation, mettant fin aux dispositions du présent arrêté.



### **ARTICLE 3**

Les dispositifs de signalisation, sont mis en place et entretenus par les services du centre d'entretien SAPN.

Les dispositions du présent arrêté sont exécutées sous le contrôle effectif et permanent des services de la SAPN assistés des forces de gendarmerie territorialement compétentes.  
En cas d'incident, la SAPN et les forces de gendarmerie sont autorisées à prendre conjointement toutes mesures nécessaires à la sécurité des usagers.

### **ARTICLE 4**

Les infractions au présent arrêté seront constatées et poursuivies conformément à la réglementation en vigueur.

### **ARTICLE 5 :**

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture et sera adressé à :

- M. le directeur de cabinet de la préfecture du Calvados,
- Mme. la secrétaire générale de la préfecture du Calvados,
- M. le directeur interdépartemental des routes Nord-Ouest,
- M. le président du conseil départemental du Calvados,
- M. le commandant du groupement de gendarmerie du Calvados.
- M. le directeur départemental de la sécurité publique du Calvados,
- M. le directeur départemental des territoires et de la mer du Calvados,
- M. le directeur régional de l'écologie de l'aménagement et du logement de Normandie (service transports),

chargés, chacun en ce qui le concerne d'en assurer l'exécution.

Cet arrêté sera également transmis, pour information :

- M. le préfet de la zone de défense Ouest,
- M. le directeur départemental des services d'incendie et de secours du Calvados,
- M. le président du conseil départemental du Calvados,
- M. le directeur du SAMU 14,
- M. le directeur de l'exploitation de la société des Autoroutes Paris-Normandie,
- M. le directeur de la Brittany Ferries.

Fait à Caen, le **8 MARS 2023**

Pour le préfet,  
le sous-préfet, le directeur de cabinet



Philémon PERROT

